

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 500, 1,50 F
JEUDI 10 JUIN 1971



FAIT DE LA SEMAINE - LE FAIT

Le congrès de la Ligue

Jean-Marie Vincent

Nos pages d'actualité

De très graves incidents ont éclaté la semaine dernière sur le campus de Saint-Martin-d'Hères. Notre correspondant à Grenoble raconte ce qui s'est passé (page 4). A l'autre bout du pays, le conflit d'Usinor vient de prendre fin. Mais les travailleurs étaient en lutte depuis le 18 mai. Notre correspondant à Dunkerque retrace le déroulement de cette grève (page 5).

Notre numéro spécial sur la vie quotidienne

Aborder un sujet aussi vaste nécessiterait plusieurs volumes. La rédaction de Tribune a bien conscience que ce premier essai est très insuffisant. Pourtant, elle a voulu, même dans des conditions extrêmement difficiles, fêter avec ses lecteurs ce numéro 500 en lui offrant matière à réflexion sur des sujets aussi variés que la restauration (page 16), le tiercé (page 13) l'alcool (page 14), la sexualité (page 10), la presse (page 7) ou la pollution (page 6).

Et notre dossier comprenant les tribunes libres pour le VII^e Congrès du P.S.U.

Photo dans ce numéro :
Elie Kagan (p. 3, 13).
Collombert (p. 12, 14, 15).

Il est difficile de parler du 2^e Congrès de la Ligue communiste qui vient de se tenir à Rouen, car comme « Rouge » nous l'apprend, l'essentiel des débats devait rester secret afin qu'on ne puisse pas interpréter les divergences qui auraient pu s'y manifester. Les militants révolutionnaires qui n'ont pas l'insigne honneur de faire partie de la section française de la Quatrième Internationale, n'ont pas le droit de profiter d'un débat qui pourtant les concerne puisque la Ligue entend construire le parti révolutionnaire.

Cela dit, à en juger d'après les résumés rabougris des rapports d'Alain Krivine et d'Henri Weber, il n'y a pas grand chose de nouveau sous le soleil de la Ligue. Les choix du 1^{er} Congrès sont considérés comme justes, de même que les options tactiques d'alors pour pénétrer dans la classe ouvrière en partant de la périphérie, pour aller ensuite vers le centre. La Ligue communiste n'a en somme qu'à suivre une voie toute tracée.

Par contre, les appréciations portées sur les autres courants sont tout à fait dédaigneuses. Les maoïstes ne sont plus que des mao-spontanistes, comme si par exemple la « Cause du peuple » pouvait être réduite à cette catégorie. Le P.S.U., lui, n'est qu'une fédération de groupuscules paralysée par ses divisions, ce qui étonnera la plupart de nos militants engagés ces dernières semaines dans le soutien au mouvement de grève. Bien entendu, Krivine ajoute à cela quelques amabilités sur le côté cour et le côté jardin emprunté à J. Kanapa.

Ce qui frappe dans tout cela, c'est que la Ligue ne se donne pas la peine d'analyser la pratique de ses partenaires. Elle applique des schémas préétablis qui ont pour objet de justifier sa propre attitude et de faire oublier ses propres oscillations. Ainsi, après avoir voulu faire du « Secours rouge » un cartel d'organisations sans tenir compte de la nécessité d'intégrer de nombreux inorganisés dans un mouvement de solidarité contre la répression, la Ligue prend aujourd'hui prétexte de difficultés et d'erreurs indéniables de certains secteurs du « Secours rouge » pour s'associer à une opération de dénigrement. Elle trace à bon compte un trait de plume sur toutes les initiatives, sur tout le travail en profondeur qu'ont effectué et qu'effectuent toujours les comités de « Secours rouge ».

La Ligue manie avec facilité les accusations les plus graves, les excommunications, ce qui, quoi qu'elle en dise, tend à la présenter comme la seule organisation révolutionnaire en France. Sans doute peut-elle se prévaloir du succès remporté par sa manifestation du 16 mai à Paris, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'elle ait réglé les questions du travail de masse, de la lutte idéologique avec les différentes variantes du réformisme. Tout cela nous fait penser qu'il existe un risque majeur pour la Ligue, celui de prendre trop au sérieux les brevets de sérieux qu'on lui décerne de « France-Soir » au « Monde ». Le chemin qui conduit à la révolution socialiste est encore long. □

Dernière heure

A Grenoble, la situation créée par l'agression des partisans du gouvernement fantoche de Saïgon contre les étudiants de Saint-Martin-d'Hères connaît de nouveaux développements. Cinq militants, deux étudiants, trois ouvriers, dont un membre du P.S.U., ont commencé une grève de la faim illimitée à la mairie de Grenoble. Leurs revendications sont simples. Ils veulent obtenir du maire une salle pour le tribunal populaire du « Secours rouge » sur l'attaque fasciste. En même temps, ils demandent l'utilisation d'une page dans le « Dauphiné libéré » pour rétablir la vérité sur les événements après les déformations dont s'est rendu coupable cet organe dit de grande information.

● Stages d'été

Stages nationaux de cadres
du 25 au 31 juillet et
du 23 au 30 août

Inscriptions auprès des secrétaires fédéraux et du Service formation.

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris VI^e
Tél. : 325.00.09
44, rue Saint-Georges, Lyon V^e

A la découverte des socialismes...

Pologne 970 F

8-29 août - 3 semaines tout compris (par avion)
Varsovie-Gdansk-Poznan-Wroclaw-Varsovie

Les syndicats, le Parti ouvrier polonais,
la situation économique,
L'Union des femmes

Tchécoslovaquie 890 F
8-29 août

- Tout compris (en train)
- 15 jours de circuit : Prague - Bratislava
- 1 semaine de détente : Banska - Bystricka

Les syndicats, le P.C.T., la fédéralisation,
la situation économique, les organisations de jeunesse,
la presse

Yougoslavie 910 F
10 juillet-1^{er} août et 9-31 août
3 semaines tout compris (en train)

Belgrad-Sarajevo-Zagreb-Rijeka-Ile de Crès

- L'autogestion
- La fédéralisation
- La ligue des communistes
- Les syndicats
- Une semaine chez l'habitant à l'Ile de Crès.

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany,
Gilbert Chantaire, Françoise
Claire, Michèle Descolanges,
Gérard Féran, Jacques Ferlus,
Christian Guerche, Gilbert
Hercet, Christian Leucate,
Alain Moutot, Dominique No-
res, Jean-Yves Romo, Lucien
Saintonge, Eliane Schweitzer,
Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 29.000 exemplaires

PANTHÉON

Les mariés de l'an II

avec Marlène Jobert
et Jean-Paul Belmondo

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

La haine et l'arbitraire

Henri Leclerc

Comme l'avait prévu le Président de la République, M. Marcellin a solennellement affirmé que le mois de mai était terminé. Il aurait aussi pu dire que le mois de juin a commencé et pour lui, il a bien mal commencé. Voilà que par la faute de sa police, la révolte gronde chez les journalistes qui rejoignent ces gauchistes, ces anarchistes, enfin ces voyous qui jusqu'à ce jour ne partageaient qu'avec les « bougnouls » les faveurs du matraquage dans la rue, de l'arrestation arbitraire, du passage à tabac, de la salle Cuzco et du flagrant-délit pour violence aux poings et aux matraques des agents de police.

Car ce qu'il y a de plus grave dans l'affaire Jaubert c'est sa banalité. Un homme pris à partie par les policiers, injurié, battu et inculpé de violences à agent, le fait est quotidien. Mais celui-là est venu à point pour démontrer l'état de délabrement dans lequel se trouve le corps avec lequel M. Marcellin veut protéger l'ordre brutal, stupide et injuste dont il est un passionné maniaque. Il ne cesse de clamer qu'il poursuivra par tous les moyens ceux qui disent du mal de la police. Alors, c'est vrai, c'est contre tous les journalistes et tous les journaux qui même sans émettre d'opinions, se contentent d'informer que M. Marcellin doit se porter partie civile. Car il n'est pas besoin de travestir la vérité pour que la police apparaisse sous son véritable jour. Sans remonter jusqu'à l'affaire Thévenin, plus récemment André Augier n'est-il pas mort aussi dans un commissariat de police de Clermont-Ferrand, Richard Deshayes n'a-t-il pas le visage défoncé par une grenade tirée à bout portant, Gilles Guiot n'avait-il pas été condamné sur les affirmations concordantes de deux policiers, Behar Rehala n'a-t-il pas été blessé de cinq balles de revolver. Des poursuites contre la presse révolutionnaire, on passe aux poursuites contre les journalistes engagés : L'aventure de Claude Angeli, celle de Michèle Manceaux sont à ce sujet significatives. Et, parce que du ministre à ses sous-ordres l'atmosphère est à la haine des journalistes susceptibles de mal cacher la vérité, quelques policiers, croyant bien faire traitent le journaliste Jaubert comme le dernier des gauchistes. Voulant se protéger, le malheureux disait qu'il était journaliste et professeur, et ses tortionnaires le frappaient deux fois plus fort.

Quand Jaubert fut, comme il est d'usage, transféré à la salle Cuzco et gardé à vue en raison, bien sûr, des

présomptions graves qui pesaient sur lui de s'être livré à des violences à agents, le préfet de police, sentant l'affaire mauvaise, tenta de se couvrir de l'autorité des magistrats. Il fit diffuser un communiqué disant que le Procureur de la République avait placé Jaubert sous mandat de dépôt. C'était

Communiqué du Bureau National

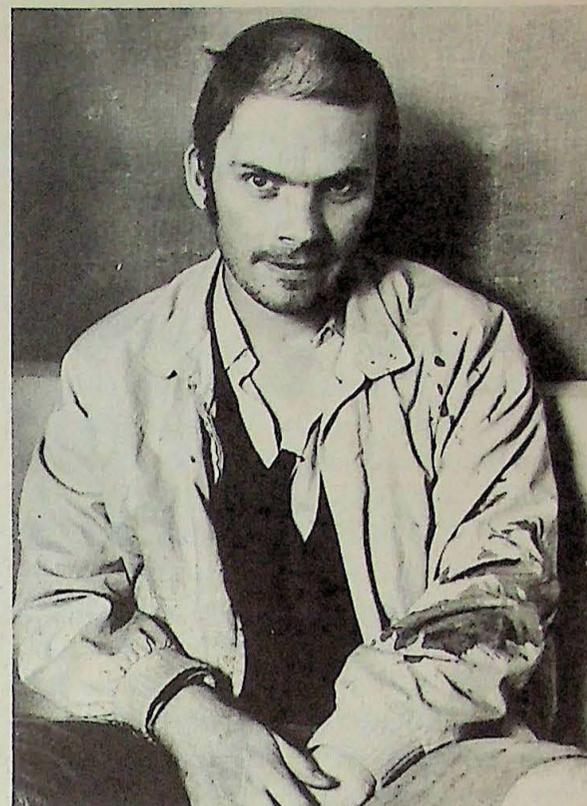
Le B.N. du P.S.U. condamne sans restriction l'attaque grossière que Francis Kahn, Roger Pannequin, Charles Tillon et Jean Chaintron viennent de porter contre le Secours rouge.

Faute d'avoir pu y imposer leur conception, ils ont préféré rejoindre la cohorte de ses adversaires dont ils ont immédiatement adopté le ton injurieux et les méthodes diffamatoires. Nul ne saurait nier les erreurs commises, les difficultés rencontrées, les confusions faites à tous les niveaux dans la construction d'un mouvement de masse unitaire contre la répression plus qu jamais nécessaire, et le P.S.U. titrera à son congrès les conclusions d'une année de pratique pour définir les orientations qui lui paraissent souhaitables et que défendront ses militants lors des premières assises du Secours rouge, auquel il renouvelle son soutien.

faux. Non seulement le Procureur de la République ne plaça pas Jaubert sous mandat de dépôt, mais le lendemain, lorsqu'il requit l'ouverture d'une information il ne demanda même pas au juge d'Instruction de le faire. Le préfet de police multipliait les communiqués, il laissait entendre que le blessé que Jaubert avait secouru l'accusait, il laissait entendre qu'un autre témoin mystérieux accusait Jaubert. En fait, il essayait de tromper l'opinion publique.

Jaubert ayant déposé plainte, le Parquet décida après hésitations qu'il ne pouvait faire autrement que d'ouvrir une information contre X sur plainte de Jaubert. Dans cette affaire, M. Marcellin venait de faire l'unanimité de la presse contre lui et il voyait sa justice qui n'avait pas hésité à inculper Jaubert, se détacher de sa police.

De toutes les déclarations de Jaubert, de toutes les insultes grossières et racistes prononcées par des policiers, ne faudrait-il pas retenir cette seule déclaration : « On nous traite de SS, mais les SS, eux au moins, ils avaient des couilles, c'étaient des hommes, nous aussi on en a, toi pas ! »



Jaubert

C'est là que se situe le jugement qu'aujourd'hui une partie de la police porte sur elle-même et sur les autres. Il est temps d'y réfléchir et les palinodies de M. Léo Hamon, l'étrange silence du gouvernement sur cette affaire, montrent que déjà il n'est plus maître de ces hommes dont il a voulu faire ses chiens de garde.

Pour combattre l'indignation de l'opinion publique, le pouvoir n'a trouvé que la scandaleuse et grotesque provocation de samedi soir au quartier latin. Notre police a-t-elle besoin de plusieurs heures pour intervenir contre des pillards d'origine douteuse ? La question qui se pose alors est de savoir si cette provocation est le fait directement des services du gouvernement ou d'une fraction de la police qui déjà, dicte ses conditions. S'agit-il de montrer que les « honnêtes citoyens » ont raison de tirer comme des lapins, à coups de fusil de chasse, les jeunes jugés trop bruyant ou révoltés contre l'ordre abrutissant de la société du profit. Ou bien s'agit-il de montrer que les brutalités de la police seraient un moindre mal nécessaire et qu'à tout prendre, il vaut mieux qu'un journaliste soit molesté dans un car de police, plutôt que de voir des boutiques pillées.

Après le principe de l'opportunité des poursuites qui permet au pouvoir de choisir ceux qu'il envoie devant les tribunaux, voilà défini le principe de l'opportunité du maintien de l'ordre selon les objectifs que l'on cherche à atteindre. Une manifestation d'Antillais cela s'écrase dans le sang; des pillards au quartier latin, on les laisse faire. Après le temps du mépris voici venu le temps de l'arbitraire et de la haine. Nous avançons vers la société nouvelle promise par M. Chaban-Delmas.

Deux blessés par balles

De notre correspondant à Grenoble

Campus de Grenoble - 28 mai. Il est 12 h. 15 environ. Les étudiants se pressent aux portes du restaurant universitaire Diderot. Soudain surgissent une trentaine de Sud-Vietnamiens casqués, à l'armement hétéroclite mais impressionnant : barres de bois et de fer, mais aussi pioche, sabre, marteau, couteaux... A leurs côtés, plus discrets, des membres d'Ordre Nouveau, A.F., M.J.R., venus encourager la « liberté d'expression ». C'est la troisième fois en un mois que ces éléments fantoches viennent tenter ici de faire l'apologie des crimes perpétrés contre les peuples indochinois. Devant l'opposition de la majorité des étudiants, ils ont déjà dû à deux reprises battre piteusement en retraite

Attaque à main armée

Cette fois-ci, ils sont venus en nombre, quelques-uns de Paris et de Lyon. Le prétexte : la projection de films (de la C.I.A. sans doute) à la Bourse du Travail, prêtée par erreur par un employé municipal ignorant. Mais ce n'est pas pour parler qu'ils sont venus. Un étudiant proteste : il est frappé. Alors que les curieux se massent, le chef du commando s'avance et répète « Que ceux qui ne sont pas nos adversaires s'en aillent, nous allons charger ». Aussitôt dit aussitôt fait ; les fascistes se jettent sur tous ceux qui n'ont pu s'enfuir, s'acharnant à plusieurs sur des camarades qui ont tenté de s'interposer. Le sang coule. C'est alors que quelques couverts volent depuis le premier étage du bâtiment. Un Sud-

Vietnamien sort un pistolet et tire plusieurs coups de feu en direction des fenêtres. Deux personnes sont touchées. Heureusement l'arme s'enraye. La colère explose. Plusieurs dizaines de camarades contre-attaquent avec courage. Surpris les assaillants s'enfuient sous une pluie de cailloux.

La riposte s'organise

Il s'agissait véritablement d'une tentative de meurtre d'étudiants progressistes. Un meeting s'organise. On collecte pour les blessés. Des groupes partent informer les Grenoblois à la porte des entreprises et des lycées. Un appel est lancé pour une manifestation en ville à 18 h. 30. Sept cents à huit cents personnes vont crier leur indignation dans la rue « Flics-Fascistes - Ils veulent tuer » ; « Indochine vaincra » ; « Le fascisme ne passera pas ».

Un service d'ordre déterminé se tient prêt à riposter à toute agression. Aussi, contrairement à la manifestation pour Guiot, ample mais pagailleuse, la police ne tente pas cette fois-ci de nous empêcher de manifester dans le centre-ville.

Le Secours rouge a constitué une commission d'enquête : témoignages, douilles, photos, tout désigne les criminels. Mais ils courent toujours. En revanche, des anarchistes, coupables d'avoir, la veille, plaisanté quelque peu sur la sexualité à la porte d'un lycée de jeunes filles de la ville, ont été inculpés en quelques heures.

La presse ment

Pour radios et journaux, l'affaire est simple : « Une bagarre entre étudiants ». Les lecteurs comprennent que ce sont des maoïstes casqués et armés qui ont attaqué les Sud-Vietnamiens. Bien sûr, on n'arrive pas à comprendre qui a tiré. S'il y a des blessés, on laisse entendre qu'ils l'ont « bien cherché ». Pour conclure, le « Dauphiné Libéré », après avoir renvoyé dos à dos les violents, s'indigne que les franchises universitaires empêchent l'action de la police sur le campus...

Cette campagne est très grave. Elle montre l'impunité pratique des assassins fascistes. Non inculpés par la police, excusés par la presse, ils sont encouragés à continuer leurs exactions. On ne compte plus les provocations qui ont pour but de préparer la population à accepter une répression accrue : bris nocturnes de vitres sur le campus, incendies et attentats divers mis au compte des maoïstes.

Quant au P.C.F., lors d'une réunion intersyndicale à la Bourse du Travail, il veut faire condamner « les fascistes de droite et de gauche » ; jugement qui entraîne le départ de la salle de la C.F.D.T. et de plusieurs organisations.

Au côté des autres groupes révolutionnaires, la section étudiante du P.S.U. de Grenoble, dont plusieurs camarades ont été grièvement blessés, s'organise en développant une contre-information massive : La population doit connaître la vérité ; en se préparant à l'autodéfense contre toute nouvelle tentative de la vermine fasciste. □

Communiqué du Secours rouge

Au sujet de « l'enlèvement »

Le Secours rouge de Grenoble réaffirme qu'il n'a en rien participé à ce que l'on a appelé « l'enlèvement et la séquestration » du fasciste Sud-vietnamien, et qu'en conséquence il n'a jamais revendiqué cette action. Les communiqués éventuels faisant état de cette information ne peuvent être que des faux. Le Secours rouge, organisation démocratique et de masse, n'a aucun « commando » à son service.

La commission d'enquête mise en place par le Secours rouge immédiatement après l'agression fasciste du 28 mai, a seulement pris en charge l'interrogatoire du fasciste Sud-vietnamien que des étudiants avaient amené sur le domaine universitaire. Cet interrogatoire s'est déroulé devant plus de cent personnes (étudiants, enseignants, chercheurs...) à la faculté de Droit, mercredi en fin de soirée.

L'interrogatoire a confirmé ce qui était déjà établi par de nombreux témoignages. Ce fasciste Sud-vietnamien nommé Anh Dang a librement reconnu être le responsable du commando qui a commis l'agression du 28 mai. Ainsi, le chef du commando responsable d'une tentative de meurtre se promenait librement dans Grenoble !

Ce fait suffit à montrer la complaisance de la police avec ces fascistes et justifie parfaitement la réaction immédiate des étudiants qui l'ont appréhendé.

Ce fait scandaleux montre également clairement combien il est nécessaire que l'instruction de cette affaire soit prise en charge par une commission d'enquête populaire.

En ce sens, le Secours rouge estime que ce que l'on a appelé « l'enlèvement » a servi à la manifestation de la vérité.

Répression contre les militants du Secours rouge

Avec une rapidité exemplaire le juge d'instruction a établi trois mandats d'arrêt dans l'affaire dite de « séquestration ». Pour cette même affaire, il a déjà envoyé plus de dix convocations à des personnes suspectées d'appartenir au Secours rouge de près ou de loin.

La police se préoccupe fort des mésaventures de ce fasciste, responsable d'une tentative de meurtre, et auquel d'ailleurs tous les témoignages indiquent qu'il ne lui a été fait aucun mal.

Elle voudrait ainsi faire oublier à la population tous les faits réels : l'agression fasciste du 28 mai. Malgré la campagne d'intoxication développée dans certaine presse, l'ensemble des démocrates ne se laisse pas prendre à ce jeu.

Face à cette répression, nous ne nous situons pas en accusés et nous ne nous laisserons pas intimider. Les accusés, ce sont les bandes fascistes et leurs complices aux différents niveaux du pouvoir. Le Secours rouge pour sa part, continuera à travailler pour la **manifestation de la vérité** et il convie tous les démocrates à s'associer à cette initiative.

Au moment où de nombreux journalistes manifestent avec l'affaire Jaubert des intentions analogues aux nôtres, nous appelons tous les journalistes honnêtes à nous aider dans cette tâche.

Tribunal populaire et démocratique

Contrairement aux informations diffusées par certaines presses, aucun tribunal populaire ne s'est encore tenu à Grenoble. On a voulu présenter le tribunal populaire comme une parodie de justice où quelques individus s'instaureraient en juges. Nous rappelons que le Secours rouge ne s'instaura pas en juge ; les juges, ce sera l'ensemble de la population. Notre rôle est de permettre une prise en charge démocratique de l'instruction de cette affaire, présenter les faits, les documents et les témoignages, et dénoncer les complicités dont jouit l'agression fasciste au niveau du pouvoir, de la police et d'une certaine presse.

Voilà ce que sera le grand tribunal populaire et démocratique, auquel est conviée toute la population, le mardi 8 juin à 20 h 45, salle des concerts. Vu l'importance nationale que revêt la situation à Grenoble, le Secours rouge national sera directement associé à cette initiative et nous assurera la participation de personnalités nationales dont nous ne pouvons encore préciser les noms.

Au cœur de la lutte

De notre correspondant à Dunkerque

Depuis le 18 mai, Usinor-Dunkerque tient bon. Trois semaines déjà d'un conflit qui a démarré brutalement, parce qu'une cinquantaine d'O.S. du « Mouvement » étaient excédés de leurs conditions de travail. Quatre avertissements donnés par la direction à des ouvriers choisis comme otages, et tout le service s'arrête (350 ouvriers). Ce qui entraîne progressivement le lock-out (« chômage technique », dit la direction) de 4 000, peut-être 5 000 ouvriers de l'usine (sur 7 000), ainsi que celui de travailleurs d'entreprises sous-traitantes. Tout cela parce que le patronat n'a pas voulu céder 1.200.000 A.F. annuels à 50 O.S., qui y ont cru et furent autant de grains de sable qui enrayèrent la belle mécanique du super-profit.

Les manœuvres de la direction en échec

Le patronat de l'acier a ses traditions. A Usinor-Dunkerque, le directeur, Roger, est un patron de combat. Son prédécesseur a été limogé parce qu'en mai-juin 68, il avait manqué de fermeté : Usinor avait tenu 36 jours. Alors, lui, Roger a choisi la manière forte :

— L'hypocrisie : « le conflit se prolonge et ma première pensée est pour les familles qui en sont les victimes » (déclaration le 2 juin à l'O.R.T.F.).

— Tentative de division des travailleurs : avec l'aide des syndicats-maison ultra-minoritaires (C.F.T. et C.F.T.C.), il a tenté d'organiser une consultation des travailleurs lock-outés sur l'« opportunité » de la grève du « Mouvement » : en somme, des travailleurs devenant juges de la grève lancée par d'autres travailleurs !

— La manière forte : avec l'aide de la justice (1), il a fait assigner en référé, le 4 juin, deux délégués du personnel C.G.T. et deux grévistes, parce qu'ils s'étaient couchés sur les voies la veille pour empêcher deux cadres de manœuvrer des locotracteurs arrêtés depuis le 18 mai (les délégués, mandatés pour représenter les travailleurs dans l'usine ont d'ailleurs été condamnés à en être expulsés « au besoin par la force publique », alors même qu'ils avaient évité à ces cadres et à un huissier d'être « corrigés » par les grévistes).

Provocations, intimidations, brimades, manœuvres les plus basses : rien n'a réussi jusqu'à présent à « humilier » les grévistes. Car c'est bien cela que veulent les patrons de combat : humilier les travailleurs qui n'acceptent plus d'être enchaînés, traités comme des machines à produire au service de la haute finance !

L'action des syndicats

La C.G.T., la C.F.D.T.-F.O., c'est sûr, ont en général bien soutenu la grève du « Mouvement » et réussi — et ça n'était pas toujours facile — à maintenir la solidarité entre lock-outés et grévistes.

Surtout, ils sont parvenus à déjouer la manœuvre de Roger, qui le 2 juin prétendait : « les négociations butent sur deux points seulement : indemnisation des heures perdues pour le personnel en chômage technique, paiement des heures de grève ». Usinor peut payer. Usinor le sait. Mais les travailleurs aussi, qui ont un besoin vital de leur argent.

Les syndicats ont su rappeler à Roger qu'il ne fallait pas seulement parler « gros sous » au niveau des conséquences du conflit, mais remonter aux causes : les revendications du personnel sur les cadences, les conditions de travail, la grille hiérarchique, les déclassements, le système des sanctions, le respect de la sécurité... Et là-dessus, bien sûr — et c'est là que ça s'accroche — Roger ne veut rien lâcher !

Des points faibles

Si dans ce domaine, les syndicats ne sont pas tombés dans le panneau, tout dans leur action n'a pas été pour autant exemplaire. C'est de la part de notre organisation moins une critique, qu'une constatation.

— Les grévistes et les lock-outés ont eu peu l'occasion de s'exprimer, en public notamment. Animés exclusivement par les états majors syndicaux, les meetings furent de moins en moins suivis. Ils ne donnaient d'ailleurs lieu à aucun débat, en sorte que les travailleurs qui s'y trouvaient, les moins mobilisés en tout cas, les suivaient plus ou moins passivement.

— L'information des lock-outés n'a pas été immédiate et en tout cas pas suffisante ; de même que celle des travailleurs des autres entreprises et de la population. Un problème matériel bien sûr, mais aussi d'organisation, les U.L. n'ayant guère pris le relais.

— Les travailleurs des boîtes sous-traitantes, les vrais parias d'Usinor n'ont guère été soutenus, et bien qu'ils fussent touchés par le chômage, la solidarité (y compris celle de la municipalité de Grandesythe (Union de la gauche) ne s'était pas étendue jusqu'à eux. C'était le cas le 5, jour où ces lignes ont été écrites.

L'antigauchisme viscéral des leaders de la C.G.T.

Bien sûr, il y a eu d'évidentes maladroites de la part d'organisations révolutionnaires cherchant à influencer de l'extérieur le mouvement revendicatif. Mais, par peur de la contagion d'une combativité accrue des travailleurs qu'elle ne contrôlerait plus, la C.G.T. et ses leaders P.C.F. ont à nouveau manifesté leur antigauchisme viscéral, en généralisant et en condamnant a priori toute action ne venant pas de l'Intersyndicale.

— Ils ont cru bon de mettre en garde (avec l'assentiment des autres syndicats) les travailleurs contre la collecte organisée (une semaine avant les syndicats) par le « Secours rouge ». Ils ont fait courir le bruit : « méfiez-vous, cet argent, ils vont le boire ». Sur ce point, ils se sont trouvés en accord avec un « flic » des R.G., qui sur le marché de Dunkerque, s'est adressé aux passants : « Méfiez-vous, moi je travaille à Usinor et je ne connais pas ces types. » Reconnu et dénoncé par un assistant, le flic n'a eu que le temps de s'éclipser en douce.

Par la suite, des flics « en tenue » arrivèrent et ils donnèrent des amendes à plusieurs militants du Secours rouge (des militants du P.S.U. s'y trouvaient) pour « collecte illégale ». Cette collecte n'en a pas moins rapporté 200.000 francs environ.

— Les dirigeants C.G.T. s'en sont pris bien sûr dans un communiqué et un tract — avant même de dénoncer la C.F.T. et la C.F.T.C. — aux gauchistes : « ils dénoncent les mots d'ordre aventuristes et inconsiderés des groupuscules gauchistes qui préconisent des formes de luttes minoritaires en opposition avec la lutte des masses, seule susceptible de faire céder le patronat ; ils s'opposent à toute violence de quelque nature qu'elle soit. »

Campagne qui fut orchestrée par la coordination des syndicats C.G.T. du trust, et bien sûr la presse P.C., l'« Huma » en tête. Un coup à gauche, un coup à droite. Décidément les leaders de la C.G.T. et du P.C. se situaient-ils de plus en plus au centre, du côté de l'« ordre » ?

Ce qui ne manque pas de piquant — et les travailleurs le savent — c'est qu'en fait le déclenchement du conflit par la « base », l'occupation du garage des locotracteurs et la paralysie de l'usine par 350 travailleurs (sur 7 000), c'est quand même bien « minoritaire et aventuriste » !

Quand on ajoutera que l'un des principaux leaders cégétistes a fait placer des camions sur les voies pour interdire la sortie des locotracteurs par les cadres — action qui lui a valu un avertissement — et que deux délégués du même syndicat se sont couchés sur les voies — ce qui a entraîné leur expulsion par l'ordre bourgeois — on s'étonnera que, qui pratique la violence à juste titre, puisse écrire sérieusement qu'il s'oppose « à toute violence de quelque nature qu'elle soit ». Il faudrait s'entendre sur les mots, car comme M. Jourdain, on peut très bien être gauchiste, sans savoir qu'on fait du gauchisme !

La jonction de la population des petits commerçants, des paysans, des organisations révolutionnaires avec les grévistes et les lock-outés, loin d'entraver la démocratie ouvrière, est un solide atout contre l'oppression capitaliste. □

luttons ouvrières

Le Mans

Grève illimitée

Depuis plusieurs semaines, les employés et agents de maîtrise des assurances au Mans prennent conscience que la hausse des prix rend de plus en plus urgent l'aboutissement de leur revendication salariale. En mai 1971, les syndicats ont vainement essayé pendant huit jours d'amener le patronat à discuter sur les salaires. Le 28, l'intersyndicale dépose une plate-forme revendicative près de la direction demandant :

- 100 F par mois, pour tous, intégrés à la grille ;
- la garantie et progression du pouvoir d'achat ;
- la grille hiérarchique commençant à 1.000 F ;
- l'augmentation du minimum de la prime de vacances.

Mais encore une fois, les faits démontrent que **les négociations à froid n'apportent aucune satisfaction aux travailleurs**. Devant le refus de la direction, le personnel prend progressivement conscience que seule une action dure lui permettra d'imposer ses justes revendications.

Appelés par leurs organisations syndicales à décider eux-mêmes en assemblée générale de l'action à mener, les travailleurs prouvent leur détermination en choisissant l'action la plus dure, mais aussi la seule efficace : **grève illimitée avec occupation des locaux**.

Voici d'ailleurs les résultats de ce vote à bulletins secrets : 2.510 votants sur 3.112 employés.

Pour la grève illimitée avec occupation : 1.509 voix (60,1 %).

Pour la grève perlée : 304 voix (12,1 %).

Contre la grève : 680 voix (27 %).

Nuls : 17 (0,7 %).

Dès la proclamation des résultats, les travailleurs prenaient possession des locaux et assuraient toutes les mesures de sécurité.

La lutte sera dure... mais nous devons nous battre contre le patronat, si nous voulons lui arracher des salaires permettant de vivre décemment.

Jusqu'à aujourd'hui, aucune proposition concrète n'a été faite. □

Pour ce numéro 500, le comité de rédaction avait prévu initialement un numéro spécial consacré à la critique de la vie quotidienne, sous tous ses aspects. La préparation de notre Congrès national a amputé ce numéro d'une partie de son contenu originel. Voilà donc un mini-numéro spécial où notre équipe a voulu malgré tout sortir de la manière traditionnelle d'expliquer, d'aborder les faits qui touchent ou qui concernent les masses de ce pays, lesquelles comme on le sait, ne sont pas toujours « en lutte » mais ont à affronter journalièrement le poids de l'exploitation (et sous tous ses aspects), de l'environnement secrété par la société capitaliste et de son idéologie. Chaque jour il faut vivre, tenir, subir et parfois combattre...ou fuir.

La vie quotidienne ce sont les travailleurs rivés à l'outil, à la technologie du capital qui les écrase et qui, sortant de leurs lieux de travail, ont à faire face aux tristes réalités d'un environnement pollué, de moins en moins supportable.

La vie quotidienne, c'est la presse pourrie que l'on reçoit, que l'on subit, la télé qui vous endort.

La vie quotidienne, c'est la condition de la femme, les problèmes de la sexualité, de la morale bourgeoise qui remplit sa fonction d'ordre et de répression.

La vie quotidienne, c'est aussi l'évasion, par l'alcool (ou par la drogue ?) ou, plus prosaïquement, par le tiercé.

Nous avons abordé dans les articles qui suivent tous ces sujets, en ayant conscience des insuffisances, des lacunes ou parfois même des contradictions que nos lecteurs pourront y trouver. Nous terminons ce T.S. « spécial » par une interview insolite de deux jeunes apprentis dans la restauration : elle révèle à elle seule les efforts que doit réaliser la progagande révolutionnaire pour pénétrer dans tous les recoins où se cache l'exploitation.

T.S.

A quoi sert le progrès technique



LA pollution qui gangrène le cadre naturel et rend les villes invivables, la voiture qui, tel le cadavre d'une pièce de Ionesco, prend une place de plus en plus exorbitante, la concentration industrielle qui s'accompagne de la concentration des hommes pris dans l'étau implacable villes dortoirs-transports inhumains-lieu de travail posent d'une manière nouvelle aux sociétés dites industrielles le problème du progrès technique.

A quoi ça sert le progrès technique s'il est fait de la sueur de ces travailleurs immigrés, de la silicose de ces mineurs, de la dépression nerveuse des filles des chèques postaux ?

A quoi ça sert, si l'intensification des cadences, la longueur toujours plus grande des trajets domicile-travail ne nous donnent comme compensation qu'une masse plus grande d'objets à consommer (objets souvent inutiles ou sans saveur). A quoi ça sert la télévision, sinon à nous endormir plus facilement ?

A quoi ça sert la voiture, si ce n'est à assouvir maigrement notre incapacité de vivre dans cette société en nous permettant une évasion fugitive et des retours douloureux !

Le marxisme a souligné depuis longtemps le rôle joué par le capitalisme dans le développement des forces productives et la contradiction fondamentale entre ce développement et l'appropriation par les travailleurs du produit de leur travail, entre la socialisation toujours plus grande des forces productives et le détournement des produits de ce travail des intérêts collectifs de ceux qui les fabriquent.

Cette dernière contradiction apparaît aujourd'hui sous l'angle du progrès technique, comme la plus ressentie par l'immense majorité de la population.

Comme est ressentie également l'incapacité du régime actuel à résoudre y compris les problèmes qu'il se pose (l'exemple de la pollution en est le plus criant, parce qu'il symbolise à lui seul un ensemble de tâches qui vont à l'encontre d'une économie basée sur la recherche du profit).

La croyance scientiste, positiviste (d'inspiration libérale) en la libération de l'homme (grâce au progrès technique) s'effondre aujourd'hui : l'exemple de la société américaine (et européenne à un degré inférieur) montre à quelles aberrations, à quels

crimes contre l'espèce humaine conduit un progrès technique fondé sur l'irrationnel, sans finalité liée aux besoins réels de l'individu, à son épanouissement, à son bonheur.

Est remis en question également un certain comportement du mouvement socialiste, une certaine attitude « légaliste » vis-à-vis de la vie quotidienne et des rapports sociaux qui a marqué un demi-siècle de l'histoire du mouvement ouvrier : puritanisme à l'égard des problèmes sexuels (c'est-à-dire acceptation de l'idéologie bourgeoise) ; remise au lendemain de la révolution de la solution de tous les grands problèmes relatifs aux types de nouveaux rapports à établir entre les hommes, rapports aliénés dans le cadre de la société capitaliste ; conception dogmatique, rigide et fondée uniquement sur la suppression de la propriété privée des moyens de production, du saut qualitatif révolutionnaire.

Cette nouvelle attitude de la pensée et de l'action révolutionnaires est à la fois la conséquence de la brisure du stalinisme et surtout de l'évolution des capitalismes en capitalismes d'États dont la bourgeoisie gestionnaire n'est plus en mesure d'affronter comme autrefois les conséquences politiques et sociales du développement de la technologie.

Encore une fois, nous nous trouvons confrontés au problème du progrès technique et à sa critique radicale qui ne constitue pas le simple vœu pieux de l'« amender » dans un sens progressif.

« Changer la vie » ! Ce mot d'ordre lancé par certains groupes spontanistes, a une résonance émotionnelle dans une large fraction (qui s'élargira de plus en plus, comme en témoigne l'exemple américain) de la jeunesse ouvrière et scolarisée.

Certes, la formule est vague et mériter telle ou telle interprétation.

Pour nous, elle ne signifie pas qu'il convient ou qu'il est possible de réaliser immédiatement tel ou tel filot de socialisme. (Encore que le cas des

communautés de jeunes tendant à instaurer immédiatement de nouveaux rapports sociaux entre eux, en piétinant toutes les valeurs traditionnelles attachées à la propriété privée, à l'argent et à la morale bourgeoise y afférente, doit aujourd'hui être pris en considération et soutenu par le mouvement révolutionnaire.)

Mais cette formule doit signifier une volonté de rupture systématique avec le mode de pensée bourgeoise, brisant les inhibitions traditionnellement véhiculées par l'idéologie bourgeoise et qui sont ancrées encore profondément, y compris dans les familles ouvrières. Lorsque des ouvriers séquestrent des patrons ou des cadres supérieurs, ils rompent non seulement avec la « légalité », mais ils acquièrent un nouveau type de comportement vis-à-vis de l'ordre social. Lorsqu'ils sabotent ou freinent le processus productif par leurs actions individuelles ou collectives, ils font de même, et en même temps ils remettent en question le progrès technique abstrait, irréel, qui les considère comme des pions attachés à leurs machines.

Lorsque des jeunes se droguent, ils remettent en question à leur manière l'ordre social qui leur a été imposé.

Et si la répression à leur égard est si vive (alors que l'alcoolisme est un fléau qui détruit organiquement ceux qui le pratiquent), c'est qu'un drogué, par définition, est un asocial, un travailleur perdu pour la « productivité ».

Mais, direz-vous, ceci n'est que de la révolte individuelle, vous n'allez tout de même pas faire l'apologie de la drogue comme méthode de lutte anticapitaliste ? Non, bien sûr ! Mais il n'y a pas de révolution possible sans sujets de la révolution, et pas de sujets sans révolte individuelle : la tâche qui consiste à faire d'un révolté un révolutionnaire est la nôtre. Mais elle ne consiste certainement pas à châtier les révoltés, c'est-à-dire à les intégrer dans la bonne conscience du « demain on rase gra-

tis ; pour aujourd'hui accommodez-vous des structures sociales actuelles », formule idéale pour intégrer les forces révolutionnaires latentes et leur ôter tout pouvoir explosif.

« Changer la vie », cela signifie préparer les conditions psychologiques de la libération, c'est-à-dire de la révolution socialiste.

Ce jour-là, les tâches économiques qui seront posées à la nouvelle société seront considérables étant donné l'héritage légué par le capitalisme : la réappropriation par les hommes d'une technologie mise au service des choses sous le régime antérieur aura sans doute, dans de nombreux domaines, pour conséquence un recul apparent du « progrès ».

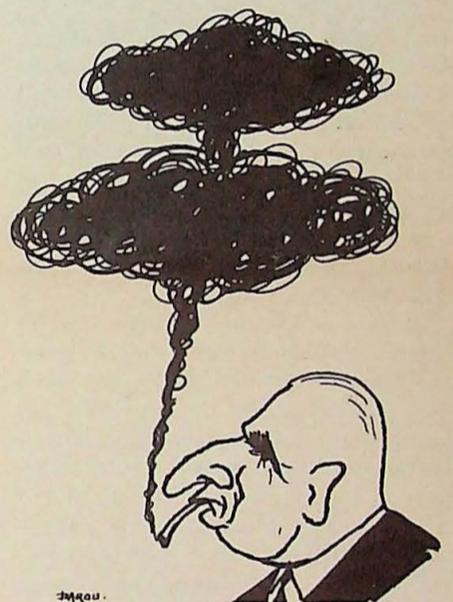
L'exemple de l'automobile vient évidemment à l'esprit ; mais celui-ci n'est rien à côté de la question des formes actuelles de l'organisation des entreprises capitalistes qui devra être bouleversée : le mot magique de « socialisme » n'empêchera pas les travailleurs occupés à des tâches pénibles, malsaines ou dont les cadences actuelles sont inhumaines, de refuser de continuer dans les mêmes conditions.

Pendant une certaine période, le « progrès technique » risque d'être réduit à zéro et la société aura, par la suppression des innombrables formes de gaspillage de la société capitaliste, à trouver des solutions nouvelles aux problèmes de la fabrication, de la suppression des barrières entre travail manuel et intellectuel, etc.

Un nouvel équilibre de l'homme, avec et dans la nature, devra être trouvé.

Ce sera la fin de la civilisation du « gadget », de la concentration dans des villes polluées, du travail aliénant. Ce sera peut-être aussi la mise au rancart provisoire des grands projets d'astronautique spatiale, en attendant que les problèmes de la faim dans le monde, les problèmes de la surpopulation, etc., soient réglés d'une manière satisfaisante.

Jean VERGER.



Le nouvel opium des masses

« France-Dimanche » : « la plus forte vente des hebdomadaires d'information en France. » « Le Parisien Libéré » : « le plus fort tirage des quotidiens français du matin. »

« L'Angleterre bouleversée ! » Que se passe-t-il donc chez nos voisins d'Outre-Manche ? Une catastrophe ayant coûté la vie à plusieurs dizaines de personnes ? Une grave crise économique ou sociale en préparation ? Vous n'y êtes pas, braves gens ! Rassurez-vous : tout simplement, la reine Elisabeth est un peu fatiguée en ce moment...

Mais, me direz-vous, il n'y a pas de quoi bouleverser un pays entier... Voilà ! Il faut savoir choisir ses mots. Dans la presse à sensation, un

vocabulaire revient sans cesse : celui qui attire l'attention : « Bouleversant ! Scandaleux ! Horrible ! Effroyable ! etc. » J'en passe.

Tout cela en première page et en caractère gras, bien sûr ! Plus loin, vous apprenez — si cela vous intéresse — qu'il n'y a malgré tout pas de quoi s'affoler, qu'Elisabeth a mal aux pieds dans ses chaussures, qu'elle mange du hareng saur et que finalement, c'est « à ses chiens qu'elle tient le plus au monde. » (Ici Paris, 4-10 mai 1971).

Des thèmes soigneusement choisis...

Ceci n'est qu'un exemple entre mille, mais il donne un aperçu caractéristique à la fois du style et des thèmes de la presse à sensation. Il semble en effet que celle-ci ne puisse s'intéresser qu'à certaines catégories sociales que les fonctions, exceptionnelles ou la réussite, mettent particulièrement en vedette : des princes dont on s'efforce de scruter la vie privée, aux artistes dont on a parfois la bonne fortune de trouver des enfants clandestins. Sans doute n'est-ce pas un hasard.

Périodiquement pourtant, ces journaux abandonnent ce milieu privilégié — et forcément restreint — pour s'attacher à certains faits divers choisis et présentés à travers des formules percutantes. Il est rare, par exemple, que la première page du

Parisien Libéré ne mette pas l'accent sur des sujets dont l'importance, en matière d'information, paraît peu évidente. La dimension du titre et son contenu y suppléeront et l'on insistera autant que possible sur le côté érotico-sentimental : « Sœur Marie-Jeanne étranglée par un obsédé sexuel ». Quant à *Détective*, spécialisé uniquement dans ce genre érotique, il cultive les titres aguichants : « Suzanne se refuse à son mari pour être fidèle à son amant », « Eve ne devient tendre que dans l'obscurité... » Si vous voulez en savoir plus, lisez *Détective* du 6 mai 71...

L'essentiel cependant — et c'est un peu ce qui fait le succès de ces journaux — c'est l'horoscope. Suivez,

la presse au féminin

QUE dire de la presse féminine en une page de « T.S. » ? Du nombre de lecteurs de *Modes et Travaux* (6.852.000) en passant par *Nous Deux* (2.788.000), *Pour vous Madame/Modes de Paris* (2.862.000), *Marie-Claire* (3.003.000), *Marie-France* (2.737.000), *Elle* (2.901.000), *Echo de la Mode* (2.711.000) à *Mlle Age Tendre* (2.058.000), examinons, en une « pige » rapide, le contenu de cette presse, qui tient dans notre société de consommation une place importante puisqu'elle est lue par plus de deux tiers des foyers français.

Il est difficile de procéder à un classement rigoureux de cette presse ; cela va des journaux spécifiquement féminins à la presse s'adressant à la famille. L'ensemble des femmes arrive à être touché. « La presse féminine et familiale est un marché qui constitue une véritable photographie de la population française dans son ensemble... La publicité dans la presse féminine ne peut aller dans le même sens si l'on vise le XX^e arrondissement de Paris ou le XVI^e, l'épouse cossue de la rue de la Paix et la couturière smicarde, cliente du Prisunic, la snobinarde férue de Cardin et de Dior et la dactylo rêvant d'épouser le comptable de son patron... » Ceci c'est *l'Echo de la presse et de la publicité* qui le dit sans ménagement. Mais si la manière de présenter les sujets diffère, ils sont les mêmes pour toutes les publications : l'amour, les enfants, la mode, la beauté, l'astrologie et les horoscopes, les appareils ménagers, la publicité suit les mêmes thèmes.

Nous avons choisi *Elle*, *Marie-Claire*, *Marie-France*, les trois revues les plus significatives de la presse féminine et les principaux supports des campagnes de publicité pour les produits dont la cible choisie est la femme.

Côté publicité

Parfums et produits de beauté (la femme toujours plus belle, plus attirante... des pieds à la tête), articles ménagers (ils vous libèrent, Madame...), et de luxe (votre standing !), jus de fruits et eaux pures des montagnes (songez à votre santé et à celle de vos enfants), aliments pour bébés... et pour chats et chiens (ces animaux qui vivent comme des hommes), produits intimes féminins (connaissez votre corps...), campagnes d'intérêt national (l'électricité, source de vie, le gaz... lui aussi vous libère), soutiens-gorge (transparents... votre seconde peau... un filet mandarine... qui permettent des décolletés provocants... et libèrent aussi votre corps, madame, « enchantée » de

vous porter)... vous bronzeriez, vous aurez le soleil dans la peau, les yaourts vous rendront plus légères et intrépides... même votre grand-mère... Le fuel aussi vous libère ! Même si vous n'avez pas envie de coudre, vous découvrirez ce plaisir, vous boirez la vie à deux avec la bière X..., vous trouverez une ambiance « sensuelle » en dégustant un cognac... En résumé, la publicité vous invite à vivre une vie merveilleuse, facile, en dépensant sans s'en apercevoir ! Qu'importe si vous changez d'un jour à l'autre votre marque de yaourt, de shampoing ou de maquillage, si vous portez un soutien-gorge X, Y ou Z ou des bas bleus un jour, rouges l'autre ! Ce qui importe dans la publicité, pour les annonceurs, c'est d'amortir une certaine somme d'argent.

Cette libération si souvent promise dans les annonces n'est qu'une illusion : la femme est ainsi soumise à une autre aliénation : la recherche du dernier gadget, du plus sensationnel produit de beauté, de l'appareil ménager muni des derniers perfectionnements. C'est aussi une duperie, car cela n'aboutit qu'à augmenter la production et, par conséquent, les profits des industriels. La « libération de la femme » dans le domaine culinaire a même donné naissance à une nouvelle industrie prospère : celle des plats cuisinés, purées en poudre, etc., de même que la diététique a amené une floraison de yaourts et de produits de régime.

Côté rédaction

Le problème est plus complexe. Certains articles sont des publicités déguisées, traitées sous forme rédactionnelle. Les autres sont basés sur l'utilisation des traits du caractère féminin, bons ou mauvais : coquette, désir de plaire, admiration sentimentale des femmes modestes pour les grands de ce monde (têtes couronnées et grandes vedettes qui prennent la relève des premières), l'ex-

ploitation de la crédulité (l'horoscope), leur amour maternel...

● *Marie-Claire* : la vie amoureuse des grandes vedettes, exemplaire ou avec un côté « libération » plus commercial que réel (Taylor-Burton, Gainsbourg-Birkin) ou... pour prouver que l'on est cultivé, par exemple « la vie sentimentale d'Albert Camus », on vous dévoile aussi l'horoscope, tantôt gaulois, indien, chinois, scandinave ou breton, on vous fait passer des tests (êtes-vous une bonne épouse ? êtes-vous sensuelle ?), un nouveau nez vous rendra-t-il heureuse... et comment maigrir ? (côté médical et sentimental).

● *Marie-France* a peut-être le souci d'apporter le plus d'informations dans tous les domaines, car cette revue s'adresse surtout aux femmes qui restent chez elles et qui ont du temps pour lire : culture (grands écrivains, musiciens, livres), sciences naturelles, médecine, mode, astronomie, loisirs... mais tout cela reste assez superficiel.

● *Elle* se présente elle-même par cette annonce : « *Elle*, c'est le journal qui parle urbanisme et cuisine, qui mène l'enquête sur le travail féminin et publie en un an 2.216 photos de mode, qui traite à fond des problèmes d'éducation et s'interroge sur le nouveau bonheur du couple, qui organise les états généraux de la femme et invente des petits modèles pas chers en tricot ou tissus. Parce que, pour nous, les femmes sont des femmes à part entière, et parce que c'est notre rôle de les informer de tout ce qui bouge dans le monde et dans la mode, même quand ça bouscule un peu. »

Un peu, mais juste un peu. Nous citerons à nouveau « *l'Echo de la presse et de la publicité* », inquiet à juste titre du désir de beaucoup de femmes de se libérer : « Les femmes, les plus jeunes surtout, lisent aussi bien « la Vie des métiers » que « Marie-France ». L'insertion de la femme dans la vie économique (nous allons de plus en plus vers des professions ouvertes aux deux sexes) l'oblige à un effort de réflexion et de documentation indépendant de toute formule spécifique... l'aboutissement de notre mutation sociale n'est cependant pas pour demain. L'immense majorité des femmes auront longtemps encore besoin de conseils et de rêves. La presse actuelle, grande dispensatrice de conseils et de rêves, de mieux en mieux faite, de plus en plus complète, a encore de beaux jours devant elle. »

On peut lui faire confiance à cette presse. Elle fait et fera en effet tout pour maintenir le plus longtemps pos-

sible la femme à l'état de femme enfant, réclamant les conseils de M^{lle} Grégoire ou de Madame Soleil, de femme poupée plus soucieuse de son maquillage que de son développement intellectuel, de femme objet et de désir dont l'unique pensée est de plaire.

De la presse du cœur

● *Confidences, Nous Deux, Intimité* : Peu de publicité, le cahier « rédaction » est composé d'articles traitant des problèmes sentimentaux, juridiques, sociaux, avec un peu de mode. Mais l'essentiel est constitué par des romans-photos : histoires princières ou sentimentales (la jeune fille modeste et le cadre supérieur...), les vedettes de la chanson s'adressant à leurs amis.

● De *Ambre* (édité par la Société Marie-Claire Album, diffusé à 400.000 ex. : amours des grands de ce monde (Catherine de Russie) ou du couple Chabrol-Audran, les quatre femmes de Malraux, Erich Segal : « Olivier et Jenny : c'était moi avec Mlle X »).

Que cherchent les lecteurs de ce genre de publication : la révélation de l'érotisme ? une réaction contre l'éducation répressive ? Peut-être le désir de vivre (à deux) en rêve des choses inaccessibles (déshabillés de 150 F pour « les petits matins transparents » dans un décor luxueux ?

● *D'une presse qui s'adresse aux jeunes lectrices* (20 Ans, *Mlle Age Tendre*), qui fera dans quelques années des lectrices bien préparées pour les périodiques cités dans notre article.

● *De la presse familiale* (*Modes et Travaux, Femmes d'Aujourd'hui, Bonnes Soirées, Echo de la Mode, Pour Vous Madame...*). Ces publications sont achetées surtout par les femmes pour les patrons de mode, les tricots, les travaux à l'aiguille et recettes de cuisine. La presse féminine touche dans l'ensemble de la France de 400 à 700 foyers sur 1.000, c'est donc qu'elle répond à un besoin :

● Certaines femmes ne cherchent que des conseils techniques, c'est le cas des lectrices des journaux classés dans la presse familiale.

● D'autres, les inquiètes, les anxieuses, apprécient le courrier du cœur où elles trouvent une « amie à qui se confier », des conseils, des guides pour la vie quotidienne et les horoscopes qui les rassurent sur l'avenir.

● D'autres, enfin, ont besoin de leur journal, de sa publicité, pour trouver le rêve et l'évasion. « Grâce à Esso, je pars tranquille sur la route du rêve et j'oublie le reste. J'oublie Hiroshima, j'oublie Auschwitz, j'oublie Budapest, j'oublie le Vietnam, j'oublie le S.M.I.G., j'oublie la crise du logement, j'oublie la famine aux Indes », dit un personnage de Jean-Luc Godard ! Malheureusement, les « patrons » de la presse féminine ne sont pas des philanthropes : en même temps que le rêve, ils dispensent une philosophie du profit, capitaliste et bourgeoise. Une autre presse féminine ne peut être possible qu'après une véritable libération de la femme, une révolution culturelle !

Françoise CLAIRE.

Victoires inconnues...
Pour votre bain... Descamps déploie son charme.
J'ai déclaré la guerre à mon corps...
Cela agit le corps...
VIBRATIONS ELECTRONIQUES ARO-LADY
Une délicieuse façon d'être mince.
LOUIS MALLE
« J'ai vraiment eu du souffle au cœur. »
CAMILUS
Il livre ici sa vie sentimentale la plus intime
URBERIES
Des orgies à quatre avec son mari
FEMINES
LES CHIENS QUI VIVENT COMME LES HOMMES ONT LES MEMES PROBLEMES QUE LES HOMMES.
Mességué : Mes Secrets d'Amour
Le fuel libère la femme
AIMER DEUX HOMMES A LA FOIS ?
Pour la zone interdite aux déodorants corporels

véritable POUPEE gonflable
GRANDEUR NATURE

DE MERVEILLEUX GADGET 67'

BON de COMMANDE
à retourner à EROS DIFFUSION
CEDEX 2004 - 35 RENNES-Gare

JE T'AIME

LETTRE CHER SI VOUS LE DESEIRE
OU LE RECONNAITRE VOUS
UTILISEZ LE MARCHÉ-RECHERCHE
ADULTES SEULEMENT
DEMANDEZ CONDITIONS
POUR ESSAYER

ATTIREZ L'AMOUR

MIROIR MAGIQUE
SUCCES CERTAIN
PAS D'AVANCE AU MOINS DE 18 ANS
RENSEIGNEMENTS GRATUITS
Écrire
JOPHIEL (Service 12)
B.P. 189 - NICE

COMMENT DEVENIR UNE FEMME SENSUELLE

La méthode pratique pour que le plaisir total soit à votre portée

1 volume cartonné
EDITIONS DE LA PENSÉE M
48, rue Monsieur-le-Prince

PUR LES HOMMES

LUNETTES
ILLUSION RAYONS-X
SUPER SEXI
Voyez à travers les choses les robes Les jeunes filles s'enlèvent
Paieement au facteur 20 F - sans frais
ou d'avance 20 F sans frais
G CLUB, BOX 60 E
X/DE/HOLLANDE

UN SENSATIONNEL CATALOGUE

SEXUALITE
EROTISME

LIVRES PHOTOS FILMS GADGETS
Catalogue complet sans s'engager
CODIS
34, rue de la Vierge
PARIS 17^e

Chaque jour lisez **France-Soir**

Éprouvez la merveilleuse douceur de ma peau

Conservée votre vitalité

Éprouvez la merveilleuse douceur de ma peau

nouvelles poupées gonflables
(grandeur nature)

Ajouter de l'air avec la bouche et elle devient presque VIVANTE. Elle flotte, s'assoit, peut s'habiller, sa peau est douce, des rondeurs dignes des plus belles SUEDOISES

ULLA : 65 F
INGRID : 95 F
(modèle luxe)

EROS DIFFUSION
CEDEX 2004 - 35 RENNES-Gare

BON à retourner à EROS DIFFUSION (MOM)
CEDEX 2004 - 35 RENNES-Gare
ULLA : 65 F + 4 F (envoi) = 69 F
INGRID : 95 F + 4 F (envoi) = 99 F
Je désire recevoir en espèces
NOM : _____ Prénoms : _____
ADRESSE : _____

Sexualité et politique

Au-delà des arguments démographiques ou fausement humanistes que l'on veut opposer à la légalisation de l'avortement et à la diffusion des méthodes contraceptives, il faut bien voir que les principales résistances et oppositions à la contraception sont d'ordre idéologique.

Dans une société où depuis des siècles, toute la morale conservatrice étant uniquement et obligatoirement au service de la procréation, toute manifestation de la sexualité hors de ce cadre a toujours été niée et réprimée. C'est ici que la religion joue son rôle le plus important dans le maintien de cette contradiction (fausseté naturelle) entre satisfaction sexuelle et procréation et est l'allié le plus sûr de la bourgeoisie.

En effet, toute cette idéologie n'a qu'un but : préserver et perpétuer une certaine structure, celle de la famille et du cadre rigide donné à l'expression de la sexualité : le mariage. Dès le plus jeune âge, la morale bourgeoise inculquée par la famille (et cela dans toutes les classes sociales de la société) nous dirige vers une liaison monogamique à vie qui est le mariage. Pourquoi cela ?

Pour répondre à cette question, il faut analyser le rôle économique de la famille (sa place dans le processus de production), son rôle idéologique (premier lieu d'imposition de l'idéologie bourgeoise) et politique qu'elle joue dans la société capitaliste. Nous n'avons pas le temps et la place de

nous étendre ici sur cet aspect de l'analyse ; mais nous y reviendrons une prochaine fois. Cependant, nous pouvons déjà apercevoir les concrétisations de la morale conservatrice sur la famille.

Dans celle-ci, la femme n'est pas considérée comme un être sexuel qui recherche donc le maximum de plaisir sexuel, mais comme une génitrice, une pondreuse. La femme comme mère et éducatrice des enfants, telle est l'image de marque du foyer. C'est pour cela que la lutte pour l'avortement libre et le développement des méthodes contraceptives qui revendique la recherche du plaisir sexuel hors de la procréation, constitue un danger pour la famille bourgeoise.

Mais les mécanismes de la répression sexuelle ne touchent pas seulement la femme. C'est également la sexualité infantile, révélée d'une façon remarquable par Freud (et qui ne vise pas directement la procréation) dont l'existence est systématiquement niée et l'expression réprimée (cf. la masturbation, les jeux entre petits enfants). Plus tard, au moment de la puberté et après, la sexualité des adolescents est elle aussi réprimée.

Cette répression peut être directe : interdiction de sortir le soir (plus particulièrement pour les filles), arrêt brutal d'une liaison, etc. Mais elle est aussi indirecte : aucune information sur la contraception, sur ce qu'est le plaisir sexuel et quelle forme il peut prendre, aucun moyen matériel mis à la disposition des jeunes pour

qu'ils puissent développer une vie sexuelle épanouie : manque de lieu où ils puissent se rencontrer (à part les dancings où la consommation dispute la place à la frustration sexuelle), pas de locaux où ils puissent avoir des rapports sexuels.

Toute cette répression poursuit deux objectifs : tout d'abord elle permet à l'idéologie bourgeoise de s'ancrer profondément à l'intérieur du psychisme des individus. Par exemple, lors de la répression de sa sexualité, l'enfant apprend à abdiquer celle-ci en échange de la reconnaissance des lois sociales qui vont gouverner toute sa vie : respect des règles imposées, de l'autorité, d'une vie fondée non pas sur le plaisir, mais sur le travail, (famille, patrie). Le deuxième but de cette éducation est de forcer l'individu à un seul type de relations sexuelles concrétisé par le mariage, la liaison avec un seul partenaire toute sa vie.

En effet, sans cette liaison monogamique à vie, qui assure la dépendance économique de la femme et des enfants, la famille et la fonction qu'elle accomplit ne peuvent se maintenir, ni se perpétuer. Il faut bien voir que hors du mariage dans la société bourgeoise, il n'existe pas ou peu de véritables possibilités d'avoir ce que *W. Reich* appelle une « liaison sexuelle durable » (l'union libre) la dépendance économique de la femme et surtout des enfants vis-à-vis de l'homme, le fait que l'éducation des enfants ne soit pas prise en charge

par la collectivité sont des obstacles très importants à une expérience de ce type.

De plus toute la morale ambiante (réaction des parents, des adultes proches, etc.), est souvent trop puissante pour que des jeunes suivent une autre voie que celle du mariage. Sans parler de leurs propres blocages acquis par une éducation conservatrice. Seule une petite minorité d'individus peut supporter toutes ces difficultés économiques et idéologiques, dans le cadre de la société capitaliste. Ainsi très vite, le problème de la contraception pose celui de la famille.

La famille, comme nous l'avons vu constitue la pièce intermédiaire la plus importante entre l'infrastructure économique et la superstructure idéologique de la société capitaliste. La famille constitue en effet le premier lieu d'inculcation de l'idéologie bourgeoise (l'école prenant le relais) et permet donc l'intégration de l'enfant à une certaine société régie par des rapports de production donnés.

Il s'agit donc pour nous d'aborder l'analyse de la famille en fonction de la lutte des classes et du rôle qu'elle assure dans celle-ci...

En conclusion provisoire nous citons une phrase de Reich : « La seule chose qui importe, c'est de ne pas démordre de la conception fondamentale, selon laquelle il ne peut y avoir transformation des formes sexuelles de l'existence humaine sans transformation de ses formes économiques et politiques. »

J.-P. ESPAGUYCHE.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS PROPOSE

Liste N° 8

— Fascisme et dictature, N. POULANTZAS	23,70 F
— Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine, J. DAUBIER	18,10 F
— Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, E. MANDEL	18,10 F
— Marx et Engels, D. RIAZANOV	15,00 F
— La Commune, le conseil municipal et les citoyens, R. BEAUNEZ et M. DEJOUR	9,00 F
— La bolchevisation du P.C.F., 1923-1928, JEDERMAN	8,70 F
— L'économie mondiale et l'impérialisme, N. BOUKHARINE	15,00 F
Prix réel :	107,60 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 58.26.65 - Paris
Paieement à la commande



L'érotisme en gadget

● POUPEE SEXY

« Cette nouvelle partenaire bat tous les records de vente aux U.S.A. C'est la grande nouveauté de l'année 1970 pour les jeunes. Vous n'en croirez pas vos yeux ! Cette charmante compagne ne vous coûtera que 9 F (modèle normal) ; modèle de luxe : 95 F. Emballage discret.

● VIBRATEUR DE LUXE

Parfait dans la forme et dans l'effet. Pour moins de 100 F seulement.

● SEXE CREME ERECTOVITE

Aplanit toutes les difficultés. Epanouissement de l'acte. 25 F.

● CHOCOLAT APHRODISIAQUE

Joignez l'utile à l'agréable pour 50 F seulement.

● SAVON « SEXY »

A votre odeur, elles se pâmeront. Etc.



Conditionnement de la sexualité

Plus le statut social est bas, moins les couples trouvent intérêt et plaisir

dans leurs rapports sexuels conjugaux.

	Couches supérieures	Couches moyennes	Couches inférieures
MARIS			
Intérêt et plaisir élevés	78 %	75 %	44 %
Intérêt et plaisir moyens	22 %	25 %	46 %
FEMMES			
Intérêt et plaisir élevés	50 %	53 %	20 %
Intérêt et plaisir moyens	36 %	16 %	26 %
Attitude plutôt négative vis-à-vis de la sexualité	11 %	27 %	34 %
Refusent les rapports sexuels	3 %	4 %	20 %

Une des causes du phénomène est la séparation des rôles sociaux dans la vie conjugale qui est surtout le

fait des couples appartenant aux couches défavorisées.

	Séparation moyenne	Séparation élevée
MARIS		
Intérêt et plaisir élevés	72 %	55 %
Intérêt et plaisir moyens	28 %	45 %
FEMMES		
Intérêt et plaisir élevés	64 %	18 %
Intérêt et plaisir moyens	4 %	14 %
Attitude négative vis-à-vis de la sexualité	32 %	36 %
Refusent les rapports		32 %

Plus le niveau des couches sociales est bas, plus le mari et la femme ressentent le poids : a) de l'oppression matérielle à laquelle les deux partenaires sont confrontés, indépendamment l'un de l'autre, dans leur lutte économique pour l'existence ; b) de l'insuffisance de l'instruction qu'ils ont reçue et qui fait qu'au-delà de leurs expériences vécues séparément, ils ne peuvent élaborer ensemble une sphère d'activités communes ; au

contraire, ils sont contraints de reproduire intégralement la division du travail au sein de leur vie familiale, de leurs loisirs ; c) ils ressentent le poids de leur propre éducation antérieure au cours de laquelle, ils devaient apprendre très tôt — de toute façon plus tôt que les enfants issus des couches sociales supérieures — que la vie privée est un domaine s'opposant à tous les autres qui ne peut se maintenir qu'envers et contre tout. □

Une prostituée parle

Une des premières choses qu'elle a prononcées fut « Je suis une fille de joie triste ». Cette formule résume assez bien son côté lucide et amer, et son absence de regrets. Conçu comme une forme de libération par rapport au secrétariat, son métier ne lui apporte pas pour autant de satisfaction morale et affective. Mais cette capacité d'analyse s'efface dès qu'il s'agit de percevoir la manière dont elle peut s'en sortir. Imprégnée par l'idéologie dominante elle rêve d'un bonheur petit-bourgeois.

Je fais ce métier depuis six ans. J'étais secrétaire comptable (sans brevet) et je gagnais 150.000 F par mois et j'étais 8 heures par jour au bureau. Maintenant il m'arrive de gagner cette somme en une soirée... sans problème d'horaire. Je m'arrête quand je veux, je prends des vacances quand je veux. Je travaille pour moi même, beaucoup de filles travaillent pour elles mêmes ! C'est plus comme il y a dix ans. Mais je sais que ce n'est pas reluisant comme métier, je n'ose pas l'avouer. Je ferais mourir ma mère si elle le savait. Je n'ai pas de père, elle nous a élevés avec 80.000 franc par mois. Demain c'est la fête des mères et je vais la voir. J'adore ma mère. Je veux absolument des enfants. Dans trois ou quatre ans, j'aurai assez d'économie pour arrêter, j'achèterai un commerce. Je ne tromperai pas mon mari... j'en ai suffisamment connu. Mais j'accepterai

que mon mari me trompe... je sais ce que c'est que les hommes.

Je lis beaucoup, de la poésie (Musset). Je ne fais pas de politique et j'aurais besoin d'un guide, je n'y connais rien. Je suis tout le temps seule. C'est d'autant plus affreux que je monte dix clients dans une soirée, et quand je reviens chez moi, je n'ai personne à qui raconter ce que je pense. Dans mon métier, je ne peux pas parler profond avec mes clients. Eux me racontent leurs problèmes, souvent c'est leur femme, ils n'arrivent pas à jouer avec elle, ou bien elle est à l'hôpital ou à l'asile. Certains viennent régulièrement, j'ai un petit genre yéyé qui leur plaît. Et puis, il y a quelques maniaques, ceux-là ils paient plus cher, on augmente le tarif suivant ce que l'on fait. Pour le prix minimum, 50 F plus 20 F d'hôtel, je ne me deshabilles pas. Dans le milieu on ne monte pas les

Noirs et les Arabes, c'est une sale race, ils mettent la main aux fesses et il y a une question d'hygiène, un médecin me l'a dit. Mais on monte les Chinois, quelques-uns montent les Libanais.

Les grèves et les manifestations, je ne suis pas contre, je comprends que ma mère y aille, car elle gagne 800 F par mois. Mais moi, je n'ai pas les mêmes intérêts, j'ai de l'argent. Je suis révoltée par les P.-D.G. pleins d'argent et je les fais payer plus.

Là-haut, c'est moi qui domine. Par exemple, j'avais un chef de service odieux et j'ai monté une fois un bonhomme qui était aussi chef de service. Il m'a donné 150 F et a voulu me faire des trucs sans me payer plus. Je l'ai sorti avec un langage parisien et du dimanche sans lui rendre ses 150 F. J'étais vachement heureuse. Mai 68 j'étais d'accord... qu'est-ce que

j'ai pu monter comme étudiants ! Ils payaient par chèque.

Une fois, il y a une bonne femme qui est venue me chercher, je suis contre, c'est du vice. Les pédés, et les lesbiennes, c'est contre nature.

Avec les filles qui travaillent avec moi, j'ai des copines, mais pas d'amie, vous avez eu de la chance de tomber sur moi, elles ne sauraient pas discuter comme ça. Elles lisent « Nous Deux ». On parle des clients, d'habits... elles ont ri quand elles ont su que je lisais de la poésie.

Qu'est-ce que je dépense comme argent, taxi, coiffeur, habits ! Je viens de me faire refaire le nez, ça m'a coûté 500.000 F. Je ferai payer mes clients plus cher après travaux !

Propos recueillis par Eliane SCHWEITZER.

La femme au foyer...

Militante révolutionnaire ?

Beaucoup de camarades ressentent profondément le dédain du Parti envers les femmes qui « ne travaillent pas ». Or ces femmes sont les premières victimes d'un système capitaliste qui les a conditionnées et façonnées de cette sorte. Dans cette masse de femmes, il y a cependant une puissance militante, souvent plus combative que chez les femmes au travail et qu'il est réaliste de reconnaître et de soutenir.

Ce n'est pas de l'avis de la plupart de nos camarades, hommes de gauche, ni même de certaines de nos camarades femmes qui travaillent à la production.

Et cependant, si nous regardions les diverses catégories de femmes :

● *Il y a celles qui travaillent par goût*, qui sont, de ce fait, insérées valablement dans la société ; certaines se contentent de cet épanouissement personnel, d'autres s'engagent pour améliorer une société dont elles constatent les lacunes.

● *Il y a celles qui, soit de leur plein gré, soit poussées par leur conjoint, travaillent pour se payer un peu plus de confort* et qui, bien souvent, se contentent de rechercher cet argent qui est le but de leur travail. Bien que sur les lieux de production, elles n'y aient pas d'engagement et pèsent même parfois lourd par leur manque de participation.

● *Il y a celles qui travaillent par obligation* (femmes chef de famille, femmes de travailleurs au salaire trop bas) pour joindre les deux bouts et qui bien souvent s'usent à un travail pénible et qui leur plaît peu. A cela s'ajoute une deuxième journée de travail au foyer, bien souvent sans beaucoup de confort, ni aide, ce qui leur laisse peu de temps et d'envie pour militer. Elles sont aussi, pour ces raisons souvent absentes du combat ouvrier.

● *Il y a ensuite les femmes qui restent chez elles*. Les unes parce que toute leur vie on leur a inculqué que c'était là, leur place. Parce qu'elles n'ont jamais été préparées à travailler. Parce que le but qui leur a été assigné dans la vie était d'être mère ou épouse. Celles-là, sont, pour les unes des esclaves dociles et soumises, au cœur grand ouvert au sacrifice ; pour d'autres, elles essaient de tirer la meilleure part de cette servitude acceptée ou non et elles s'épanouissent plus ou moins bien dans une société qui a l'art de les utiliser.

Parmi ces femmes, il y a cependant des femmes militantes au même titre que celles qui travaillent (quand elles sont engagées !) tout en ayant plus de temps et de disponibilité.

Certaines auraient pu, aussi, travailler pour arrondir leur mois, se

payer un peu plus de confort, des vacances ou assurer plus facilement les études de leurs enfants *mais elles ont fait un autre choix* : celui d'accepter un budget restreint (ce qui les aide d'ailleurs à mieux partager et comprendre les servitudes du monde ouvrier) afin d'être plus disponibles et d'être engagées plus pleinement.

Il n'est pas question d'en faire des héroïnes, loin de là. Encore moins de créer un volontariat dans ce sens mais il ne s'agit pas d'en faire des parias, des « laissées pour compte » dans le combat qui est mené et de leur offrir une moue de dédain quand elle décline leur titre de « sans profession » car, *le sont-elles vraiment, sans profession ?*

Chacun en connaît de ces femmes militantes à part entière, sans toujours mesurer ni comprendre la part qu'elles prennent dans le combat.

A-t-on seulement idée des heures passées à militer, bien souvent supérieures à une demi-journée de travail quand ce n'est pas largement plus ? Et cependant, ces femmes sont considérées comme des improductives, elles n'ont pas « l'honneur » de rapporter un salaire à la maison et elles ne peuvent même pas se plaindre d'être fatiguées, ce que peut encore faire, à l'occasion une salariée. On ne leur pardonne jamais de refuser quoi que ce soit, puisqu'elles n'ont pas l'excuse de ne pas être libres.

Comment le parti leur a-t-il permis de s'exprimer pour la participation au congrès ?

Elles n'ont eu leur place nulle part. Comme elles ne sont pas comprises dans les enseignants, elles n'ont pas participé aux assises de l'enseignement. Comme elles ne sont pas des travailleuses salariées, elles n'ont pas participé aux A.O.P.

A l'image de la société actuelle, le parti les a laissées de côté. La fédération du Nord et du Pas-de-Calais a organisé une après-midi d'études, avant le Congrès, où elles pourront s'exprimer en même temps que d'autres femmes au travail et où elles



discuteront avec les camarades masculins de la fédération. Mais est-ce que cela se fera partout ?

Est-ce normal qu'elles ne puissent apporter leur expérience de lutte qu'elles mènent aussi bien sur les entreprises que sur le cadre de vie, etc.

Si nous regardions où elles sont présentes

Ce ne sont d'ailleurs que de petits exemples locaux :

● *A Roubaix*, qui a mené presque entièrement l'action contre les expulsions d'immigrés, où il fallait être présent à temps complet, où la présence de camarades P.S.U. restant constamment en lien avec les femmes de la courée a permis de faire front aux ingérences maoïstes et d'avoir un impact politique non négligeable.

● *A la Redoute*, pendant la grève, qui a pu être présent, discuter avec les gars et les filles, rédiger les tracts P.S.U., faire le point avec les camarades syndicalistes qui menaient le combat, sinon des « sans profession » qui étaient plus libres de leur temps et qui ont assuré valablement la présence de leur organisation politique.

● *Dans les courées*, l'action logement a été menée par des femmes, présentes dans la journée, pouvant organiser des meetings, s'opposer aux travaux en cours, rencontrer les organismes, etc.

● *A Auchan*, une action a pu être pensée et mise sur pied par une camarade qui a pu contacter divers gars et faire le lien pour bâtir un tract P.S.U., distribué au quatre supermarchés.

Qui, bien souvent, rédige, ronéote, organise la distribution des tracts, assurant les heures où les travailleurs et les travailleuses ne sont pas disponibles ?

Un de nos camarades disait dernièrement : « *Pour elles c'est facile, elles n'ont que cela à faire !* »

C'est faux, et c'est injuste, car si elles veulent avoir un impact, si elles ne veulent pas se couper des autres femmes, elles ont, comme ces autres femmes, à s'occuper de leur mari, de leurs gosses, de leur maison, sans quoi on ne leur pardonnerait pas d'être

militantes. En plus, elles doivent toujours être disponibles, ne jamais être débordées même quand on use et qu'on abuse d'elles, ce qui n'est pas rare. Elles doivent aussi trouver du temps pour se former et s'informer.

Or, ces femmes appartiennent à l'immense masse des femmes les moins prêtes à la bataille, les plus exploitées, les plus vulnérables, celles dont la société bourgeoise a besoin pour perpétuer son mythe. *C'est donc là, un terrain privilégié de lutte.*

Si, dans la société socialiste future, nous souhaitons tous que les tâches soient mieux réparties, que chacun puisse avoir, au même titre, sa participation à la vie de travail, de loisir, de culture, à la vie sociale et politique, on en est cependant encore loin aujourd'hui. Il faut donc se battre pour cela, mais ce serait une erreur de ne pas voir la réalité présente.

C'est dans cette masse, non politisée, non engagée, conditionnée par l'hérédité, la tradition, l'éducation, l'idéologie bourgeoise qu'il faut jeter les ferments de la révolution en même temps que dans les usines. Les deux luttes sont très mêlées et indissociables. Il est trop facile, en effet, de récupérer certaines luttes des travailleurs si elles ne trouvent pas leur prolongement ou leur soutien chez les femmes. Et ce n'est pas forcément la lutte sur les lieux de travail qui amènera toutes les libérations (idéologiques, sexuelles, etc.).

Or ce ferment de révolution, il existe, par l'intermédiaire des militantes « sans profession » qui partagent les conditions de vie de ces femmes qui restent au foyer, soit parce qu'elles ne veulent pas, ne peuvent pas ou ont fait le choix de ne pas travailler.

Ce n'est pas du jour au lendemain qu'on pourra lancer ce mot d'ordre « tous au boulot ». Il faut être réaliste et préparer le chemin. Méconnaître ou minimiser le travail de celles qui le font, c'est se priver de bras et de jambes pour faire cette révolution.

Peut-on se passer de toutes ces forces militantes soit par mépris, par méconnaissance, par incompréhension. Camarades, c'est à vous de décider et d'agir en conséquence.

Thérèse CARETTE.

Fête des mères à Livry-Gargan

Le groupe « Femme 93 » de Seine-Saint-Denis a décidé d'agir conformément aux lignes directrices dégagées lors de ses réunions d'études. Il s'est rendu sur le marché de Livry-Gargan le 6 juin dans la matinée.

Thèmes de l'action

Vente de brochures provenant du « Planning Familial » et de « Recherches universitaires » sur les méthodes de contraception et d'avortement clinique.

Diffusion auprès des femmes d'un tract dont voici le contenu...

Femmes, il est temps que nous nous organisions pour mener un travail de démystification sur le rôle dans lequel la société patriarcale (culte du père) nous cantonne depuis toujours : épouse et mère, dans le cadre de la cellule familiale, maillon de base de la bonne société capitaliste.

Nous devons dénoncer la scandaleuse exploitation dont nous sommes victimes :

● à l'extérieur : travail effectué dans les conditions les plus pénibles au sein de la classe ouvrière, souvent déqualifié, notre salaire considéré comme un appoint et toujours inférieur à celui d'un homme faisant le même travail.

● à l'intérieur : travail de routine et d'ennui, considéré comme « naturel », sans ouverture sur la société, souvent méprisé par les hommes, il n'est pas rémunéré.

De toute façon, lorsqu'une femme travaille à l'extérieur, elle effectue une deuxième journée de travail en rentrant chez elle.

En ce dimanche de « Fête des Mères », nous rejetons les « niaiseries » et nous refusons le « clinquant » que la société capitaliste dite de consommation apporte à notre état subordonné.

Par contre, nous mettons en avant nos revendications majeures, c'est-à-dire :

● Le droit de disposer de notre corps, de ne faire un gosse que lorsque nous le voulons ;

● être largement informées des divers moyens contraceptifs ;

● avoir à notre disposition l'avortement libre et gratuit, c'est absolument indispensable car nous n'admettons pas que les 800.000 avortements, qui ont lieu chaque année en France, soient faits dans des conditions dangereuses ;

● et surtout avoir le désir de lutter contre le conditionnement qui nous rend femme-objet... « poupée sans cervelle ».

C'est en donnant une forme politique à notre combat que nous pourrions vaincre.

Les hommes sont concernés autant que nous car nous voulons une libération réciproque. La liberté des femmes sous-entend celle des couples.

Femmes et hommes des classes exploitées, luttons contre l'idéologie bourgeoise, bouclier du patronat et source d'oppression.

Pour l'instauration d'une véritable société socialiste !

Le groupe des femmes militantes du P.S.U. de Seine-Saint-Denis

Moyens d'action

Un stand central, des diffuseurs de tracts dans tout le marché. La vente s'est beaucoup faite à la criée ou par contact et discussion auprès de la population.

Ambiance

Au début un peu de cafouillage dû à l'inexpérience de la majorité des militantes. Le climat était froid, mais facilement des échanges se sont opérés avec les ménagères.

Les vendeurs de journaux d'extrême-gauche leur ont fait bon accueil.

Militants et militantes du P.C.F. s'intéressaient et approuvaient cette action.

La discussion était engagée avec de jeunes mères, souvent gênées de voir que l'on puisse vendre de telles brochures sur un marché.

De nombreux hommes, conscients de l'insuffisance de l'information officielle sur les méthodes de contra-

ception nous ont acheté une brochure ; souvent le mari poussait sa femme à s'intéresser et à discuter avec nous.

Une femme âgée a longuement parlé de sa vie, de son travail d'esclave, de son manque de liberté, de l'aigreur et de la rancœur qu'elle ne pouvait s'empêcher de ressentir, au soir de sa vie, contre la société. Sa sincérité et l'émotion qui perçait dans les encouragements qu'elle a donnés, persuadent de l'importance de cette action.

Bilan

2.500 tracts diffusés par des femmes pour les femmes.

De nombreuses brochures vendues dont 32 « Avortement - contraception », des « Recherches universitaires ».

Il est certain que les femmes s'intéresseront au socialisme lorsqu'elles verront que le courant socialiste s'intéresse à elles.



La Confession d'un joueur

POURQUOI je joue au tiercé ? Je ne sais pas très bien. Au fond parce que ça me détend. Le dimanche matin, ma femme me donne un peu d'argent de poche et quelques courses à faire. Je vais d'abord au marché, puis les achats terminés, je vais au café retrouver des copains et jouer avec eux. Il y a des fois où je gagne un peu, mais je n'ai encore jamais touché la grosse somme. Ça nous aiderait pourtant bien, avec toutes les traites qu'on a à payer et puis on pourrait peut-être se payer un petit extra. Pourquoi les gars comme nous (je suis ouvrier spécialisé dans la métallurgie) n'auraient pas le droit de temps en temps de vivre sans compter, sans calculer chaque centime. Il y a un de mes copains qui a gagné plusieurs centaines de millions d'anciens francs, il y a quelques mois. Alors il a pu aller passer quinze jours en Italie, logé et traité comme un prince, avec sa femme. Pourquoi un coup de chance comme ça n'arriverait pas un jour ? Au fond, j'ai pas d'autre moyen (sauf de temps en temps les dixièmes de la loterie nationale) pour essayer de me donner les coudées plus franches pour un bout de temps. Moi, quand je joue au tiercé, que je discute avec les copains sur les chevaux, j'oublie les embêtements et j'ai l'impression que personne ne vient me donner des ordres et me dire ce qu'il faut que je fasse.

C'est pas que je sois vraiment joueur. Je n'ai jamais mis les pieds dans un cercle de jeux. Il y a un type dans ma boîte, il ne pense qu'à ça. Dès qu'il a un moment de libre, il va au cercle en misant une grande partie de ce qu'il gagne. Il lui arrive de gagner de grosses sommes et de jeter l'argent par les fenêtres. Il se paye des filles et des virées qui coûtent cher. Mais la plupart du temps il crève la faim, demande des acomptes au patron et accumule les dettes. A trente-cinq ans il n'a pas véritablement d'attaches, personne ne tient à lui parmi ses amis de rencontre. C'est possible que cette vie lui plaise, qu'il ait pas envie d'être un gars installé qui s'escrime à faire vivre une famille et des enfants. Mais, moi je ne pourrais pas supporter une situation pareille. Il faut qu'on puisse faire confiance à quelqu'un, qu'on puisse serrer les coudes dans un foyer. Je sais bien que pour ma femme c'est pas très marrant d'avoir du courage pour quatre (on a deux gosses), de travailler pour le S.M.I.G. et de s'occuper de la maison par-dessus le marché.

Mais pour le moment, dans ce type de vie qu'on nous fait, qu'est-ce qui peut valoir mieux ? C'est vrai, c'est pas toujours facile. Il y a des tas de malentendus. Elle me dit souvent que je me la coule douce. Je donne un coup de main de temps en temps pour le ménage. Je m'occupe quelquefois des gosses, je joue avec eux. Mais je ne sais pas très bien y faire et j'ai pas tellement envie de leur expliquer que leur père est un grand chef.

Tout ça en partant du tiercé. Au fond, le tiercé je pourrais m'en passer, si je pouvais me détendre autrement, si je pouvais organiser ma vie autrement.

Propos recueillis par Jean-Marie VINCENT.

La peur, la fuite, le refus

Été 69 : plusieurs jeunes meurent, intoxiqués par « la drogue ». Les moyens d'information, l'opinion publique, n'ont plus, depuis lors, cessé de monter en épingle un phénomène qui fait recette.

10 h du matin : sur le trottoir, le spectacle quotidien d'un homme ivre-mort. Les passants ne s'arrêtent pas et détournent les yeux, dégoûtés.

On en est là, à la phase achevée de la toxicomanie et de l'alcoolisme ; et ce n'est qu'à ce stade-là — complications organiques ou psychiatriques — que l'on se préoccupe du traitement. Ces divers troubles font l'objet de recherches approfondies et sont traités comme tels. Mais l'on néglige complètement ou presque la phase de latence et les motivations psycho-sociales. C'est pourtant à ce niveau qu'il faudrait intervenir pour obtenir quelque chance de succès dans le traitement de ces effroyables maladies individuelles et sociales que sont devenues l'alcoolisme et la toxicomanie.

Découvrir les raisons réelles

La société ne connaît que la répression dans ce domaine et cherche à culpabiliser le malade (« quand les parents boivent, les enfants trinquent »). Mais le phénomène n'est pas nouveau : le code d'Hammourabi (Babylone, 2000 avant J.-C.) contient déjà une réglementation de la vente et la consommation du vin.

Pourquoi les causes de l'alcoolisme ne sont-elles jamais expliquées, alors que chacun a son point de vue et

son explication de la toxicomanie ? Car il s'agit parfois de bagarres d'opinion, il n'est qu'à voir le tableau ci-contre.

La toxicomanie est revêtue d'une auréole de contestation, sans doute parce que les toxicomanes américains ont participé à diverses manifestations contre la guerre au Vietnam. En France, les jeunes toxicomanes manifestent souvent un refus du système de valeurs de leurs parents et cherchent à recréer une « communauté » entre eux. Cependant, leur révolte est toute passivité et fuite devant une société qu'ils n'acceptent pas, mais qu'ils ne cherchent pas à détruire.

Le phénomène est encore accentué par la prise de drogue, car celle-ci finit par amoindrir les facultés mentales de manière importante.

Autre aspect important : les hommes dans l'alcoolisme, les jeunes garçons dans la toxicomanie prédominent nettement. C'est que, traditionnellement, ils rompent davantage les ponts avec leur milieu que ne le font les femmes.

On a coutume, dans tous les villages de campagne, de n'accorder le titre d'« homme » qu'à celui qui a pris sa première « cuite ». Par contre, « une femme ivre, c'est dégoûtant ».

Tolérance pour le stade où l'alcoolique peut encore être soigné. Intolérance à la maladie déclarée, intolérance à la toxicomanie : aux manifestations de la peur et de la fuite, personne ne répond. Du capitalisme, cela n'étonne pas — mais, des militants révolutionnaires ?

Michèle DESCOLONGES.



TOXICOMANES

CONTRE	POUR
Avant tout, paresseux.	Protestent contre un travail inhumain.
Malpropres.	C'est leur affaire.
Exigeants, en cas de manque.	La drogue coûte cher.
Asociaux, voleurs.	Recherche d'une vie meilleure.
Inadaptés.	Ou malades à soigner.
Anarchistes, hippies.	Ils ne sont pas criminels, sauf cas très exceptionnels en France.
Pervers, fous moraux suscitent un intérêt morbide.	Snobisme ?

Et... les non-toxicomanes n'ont pas à parler de ce qu'ils ignorent.

LA TOXICOMANIE

CONTRE	POUR
Mauvais, illégal.	Il faut une législation de contrôle.
Trafic dangereux.	Le trafic des armes est honorable.
Danger de troubles psychiques, danger de troubles irréversibles.	Les prédisposés auraient toujours été menacés de décompensation. Petit nombre de toxicomanes en état grave.
Danger de mort.	Très petit nombre de morts (il vaut mieux se piquer que monter en auto).
Difficulté de vivre avec les toxicomanes.	Les toxicomanes plaident pour une vie plus acceptable, éventuellement séparés des autres.
Perte économique.	Et les chômeurs jeunes...
Les enfants font de la peine à leurs parents.	Et vice versa...
A réprimander.	A organiser.

Et... le ministère de la Santé parle plus volontiers des toxicomanes que des hôpitaux.
Et... c'est agréable. (« La revue du Praticien » 1^{er} mars 1971).

Le coût social de l'alcoolisme

D'après une étude qui date de 1966 (cf. le Concours médical, 16-11-68), 14,6 % des femmes de la population des hôpitaux parisiens étaient alcooliques. Les plus forts pourcentages se situent entre 50 et 64 ans : 54,6 % des hommes et 24 % des femmes.

Et même, en déduisant de la population des hôpitaux les malades originaires d'Afrique du Nord (nombreux et abstinents) le pourcentage global des alcooliques hommes s'élève à 47,7 %, et va jusqu'à 70 % chez les malades originaires des régions de l'ouest de la France.

Sur ces 47,7 %, 11,3 % seulement sont hospitalisés pour alcoolisme. A eux seuls il rendent compte de 30 % de la dépense totale d'un service de médecine générale. Mais si l'on tient compte de tous les alcooliques hospitalisés, ils représentent 41,8 % du budget annuel.

Le budget hospitalier de médecine générale — exclusion faite des services de médecine spécialisée et des services de chirurgie — de l'Assistance publique, était en 1965, de 430 millions de francs (nouveaux). Sur cette somme, le prix de l'alcoolisme hospitalier est de 222 millions de francs ! Et, il ne s'agit que de médecine générale. On ne compte donc pas ici les accidents de la route dus à l'alcoolisme et qui conduisent en chirurgie ; et les accidents mentaux qui conduisent à l'hôpital psychiatrique.

Qui sont les toxicomanes ?

Les toxicomanes actuels sont jeunes. Leur première rencontre avec la drogue et le début de leur dépendance se situe le plus souvent entre 16 et 18 ans.

Les jeunes toxicomanes actuels sont très souvent poly-intoxiqués : ils utilisent plusieurs substances à la fois. L'association la plus fréquente au début est l'utilisation simultanée de cannabis et de L.S.D. 25.

Il semble exister une légère prépondérance de fréquence chez les garçons.

Le milieu ouvrier fournit son contingent de toxicomanes. On porte souvent les étudiants à la une lorsqu'on parle drogue parce que le bruit court qu'un tiers d'entre eux ont usé ou use de la drogue. Cependant quelques cigarettes de haschich, un ou deux voyages à l'acide ne font pas un toxicomane. Qui dit toxicomanie dit nécessairement dépendance, accoutumance et usage répété.

Un tiers environ des jeunes toxicomanes sont issus de familles transplantées, d'origine étrangère ou d'origine ethnique mixte.

La plupart sont attachés aux grands centres urbains, et particulièrement Paris.

La plupart sont célibataires et le demeurent statistiquement plus longtemps que les jeunes de leur âge.

La moitié environ des toxicomanes hospitalisés se révèle sans profession.

(Extraits de « la Revue du Praticien », 1^{er} mars 1971).

Le racisme présent partout

« Je ne suis pas raciste, mais les bounoules, je peux pas les encaïsser. » Qui n'a pas entendu des remarques de ce type ? Elles sont très fréquentes : ne surestimons pas le niveau mental des hommes de notre société. Les contradictions les plus grossières gonflent les propos les plus courants. Autrement dit, le racisme ne s'embarrasse pas de logique, et vouloir le dénoncer par la démonstration scientifique relève de la naïveté libérale la plus désolante.

Alors, que faire ? Laisser dire ? Hausser les épaules ? S'indigner ?

« Ils remplissent nos hôpitaux ! » C'est un boucher qui parle. Un individu qu'on croirait sorti d'un dessin de « Charlie-Hebdo », signé Reiser, gros et gras, le crayon sur l'oreille droite. Il parle haut et fort, dans un café de Meudon, devant une assistance qui hoche la tête avec approbation.

Que dire, que faire ? Lui rentrer dans le chou ? Lui expliquer que les hôpitaux sont pleins d'ouvriers victimes d'accidents de travail, que le plus grand nombre d'accidents se rencontre chez ceux qui font « les travaux les plus durs », donc chez les ouvriers immigrés ? Que le moindre outil dont il se sert — couteau, crayon, voiture, assiette, vêtements... — a été fabriqué par des prolétaires, et en particulier par les prolétaires étrangers ? Que les cotisations à la Sécurité sociale de ces derniers couvrent entièrement les frais médicaux ? Que notre système hospitalier est intolérablement scandaleux et que lui, ce boucher raciste, en porte partiellement la responsabilité puisqu'il accepte ce scandale ?

Ils sont des millions à « penser » ainsi. Et pas seulement dans la petite bourgeoisie... Pourquoi ? Par besoin de reporter sur d'autres — placés plus bas qu'eux dans la hiérarchie sociale — le dégoût que leur donne une vie morne, où le gain est la seule perspective ? « Nos hôpitaux » : le possessif est caractéristique ; à la base du racisme, il y a le nationalisme bourgeois. « C'est eux ou c'est nous. » Nous, bien Français, bien de chez nous. « France, mère des arts, des armes et des lois... » récite l'écolier. La drogue du racisme s'administre en bas âge.

Un « antiracisme » suspect

Dénoncer la xénophobie sans toucher au chauvinisme, c'est — au choix — ou se moquer du monde ; ou se donner bonne conscience « antiraciste » à peu de frais ; ou chercher délibérément à perpétuer le racisme. C'est ce que font toutes les organisations libérales dites « antiracistes » : elles réduisent le racisme à la haine sociale — jamais à l'orgueil natio-

nal, ethnique, culturel... Elles font du racisme une affaire de couleur de peau — alors que le racisme est essentiellement le refus de l'autre (celui qui n'est pas comme nous, qui diffère non seulement par sa couleur, mais (à couleur égale) par sa langue, sa religion, sa culture, sa nationalité...) ; et ce refus de l'autre n'est que l'envers de l'affirmation de soi au détriment de l'autre : entre « Nous sommes fiers d'être Français », « La France aux Français ! » et « Les Algériens dehors ! », il n'y a aucune différence essentielle.

Les organisations libérales « antiracistes » n'affrontent pas vraiment le jeu raciste : elles ne remettent jamais en cause le mythe de l'ascendance biologique (« ils sont du même sang », « le sang français coule », « leurs ancêtres hébreux », « nos ancêtres les Gaulois »). Les albums « Astérix » sont racistes : qui les a jamais dénoncés comme tels ?

Brève démonstration : la xénophobie a pour support le chauvinisme. Le chauvinisme repose sur le nationalisme bourgeois. Le nationalisme bourgeois est la justification par la bourgeoisie de sa domination : au nom des « intérêts supérieurs de la nation », la bourgeoisie essaie de masquer au peuple ses propres intérêts de classe. D'où le chauvinisme. D'où la xénophobie. D'où le racisme sous toutes ses formes. Donc la lutte antiraciste passe par la lutte des classes, C.Q.F.D.

Le racisme est l'aspect le plus courant de l'oppression idéologique exercée par les classes dominantes. Ainsi, l'été 14, il a suffi de quelques semaines à la bourgeoisie des pays belligérants pour faire oublier aux ouvriers de chacun de ces pays leur solidarité de classe, pour les envoyer s'entretuer au nom de la « défense de la patrie ».

Comment être surpris que le racisme sous toutes ses formes (xénophobie, chauvinisme, racisme anti-noir, pro-blanc, anti-jaune, anti-arabe, pro-juif, anti-juif, pro-arabe...) se rencontre à chaque instant de la vie quotidienne ? La moindre occasion est bonne à la bourgeoisie (avec la complicité des partis réformistes) pour populariser toute « victoire nationale » dans tous les domaines (économique, diplomatique, sportif...).

« Dénoncer » le racisme ? Chercher à soulever l'« indignation » ? Encore une belle naïveté libérale ! Dans la société déshumanisée où nous vivons, où les blessés peuvent crever le long des routes sans qu'aucun automobiliste ne s'arrête, où des travailleurs étrangers se font assommer en plein jour sous des dizaines de regards passifs, où les flics peuvent se livrer en toute impunité et avec l'appui de « France-Soir » à leurs



rajonades anti-jaunes et anti-arabes, dans une telle société, tout appel à la sensibilité des hommes — fussent-ils ouvriers — est dérisoire.

Un combat laissé pour compte

En lançant aujourd'hui une campagne raciste anti-algérienne à l'échelle nationale, la bourgeoisie française sait qu'elle peut compter sur l'indifférence des masses et la complicité plus ou moins ouverte d'une large fraction de l'opinion. Ce n'est pas la première fois qu'elle fait vibrer ce genre de cordes. Elle possède une large expérience en la matière et un sens aigu de l'efficacité de ses moyens d'action idéologiques (famille, école, presse, armée...). Elle sait aussi que les seules réactions qu'elle aura à subir seront des « protestations indignées » : autant de cris dans le désert.

C'est que la lutte antiraciste n'a jamais été systématiquement liée, en France, à la lutte des classes. De temps à autre, on « réagit » à certaines campagnes — pour retomber rapidement, le feu à peine éteint, dans l'image d'Épinal d'un prolétariat conscient de ses intérêts de classe et idéologiquement unifié. Ceci est tellement vrai que lorsque l'unification se réalise concrètement, sur le terrain du combat de classe, il ne se trouve personne pour la populariser comme une réussite exemplaire. Comme si cette unification allait de soi ! Qui, par exemple, lors de la grève des O.S. de Renault, a tenté de populariser, en direction des usines où coexistent des ouvriers de diverses nationalités, le fait que ces O.S. appartiennent eux-mêmes à diverses na-

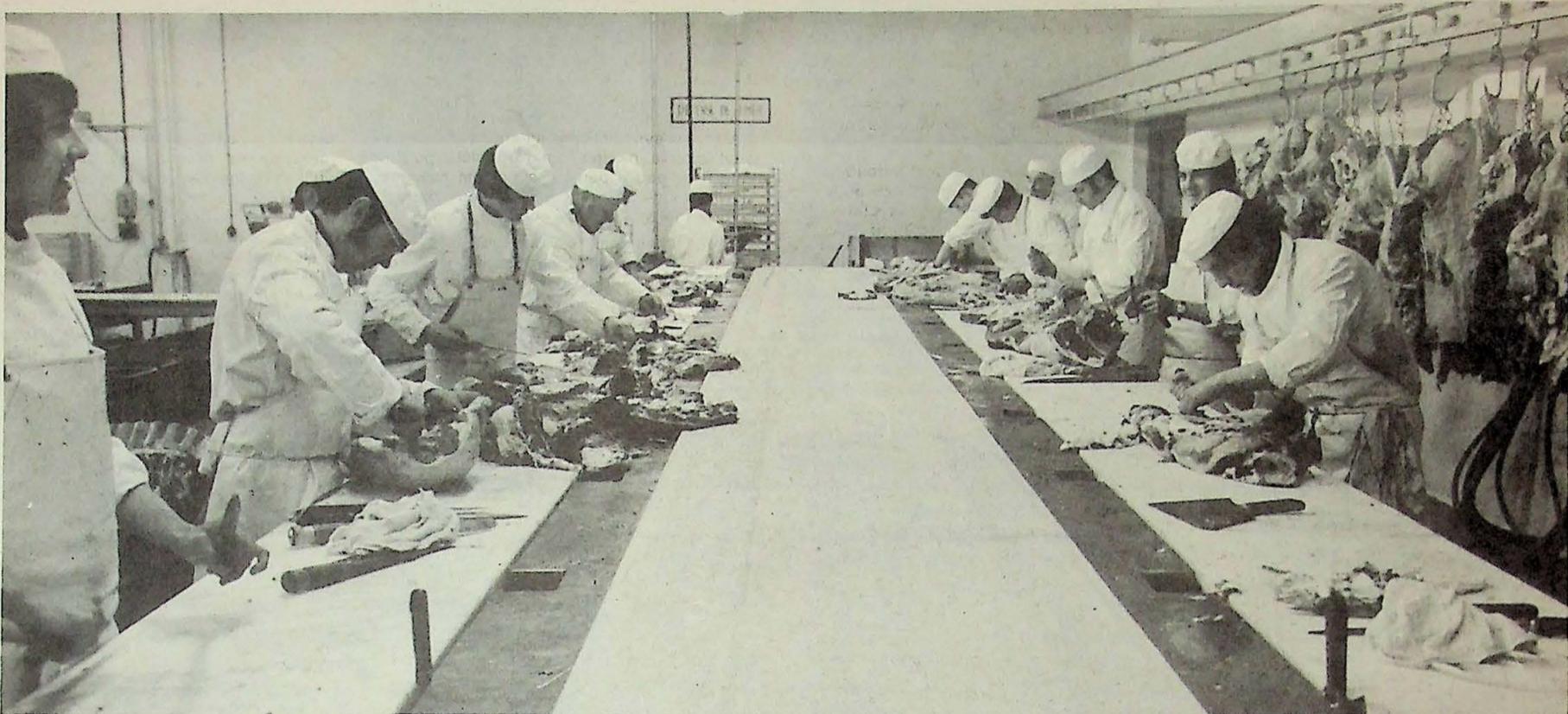
tionalités et qu'ils se sont unifiés en dépit des barrières ethniques et nationales ? Les photos reproduites indiquaient pourtant clairement que face à leur ennemi de classe, « les ouvriers n'ont pas de patrie » !

Au lieu de cela, on rate toute occasion d'opérer une liaison concrète entre la lutte de classes et la lutte antiraciste, et on laisse cette dernière entre les mains poisseuses des organisations libérales soi-disant « antiracistes ». Or, celles-ci, non seulement ne mettent jamais l'accent sur la révolution prolétarienne comme condition nécessaire à l'élimination du racisme, mais elles font tout ce qu'elles peuvent pour entretenir l'idée mensongère que le racisme peut être victorieusement combattu dans la société actuelle.

Que faire ?

Chercher à « indigner » (tous les militants le savent) est inutile. Ce n'est pas à la conscience morale individuelle mais à la conscience politique collective des ouvriers qu'il faut nous adresser. Et ceci ne peut se faire que sur le terrain de la lutte quotidienne de classes. Une lutte qui, sous peine de dépérir, doit dépasser les limites étroites de chaque entreprise pour s'élargir peu à peu à des dimensions internationales. Ceci implique qu'on ne dissocie pas le combat idéologique du combat matériel, que la moindre revendication économique (salaires, cadences...) soit reliée à des revendications plus globales, que la lutte antiraciste, enfin, devienne partie intégrante de la lutte anticapitaliste.

Henry ROSENGART.



La cuisine, c'est aussi l'enfer

Jean-Paul est apprenti-cuisinier dans un grand restaurant de la région parisienne, Raymond, lui, est apprenti-garçon de salle dans le même restaurant. Voilà deux ans qu'ils apprennent leur métier. L'entretien que nous avons avec eux montrera à nos lecteurs un aspect méconnu de l'exploitation des jeunes.

T.S. — Jean-Paul, tu es apprenti-cuisinier depuis vingt mois. Quel est le montant de ta dernière fiche de paie ?

Jean-Paul — Quatre-vingt-cinq francs et quelques centimes.

T.S. — Tu ne dois pas faire grand-chose pour ce prix ?

Jean-Paul. — Penses-tu ! Simple-ment douze heures de présence par jour. Six jours par semaine, dont six heures de travail par jour à plein rendement ! J'arrive le matin à 8 heures, je quitte la cuisine vers 15 heures. Là j'ai deux heures, deux heures et demie de liberté, mais quoi faire d'un temps aussi court et aussi mal disposé, puis je reviens à la cuisine où c'est le grand boum jusqu'à dix heures du soir...

Raymond. — ... Et encore quand y'a du trèple on peut rester jusqu'à 11 heures et plus, tu parles d'une journée ! Juste le temps de roupiller pour remettre ça le lendemain...

Jean-Paul. — ... Pas question de courir les minettes. D'ailleurs les rancards à 11 heures du soir, ça ne les intéresse pas !

T.S. — Mais au moins, pour quatre vingt-cinq francs tu apprends un métier intéressant...

Jean-Paul. — Si je ne l'aimais pas il y a belle lurette que j'aurais lâché. Si je veux avoir mon C.A.P. de cuisinier, je suis obligé de faire ce que je fais.

T.S. — Pas moyen de présenter le C.A.P. autrement que par cet esclavage ?

Jean-Paul. — Je pourrais toujours me présenter individuellement, et je me ferais automatiquement coller : mon patron est membre du jury...

T.S. — Et si tu te présentes dans un autre secteur ?

Jean-Paul. — Aucun candidat isolé n'a de chance. Le syndicat des restaurateurs (patrons) tient très bien son affaire en main, et sans apprentissage on est refait.

T.S. — As-tu conscience d'être exploité ?

Jean-Paul. — Et comment ! Pour être juste il faut dire que pendant les trois premiers mois je ne « rendais » pas vraiment ; mais à part ces trois mois, depuis seize à dix-sept mois, je rapporte gros au patron et le chef

cuisinier, lui, en profite vraiment. On est deux apprentis, trois hommes à la plonge (Portugais et Algériens). Le chef arrive vers dix heures du matin et gare si tout n'est pas prêt. Il a le temps, vers onze heures de prendre son petit apéro tranquille. A quatorze heures trente, il quitte la cuisine où il ne revient que vers les dix-huit heures trente. Nous devons préparer toutes les sauces, faire toutes les préparations qui s'imposent...

T.S. — Et les vacances ?

Raymond. — Quatre semaines de suite... mais en janvier ou en février ! Moi comme garçon de salle, je me fais quelques petits pourliches, ça me donne des mois de 250 à 300 francs. C'est pas avec ça qu'on peut se payer les sports d'hiver ! Dans la salle on fait un peu moins de présence qu'à la cuisine, mais les dix heures par jour, on y a droit !

T.S. — Mais la plupart des apprentis-cuisiniers ont des parents dans la restauration : et puis passé ces trois ans vous aurez des salaires intéressants.

Jean-Paul. — Si on ramène ça aux heures de travail, le salaire sera plus

maigre qu'on le croit et puis ça n'est pas si facile que ça de trouver un emploi de cuisinier dans un bon établissement ! Si c'est pour faire de la cuisine industrielle, alors c'est plus le bagne, c'est l'enfer.

Nos meilleures années, on ne peut pas en profiter...

T.S. — Une question perfide à tous les deux : si vous êtes patrons un jour, vous oublierez votre condition d'apprentis et vous vous rattraperez sur les jeunes ?

Jean-Paul et Raymond. — Pas possible !

Jean-Paul. — Ça, je te le jure, on ne se conduira pas comme des sa-lauds. On en a trop bavé !

T.S. — Une dernière question : lisez-vous « Tribune Socialiste » ?

Raymond. — On n'a le temps de lire aucun journal. Mais on a drôlement à cœur que ton journal publie notre interview : on ne parle jamais de notre condition, jamais et nulle part !

T.S. — Voilà qui est fait...

**Propos recueillis par
Jean VERGER.**



TRIBUNES LIBRES

Pour la préparation du Congrès, deux TS spéciaux sont parus : l'un comporte les documents fournis par les AOP, l'autre les textes d'orientation signés par des militants du Parti.

Il est rappelé que les textes d'orientation serviront de base à la détermination de la commission des résolutions du Congrès. Chaque texte d'orientation doit donc être soumis aux débats des Congrès fédéraux, pour que les délégués soient clairement mandatés. D'autres textes d'orientation fédéraux peuvent bien entendu être élaborés.

Commission de préparation des débats.

Bernard Lambert

1) Allons-nous vers l'auto-destruction ?

Que sera notre Congrès de Lille ? Quelle image du parti le P.S.U. va-t-il donner de lui-même aussi bien pour les militants du parti que pour les travailleurs engagés concrètement dans la lutte sur les lieux de production ? Quel va être l'apport de notre parti sur le plan de la réflexion théorique, apport qui doit être opérationnel pour ceux qui sont en prise directement avec l'exploitation capitaliste ? Présentement ce travail, prolongeant celui des A.O.P. représente un débat beaucoup plus essentiel que le comptage des voix sur les tendances. Irons-nous à Lille pour jouer aux quilles, donner le spectacle d'une foire d'empoigne, d'un champ clos pour règlements de compte ? J'espère qu'il est encore possible de ne pas donner de nous-mêmes une impression très différente d'ailleurs de ce que nous sommes réellement. Mais le risque est trop important pour le passer sous silence.

Qu'on me comprenne bien : je ne nie pas l'importance des débats théoriques, des affrontements, des efforts de clarification dont le courant révolutionnaire a besoin. Je refuse par contre une bataille de chiffonniers dont ceux qui portent la lutte révolutionnaire sur le terrain se sentiraient totalement étrangers.

2) Situation réelle du P.S.U.

Où se situe en réalité le vrai débat, interne et externe au P.S.U. ? Avant 68, des militants venus de la social-démocratie, du P.C.F. ou des milieux catholiques progressistes, cherchaient des voies d'un socialisme moderne, débarrassé des scléroses et compromissions caractérisant les partis de la gauche classique, prenant des positions claires sur les problèmes du plan ou des luttes anticolonialistes, ouvert aux évolutions sociologiques de milieux qui abordaient le socialisme sans expérience, sans connaissances scientifiques. Le P.S.U. représentait le principal canal de cette prise de conscience de cette action collective.

L'ouverture de ce parti, son esprit de recherche, ses facultés de remise en cause, lui ont permis d'être présent à l'extraordinaire événement de Mai 1968. De nouveaux adhérents sont venus mais tous nous avons vécu cette période, renouvelant nos méthodes d'action, nos analyses sur les virtualités révolutionnaires contenues dans l'intervention des masses. Déjà au congrès de Dijon, le P.S.U. a fortement exprimé les conséquences théoriques et pratiques de cette nouvelle situation politique.

Malgré cette transformation, nous avons vécu ces dernières années en assumant les tâtonnements, les incertitudes, les échecs mêmes que connaissaient aussi bien les travailleurs que le mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Ce type de démarche était nécessaire. Il nous a permis peu à peu de clarifier notre stratégie, de préciser nos objectifs. Nous devons continuer sur cette voie en développant nos analyses, nos synthèses compte tenu de notre acquis et de notre expérience tirée de l'action révolutionnaire des masses. Schématiquement deux sensibilités dominantes caractérisent les militants du P.S.U. Il serait possible de les décrire en prenant n'importe quel problème impor-

tant. Pour essayer d'être aussi clair que possible, je retiendrais nos attitudes à l'égard des institutions légales en général (municipalités, coopératives agricoles, associations familiales, etc.) et du syndicalisme en particulier.

Des camarades (syndicalistes ou non) marqués par nos acquis antérieurs en Mai 68 (acquis que le P.S.U. n'a pas le droit de liquider) se sentent mal à l'aise devant la critique politique de l'action syndicale, surtout lorsque cette critique s'exprime publiquement et qu'elle leur apparaît systématiquement. Poussant ce raisonnement jusqu'au bout, un petit nombre estime que cette critique reflète « l'hystérie gauchiste » du parti et que notre tâche devrait consister au contraire à défendre quoi qu'il arrive l'organisation syndicale dont la classe ouvrière a besoin et qui subit déjà trop d'attaques injustifiées de la part des « maoïstes » notamment. A l'inverse, d'autres camarades privilégient fortement sinon systématiquement l'action directe à la base. L'action des travailleurs leur apparaît d'autant plus intéressante qu'elle éclate en dehors des structures. Les appareils leur semblent sclérosants et récupérateurs par nature. Les masses, délivrées de leurs entraves bureaucratiques doivent exprimer réellement leur violence révolutionnaire. Le parti a pour rôle de contribuer à libérer cette violence, en lui donnant sa signification et son débouché politique. A l'extrême, un petit nombre en est à défendre les thèmes « syndicats-collabos » et « toute violence est révolutionnaire ».

3) Dépasser les contradictions

Je pense que cette thèse et son anti-thèse précédemment décrites sont nécessaires au parti. Elles n'appellent pas à la clarification dogmatique permettant à un groupe de supplanter ou d'évincer l'autre mais une synthèse opérationnelle qui n'a rien à voir avec un compromis boiteux.

Dans un régime capitaliste, en dehors d'une période révolutionnaire un conflit, même s'il est contrôlé, dirigé par l'assemblée des travailleurs, même s'il pose des problèmes qualitatifs et irrécupérables par le pouvoir, même s'il repose sur une grève de durée « illimitée » aboutit forcément à une négociation, plus ou moins fructueuse et durable suivant le rapport des forces créé. Ce n'est pas par hasard que la classe ouvrière s'est donnée au prix de durs combats des outils syndicaux dont elle a besoin tant pour organiser les luttes que pour obtenir des avantages immédiats même si la nature du système reste inchangée. Ces outils doivent bien sûr poser le problème de la nature du pouvoir et impulser des luttes irrécupérables par l'adversaire. Mais, contrairement à l'organisation politique de classe, ils doivent à un moment ou à un autre, quel que soit le contrôle de l'assemblée des travailleurs, négocier avec cet adversaire.

Passer des compromis, c'est aussi se compromettre, c'est surtout jouer un jeu d'appareil. Les militants ou dirigeants syndicaux ne sont pas pour autant tous des « vendus ». Mais ils risquent, dans ce type de structure de devenir des « bureaucratiques » du mouvement ouvrier. Nous savons souvent par expérience combien les structures sont accaparantes et conduisent parfois ceux qui en ont la responsabilité à défendre l'organisation en oubliant la situation et les aspirations réelles des masses.

En fait pour le syndicalisme en général et les syndicalistes en particulier, qu'il soit ouvriers ou paysans une critique permanente et publique représente un besoin vital. Le parti politique qui n'assumerait pas cette fonction, qui préférerait jouer le rôle de courroie de transmission de la stratégie syndicale faillirait à l'une de ses tâches essentielles et rendrait un mauvais service au syndicalisme lui-même. Il accepterait que la perspective réformiste puisse gangréner peu à peu les syndicats ouvriers au travers de la participation, des contrats de progrès et des « Grenelle à froid ».

Il ne s'agit pas de s'ériger en juges extérieurs aux problèmes réels. Par ses groupes d'entreprises, par le poids structurel des A.O.P. ; dans son organisation, le P.S.U. doit être plongé à l'intérieur même des luttes menées par les travailleurs. Il ne s'agit pas non plus de critiques systématiquement négatives. Les actions y compris syndicales permettant le développement du courant révolutionnaire, les propositions pratiques découlant des critiques doivent être largement mises en évidence. Nous n'avons ni à détruire les organisations syndicales ni à leur substituer des « syndicats rouges » ni à faire du suivisme ou de l'entrisme à priori. Mais si du passé il faut faire table rase, nous ne pouvons inclure dans ce « nettoyage » l'histoire et l'expérience du prolétariat lui-même.

4) Introduire dans nos structures le mouvement politique de masse

L'exploitation capitaliste passe bien sûr par le type de société dans lequel nous vivons et les aliénations inhérentes à ce qu'on appelle la société de consommation. Mais la marque dominante de cette exploitation s'exprime principalement dans les rapports de production. C'est là aussi que peut et doit s'engager l'action révolutionnaire essentielle. Les travailleurs, ouvriers et paysans, sont donc appelés à porter le poids principal de la lutte révolutionnaire.

Si cette affirmation correspond à la réalité, nous ne pouvons prétendre participer à la naissance d'un mouvement politique de masses en conservant des structures de type « social-démocrate ». Le dernier conseil national a posé le problème. Le congrès devra tenter de le résoudre. La tentation sera pourtant grande de l'escamoter en cherchant des faux-fuyants.

Posons la question : pourquoi les travailleurs sont-ils instinctivement méfiants envers l'engagement politique ? Il ne s'agit pas seulement des séquelles de la Charte d'Amiens. Un ouvrier ou un paysan à l'impression, souvent justifiée, de se couper de son milieu en militant dans une organisation politique. S'il adhère, il vient dans l'état d'esprit de celui qui a tout à apprendre d'un domaine important mais devant lequel il s'estime totalement incompetent. Des gens instruits s'empressent alors de jouer auprès de lui le rôle d'initiateur, de professeur.

Je voudrais là encore être bien compris : je ne mésestime pas l'importance de la réflexion théorique et l'apport que doit fournir « l'intellectuel collectif » du prolétariat à ceux qui sont au cœur des luttes. Mais justement le prolétariat sera-t-il présent à cet « intellectuel collectif » qu'est le parti autrement que d'une manière formelle ? Nous entendons les « chefs de wilayas » du parti dire : « J'ai mes bons ouvriers » un peu comme les sudistes lorsqu'ils disent : « J'ai mon bon nègre ».

En tant que tels, à partir de leurs propres expériences, c'est-à-dire de leur culture, les travailleurs ont un apport essentiel à donner à leur parti révolutionnaire. Ils doivent d'entrée de jeu sentir que le parti a plus besoin d'eux que le contraire, parce que sans eux, qui portent le poids essentiel du combat, le parti ne sera rien. Cette analyse ne signifie pas que les militants d'autres milieux, les intellectuels notamment, deviendront des adhérents de seconde zone : ils joueront leur rôle dans la mesure où ils se mettront complètement, sincèrement, au service des masses. Ils doivent cesser de se prendre pour des moines chargés d'apporter l'évangile aux bons sauvages. A ce niveau les vœux pieux ne changeront rien. Le premier travail des A.O.P. peut être considéré par les esprits forts comme insuffisant, flou, incohérent. Il est essentiel. Pourtant, le congrès pris

par des querelles de tendances, risque fort de faire l'impasse sur cet accord. Plus grave : cette lutte de tendances condamne le changement de structures et c'est peut-être l'objectif recherché par certains. Comment en effet peut-on imaginer des ouvriers, des paysans représentés à la proportionnelle des votes de « prise en considération » sur la base de débats qui leur seront étrangers ? En fait un appareil accepte difficilement de se remettre en cause lui-même, qu'il s'agisse de sections, de fédérations, de D.P.N. ou autre. Il est cruel de perdre une parcelle de pouvoir, d'influence attachée à telle ou telle fonction. Les militants vraiment révolutionnaires ne peuvent pourtant pas accepter cet enlèvement dans la nécessaire transformation des structures. Les travailleurs ont besoin d'un outil politique pour mener le combat jusqu'à son terme : la prise du pouvoir. Ils n'ont que faire d'une organisation social-démocrate qui, de l'extérieur, prétendrait leur donner des leçons.

5) Les raisons politiques d'un choix

Je n'ai jamais, depuis ma première adhésion en 1966, conçu ma présence au P.S.U. comme un phénomène personnel. J'ai pris le risque, tant individuel que collectif, et en accord avec un nombre de militants paysans de plus en plus important, de miser sur les facultés d'adaptation, d'évolution du P.S.U. pour faire de celui-ci un des instruments privilégiés de notre engagement politique. Ce qui reste pour moi essentiel, au plan politique précisément, c'est de tout mettre en œuvre pour respecter la démarche révolutionnaire de mon milieu qui s'exprime peu à peu, malgré le corporatisme, dans une extraordinaire diversité de méthodes d'action et d'analyses. Ce mouvement, extrêmement neuf, a gardé jusqu'à maintenant un style unitaire de progression, sans faire l'économie des affrontements mais en évitant le phénomène de groupuscularisation.

A tort ou à raison, je me sens comptable de cette progression politique. Je pense que mon devoir est de la prioriser sur toute autre considération. Je ne suis pas par nature l'homme du compromis à tout prix. J'ai même dans mon milieu la réputation de trancher durement et de créer des cliques. Dans le débat qui s'engage au P.S.U., personnellement je ne suis pas neutre. Je réprovoque ceux qui, sous prétexte de clarification, mènent en fait une lutte d'élimination d'une orientation. Je souhaite que le congrès approuve ceux qui proposent « une transformation du parti assurant son unité ».

Mais cet aspect ne me semble par prioritaire. Je me refuse absolument à mêler mon milieu à une lutte qui lui apparaîtra comme incompréhensible parce que étrangère aux véritables questions qu'il affronte. Je ne veux pas par un choix personnel, faire reculer la prise de conscience politique actuellement en cours. A la demande de plusieurs camarades du parti et en accord avec des militants paysans, j'accepte de prendre des responsabilités plus importantes au P.S.U., compte tenu de l'ouverture de ce parti et de ses modifications structurelles en direction des travailleurs. Mais si nous tombons dans la lutte interne pour initiés, sans signification sur la situation réelle et vécue par les militants révolutionnaires, je resterai simple adhérent. En refusant d'entrer dans un faux débat, je pose un acte politique qui me semble essentiel : préserver le courant paysan révolutionnaire d'une querelle qui ne le concerne pas parce qu'il ne la comprendra pas et qui risquerait de compromettre sa progression.

Nous pouvons ne pas en arriver là. Je lance un appel aux militants pour qu'ils refusent la guerre des tendances et qu'ils exigent que le débat soit centré sur les problèmes liés aux luttes et les changements nécessaires de structures correspondant à nos nouvelles pratiques de base. Mais je préfère dès maintenant annoncer la couleur au cas où les militants ne parviendraient pas à modifier la situation présente.

● La commission nationale agricole à l'unanimité s'engage sur ce texte.

Un congrès décisif

André Barjonet (Paris)

Nul ne peut en douter aujourd'hui : le prochain congrès du PSU sera décisif pour l'avenir de notre Parti et à cet égard, notre responsabilité collective et individuelle de militants sera fort lourde.

Pour que le congrès marque une étape nouvelle, il faut, tout d'abord, porter un jugement objectif et précis sur le PSU actuel. C'est à mes yeux, un des mérites du texte que j'ai signé avec Henri Leclerc et d'autres camarades d'avoir souligné le bilan, largement positif, de l'action du PSU depuis deux ans et demi : actions aux côtés des travailleurs immigrés, actions en direction de l'armée, aide à la constitution de l'OJTR, nouveau style de « campagne électorale » lors des élections municipales, et — surtout — initiative sans précédent des Assemblées régionales d'ouvriers et de paysans. Il n'est pas sérieux de dire que cela s'est fait tout seul (la « spontanéité » à des limites) ni non plus que tout cela se soit fait sans (ou contre !) la DPN et le BN.

Mais si le masochisme est hors de saison, l'auto-satisfaction constituerait un danger beaucoup plus grand encore. Ce danger, c'est celui d'un « unanimité » factice et sans rivage qui, au lendemain d'un congrès « triomphal » aboutirait à émasculer la nouvelle direction et finirait inévitablement à poser les problèmes politiques en termes de tendances d'abord, de fractions ensuite.

Pour éviter cela, je ne vois qu'une seule solution : la clarification des choix politiques. Certes, il est essentiel que désormais le plus grand nombre possible de dirigeants soient élus parmi des ouvriers et des paysans ayant eux-mêmes subis l'exploitation capitaliste et ayant une pratique personnelle des luttes sociales. Certes, il est essentiel que la nouvelle direction soit réellement collective et qu'un secrétariat représentatif veille solidairement à l'application des décisions

de la DPN et du BN. Mais tout cela ne servirait de rien si la direction du Parti n'est pas élue sur une base politique claire et dépourvue de toute ambiguïté. « Seule la vérité est révolutionnaire » : la vérité, dans la France de 1971, c'est par exemple que les syndicats (y compris la CGT) ont un rôle essentiel à jouer dans les luttes ouvrières et qu'ils restent une arme indispensable contre les « empiètements du capital » (Marx).

La vérité, c'est que le PCF continue d'avoir une base ouvrière de masse et que la pratique contre-révolutionnaire de ses dirigeants — et d'un trop grand nombre de ses militants —, ne doit pas, bien au contraire, nous détourner de cette base potentiellement révolutionnaire, mais qui ne le deviendra effectivement que si nous savons lui proposer des objectifs révolutionnaires **crédibles**.

— La vérité, c'est que certaines spéculations sur « l'insurrection armée » empêchent d'aborder quant au fond le problème essentiel de la violence révolutionnaire qui n'a aucun sens en dehors de l'action des masses.

— La vérité, c'est que nous sommes en présence d'un adversaire de classe encore puissant dont nous ne viendrons à bout ni par des actions ponctuelles et isolées, ni par le prophétisme pseudo-révolutionnaire, ni par le retour au « léninisme » mais, avant tout, en nous implantant solidement dans les entreprises de façon à pouvoir agir sur le développement des luttes qui s'y mènent. Dans ce domaine, des progrès réels ont été enregistrés au cours des derniers mois, mais l'exemple de la récente grève des ouvriers de Renault montre l'importance du chemin à parcourir.

Sans doute ne s'agit-il là que de quelques exemples volontairement limités, mais qui — je pense — peuvent illustrer les choix que le congrès aura à faire. ■

ne peut oublier que là non plus la question de l'exercice du pouvoir n'a pas été pleinement résolue : l'absence d'élections en dehors du parti, le report du dernier congrès, la simplification abusive de la lutte idéologique de la « Ligne rouge » contre la « ligne noire révisionniste », le recours quasi religieux à la pensée de Mao Tsé Toung ne permettent pas de penser que le maoïsme ait permis une avancée théorique et pratique suffisante sur ce point.

Le communisme, lieu d'exercice des choix politiques

Ce n'est donc pas en répétant pieusement « l'Etat et la révolution », ce n'est pas en se contentant d'« expliquer », comme le font nos camarades de la Gauche Révolutionnaire, que la dictature du prolétariat est le pouvoir de l'énorme majorité contre les « ennemis du peuple » que l'on résoudra la question. Jusqu'ici toutes les critiques faites à la théorie léniniste du pouvoir, qu'il s'agisse du parti révolutionnaire, de la phase de transition au communisme, de la dictature du prolétariat ont été des critiques de droite. Elles ont conduit à présenter la démocratie bourgeoise comme la seule démocratie possible à opposer à toutes les formes dictatoriales. Elles conduisent aujourd'hui le PCF à prôner un curieux mélange de stalinisme et de parlementarisme bourgeois. Mais notre réflexion doit au contraire montrer comment la lutte pour la destruction de l'Etat et son dépérissement n'élimine pas le problème du pouvoir, c'est-à-dire celui de la démocratie politique dont Lénine comme Marx envisageait la disparition avec celle de l'Etat.

C'est parce que, nous luttons pour un exercice réel et non formel de la liberté qu'il nous faut dire aussi que loin de se résumer à des problèmes de gestion permettant la satisfaction de tous les besoins humains, le communisme deviendra par excellence la société où seront débattus et où s'exerceront les **choix politiques**. Au niveau de la phase de transition et du communisme lui-même, cela veut dire deux choses :

1° — Il faut réexaminer sérieusement la part de néo-rousseauisme qui conduit Lénine à minimiser les contradictions au sein du peuple et à croire que l'exercice du pouvoir, une fois disparues les conditions de l'exploitation capitaliste se fera

« spontanément » en fonction de l'intérêt du peuple et non des intérêts particuliers. Sur ce point l'absence d'une psychologie marxiste dépassant les simples notions d'intérêt et de besoin se fait dangereusement sentir. Tout pouvoir même exercé par des gens révocables et dans des domaines restreints (cas des conseils, par exemple) court constamment le risque d'être exercé au profit de ceux qui le détiennent sur le moment. C'est dire qu'il faut envisager les structures d'équilibre nécessaires empêchant de telles confiscations.

2° — Il faut critiquer de façon approfondie la théorie du parti unique non pas seulement dans son expression stalinienne mais aussi dans ses présupposés léninistes. Il ne suffit pas d'éviter une bureaucratiation du parti par l'existence des conseils qui le forceraient constamment à se lier aux masses. C'est là le résultat d'une analyse sommaire de la structure politique. Plus les hommes pourront se poser le problème de leur vie (« changer la vie ») et non seulement de leur survie, et plus ils pourront **faire de la politique**. Nous entendons par là là que les choix qu'ils auront à faire dans tous les domaines aujourd'hui purement idéologiques (c'est-à-dire masquant les rapports sociaux) qu'il s'agisse d'esthétique, de morale, de toutes les questions liées au bonheur, etc..., ces choix seront multiples et devront pouvoir s'exprimer de façon non unifiée. Faire du « parti » la seule instance politique du prolétariat qui exerce le pouvoir à un échelon national et non seulement local c'est refuser de voir que des stratégies différentes de développement du socialisme seront possibles et qu'elles exigeront des lieux spécifiques pour s'exprimer. Et ces lieux ne pourront être simplement les conseils, limités dans l'exercice de leur responsabilité.

Tout cela nous conduit à penser que ce VII^e Congrès doit mener de front l'impulsion des luttes remettant en cause le pouvoir bourgeois et la recherche sur les conditions d'exercice du pouvoir en société socialiste.

L'ensemble des propositions du texte « Vers la victoire du socialisme » en tient compte tant dans ses propositions sur le mouvement syndical que sur la construction du parti révolutionnaire et sur l'élaboration du programme. C'est pourquoi nous pensons qu'il constitue à l'heure actuelle la meilleure base de travail pour la discussion d'une stratégie révolutionnaire. ■

La question du pouvoir

Gérard Fèran (Hauts-de-Seine)

Gilbert Hercet (Paris)

Le Congrès de Lille doit élaborer une stratégie révolutionnaire. Il ne le fera pas en se limitant uniquement au développement des luttes anti-capitalistes. Il doit aussi entamer le débat sur l'objet de ces luttes, c'est-à-dire la société socialiste. Il est devenu en effet insuffisant de se limiter à une analyse des luttes actuelles en croyant que la notion de mouvement politique de masse est une réponse définitive à tous les problèmes. Au contraire, au-delà de ses ambiguïtés que le texte d'orientation de M. Rocard a déjà soulignées, cette notion laisse en blanc la réponse à une question centrale : celle du pouvoir.

Cette question est posée dès aujourd'hui à travers la radicalisation des luttes.

Une radicalisation qui s'exprime non seulement par l'élargissement des forces anti-capitalistes mais simultanément par des formes nouvelles d'action ainsi que par une extension des objectifs. En effet, si les travailleurs productifs continuent de mettre en cause les rapports sociaux économiques produits par le capitalisme, ils ne sont plus isolés dans leur combat. De plus en plus, des couches sociales en partie étrangères à l'appareil de production telles que les femmes et les jeunes, contestent le système au niveau dont elles subissent les pires conséquences, c'est-à-dire au niveau idéologique. C'est ainsi que

la remise en cause du modèle familial actuel, de l'école de l'ennui fermée à la culture populaire et de bien d'autres réalités encore, provoque l'apparition de révoltes de plus en plus dures de type « ralbol », l'Etat a ainsi besoin de l'ensemble de ses appareils idéologiques (famille, école en particulier) pour maintenir sa puissance d'asservissement. Ces révoltés qui remettent en cause l'organisation du travail — et non ses seules conséquences comme le contrôle ouvrier déjà commencé de le faire sur l'appareil de production — mettent donc à l'ordre du jour la question du pouvoir qui dépasse celle de l'Etat.

C'est pourquoi élaborer une stratégie révolutionnaire, c'est d'abord tenter de répondre à cette question. Celle-ci est posée à travers les luttes anti-capitalistes, mais aussi au niveau de la société socialiste à construire dans la mesure où les luttes actuelles prétendent au moins partiellement la préfigurer. Or une réflexion sérieuse sur ce point s'impose d'autant plus que les expériences historiques du socialisme auquel nous sommes confrontés ont comme principale faiblesse de ne pas l'avoir résolue. L'URSS bien sûr, mais aussi Cuba qui vient à son tour de s'engager dans la voie de la répression politique. Quant à la Chine, si l'on s'accorde à reconnaître la tentative réelle d'instaurer les bases d'une démocratie de masse on

Pour le développement des luttes et la victoire du socialisme

André Garnier (Loire)

Le retard historique relatif de l'industrialisation dans notre pays et la persistance de couches sociales traditionnelles nombreuses liées au capitalisme des petites unités de production ont longtemps freiné le développement du grand capital des oligopoles. Il semble cependant que la grande bourgeoisie ait entrepris, sous le régime gaulliste, de combler ce retard, notamment sous la contrainte du Marché commun et de l'âpre compétition économique internationale.

Cette évolution accentue le développement « en créneaux » de l'économie française et par suite, le clivage entre couches sociales en voie d'intégration dans le mouvement de progression du néo-capitalisme et celles qui sont menacées par ce mouvement. La prolétarianisation des petits commerçants ou des agriculteurs explique le néo-poujadisme du CID, les succès du MODEF dans la paysannerie. La classe ouvrière subit directement la

pression sociale et idéologique du néo-capitalisme, mais surtout elle fait les frais de cette deuxième accumulation primitive du capital : concentrations et réorganisation industrielle, migrations massives de main-d'œuvre, intensification du travail, génératrices de crises fractionnées et de luttes très dures mais partielles.

Dans ces conditions, le problème posé au mouvement ouvrier et socialiste est celui du débouché politique qui, seul, permettra de généraliser les luttes dures et l'affrontement sur le terrain du pouvoir.

Le mouvement réel des masses

Le PSU d'AVANT MAI avait admis (implicitement et parfois sans le dire) l'idée de l'intégration de la classe ouvrière à la société capitaliste ; par exemple : l'interprétation de la grande grève des

Mineurs de 63 comme une réaction de « désespérados » d'une vieille classe ouvrière condamnés par l'évolution technologique. L'idée de s'adresser, en priorité, aux couches nouvelles n'était peut-être au fond que la transposition, à la situation française du « schéma marcusien » selon lequel la base sociale de la révolution n'est plus la classe ouvrière.

La crise de Mai 68 comme ses prolongements ont fait éclater un certain nombre de ces schémas reposant sur des pré-suppositions « pessimistes » quant à l'avenir de la révolution socialiste.

Depuis deux ans, le PSU souligne à juste titre : d'une part une certaine « montée des luttes », et surtout une tendance à l'élargissement de la base de la contestation du système capitaliste.

Nous ne revenons pas sur la « montée des luttes », largement décrite par ailleurs.

En revanche, il faut insister encore sur le deuxième point. En effet, cette contestation ne se limite plus aujourd'hui à l'horizon étroit de l'entreprise, au champ de la production matérielle. L'emprise croissante du capitalisme sur l'ensemble des secteurs de la vie sociale (lié aux tentatives d'intégration sociale et idéologique) qui s'exprime en particulier sur le « cadre de vie » comme par le développement des conditionnements de masse de la vie quotidienne (loisirs, sexualité, culture) crée des contradictions nouvelles, notamment dans un certain nombre de couches jeunes et intellectuelles. Celles-ci, de par la nature de leur insertion sociale (sentiment d'exclusion) rejettent spontanément les modèles culturels de la classe dominante.

Il faut ajouter ici quelques remarques :

— Ces besoins nouveaux, liés à la version la plus contemporaine du capitalisme, étaient traditionnellement peu pris en charge par le mouvement ouvrier et socialiste. C'est pourquoi, tout en répondant à un « vide » qui ne peut aller qu'en s'approfondissant, ils achoppent souvent sur la possibilité de donner naissance à de réelles actions politiques de masse. Il y a ici un décalage entre les potentialités de luttes qui sont réelles (cf. Campagne transport) et leur concrétisation : ce décalage explique, selon nous, en grande partie pourquoi tant des luttes promises ne dépassent pas le stade propagandiste.

— Les particularités du capitalisme dans sa phase actuelle et notamment l'accélération de la révolution technologique, si elles permettent dans certains cas de consentir des augmentations de salaires (vite récupérées par l'inflation), supposent dans bien d'autres cas une aggravation des conditions de travail (cadences) ce qui aboutit à déplacer tendanciellement l'axe des revendications ouvrières et crée de nouveaux thèmes d'agitation et de combat.

Or les stratégies syndicales traditionnelles (avec des nuances) sont largement inadéquates à répondre à ces nouveaux besoins de la lutte ouvrière. Ceci peut créer une base objective, dans certains cas, à des actions extérieures au syndicat.

— Cependant, de par leur nature même, ces conflits éclatent à des rythmes très différents, ce qui les rend en fait, jusqu'à présent, incapables de converger, par eux-mêmes, sur une remise en cause du système dans son ensemble.

D'autre part, l'extension même de la lutte à de nouveaux secteurs pose, dans la mesure où elle élargit la base objective des luttes, de nouveaux problèmes au mouvement socialiste qu'il avait eu tendance à sous-estimer par le passé. En particulier, les couches jeunes et intellectuelles, bruyamment révélées par le mouvement de Mai 68, n'adoptent pas spontanément les mêmes formes d'expression et de langage que les autres couches sociales. Critiquant le système sous l'angle exclusif du « mode de vie » et de la culture, elles ont tendance à « oublier » la nécessité, pour réaliser la société de type nouveau, de s'emparer d'abord du pouvoir économique et des principaux centres de décisions. Inversement, les travailleurs insérés dans le processus productif ont tendance à négliger

davantage l'aliénation subie au niveau de la vie quotidienne. En ce sens, l'unification du mouvement socialiste est à faire.

II. Le processus révolutionnaire

Malgré la permanence des déclarations officielles des organisations « révolutionnaires » sur la montée des luttes, il est évident que celles-ci n'atteignent ni quant à leur ampleur, ni quant à leur orientation, le niveau maintes fois annoncé.

Les possibilités d'intervention des masses auraient-elles été surestimées ? Non ne le pensons pas. En vérité, un certain nombre d'erreurs freinent le développement et l'orientation anti-capitaliste des luttes.

En particulier, la crise des partis communistes provoque le développement, sous diverses formes, d'un courant « néo-léniniste » qui se fait passer pour le courant révolutionnaire lui-même. C'est de cette manière, que beaucoup de militants croient rejoindre l'authentique tradition révolutionnaire par delà cinquante ans d'histoire marqués, entre autres, par le progrès technologique et ses conséquences et par l'évolution de la société soviétique et les leçons que l'on doit en tirer.

Dans la réalité, le niveau de développement des forces productives exige du mouvement marxiste qu'il soit capable de définir une stratégie de développement du « processus révolutionnaire » qui soit l'expression du mouvement réel des masses et non le placage sur les faits isolés, même s'ils sont significatifs, de schémas abstraits pré-établis.

Le problème posé est finalement celui de la mutation révolutionnaire du mouvement réel des masses caractérisé par une multiplicité d'actions à objectifs partiels. Cette mutation doit intervenir essentiellement au niveau des objectifs poursuivis, le problème des moyens étant dépendant de ceux-ci comme de l'expérience des luttes.

Dans la situation actuelle, le développement des forces productives comme la modification des formes de pensée à partir des progrès de la science et de la technique, créent les conditions d'une transformation des luttes populaires sur un triple plan : la perception par les masses des formes de l'oppression, l'élaboration des objectifs, la détermination des moyens d'action.

De ce fait, toutes les organisations du mouvement populaire et socialiste, qu'elles soient politiques ou syndicales, sont secouées par une crise profonde.

Notre Parti subit aussi les contre-coups de cette conjoncture historique. Mais, dans la mesure même où il se définit comme un dépassement de toutes les traditions socialistes existantes (staliniennes — social-démocrate — trostkyste...) la tentation est grande pour lui de s'enliser dans une stratégie de la « table rase » qui correspond bien à la forme de pensée des éléments petits bourgeois nombreux en son sein. Celle-ci consiste à majorer les possibilités de bouleversement rapide et complet au niveau de la super-structure politique et à concevoir des schémas abstraits et illusoire impliquant, par exemple, que l'influence du PCF dans la classe ouvrière a très largement diminué. On peut, dès lors, en manipulant quelques concepts au singulier, comme « le » parti révolutionnaire qui pourrait nous faire revivre l'ambiance de 1917 s'il n'y avait pas ces faits têtus, dont parlait déjà Lénine, qui nous rappellent que la réalité de 1917 est forte différente.

En vérité, nous nous trouvons aujourd'hui devant la nécessité de mener à bien trois tâches historiques dialectiquement liées entre elles :

— 1°. Le mouvement réel des masses doit donner la priorité au développement et à la coordination des luttes. Ceci implique que le mouvement syndical accentue la politisation des luttes ; c'est pourquoi le rôle d'un parti révolutionnaire sera de pousser les syndicalistes à ne pas se limiter à des tâches corporatives, mais bien plus, à orienter les luttes dans un sens anti-capitaliste.

— 2°. S'il veut élargir notablement sa base militante, le PSU doit amener à un

engagement politique effectif tous les militants ouvriers qui ont une grande expérience des luttes et une certaine conscience politique. La conjoncture est à cet égard favorable puisque la sclérose du PCF et la dégénérescence de la social-démocratie ont provoqué une importante prise de conscience politique à l'intérieur du syndicalisme et notamment à la CFDT.

— 3°. La montée des luttes populaires est actuellement freinée par le sentiment très répandu, dans les masses, qu'il n'existe pas de coalition anti-capitaliste capable de triompher.

Les travailleurs, après toute une série de désillusions, n'ont aucun goût pour les batailles perdues même si celles-ci permettent d'enrichir l'acquis théorique du mouvement socialiste.

L'extrême dispersion actuelle des forces socialistes (ou qui se déclarent « socialistes ») prépare à la base un formidable désir d'unité. Ne pas en tenir compte serait tourner le dos aux aspirations les plus profondes de la classe ouvrière même si celles-ci sont souvent dévoyées par les tenants du réformisme.

Le vrai problème est celui du développement du COURANT SOCIALISTE et des rapports entre celui-ci et les autres cou-

rants, notamment avec le courant représenté par le PCF et les organisations qu'il contrôle.

LE COURANT SOCIALISTE appelé à rassembler le PSU et de nombreux travailleurs d'autres organisations notamment syndicales ne peut se développer qu'à deux conditions :

a) — qu'il se définisse clairement sur la base d'un Projet Socialiste, dans le sens d'un Socialisme d'Autogestion et d'une stratégie de développement du mouvement des masses à partir des actions concrètement engagées ;

b) — qu'il entretienne, dans une perspective de rassemblement anti-capitaliste, des rapports à la fois unitaires et contradictoires avec les autres courants et notamment le courant PCF.

C'est dans cette perspective qu'il est possible d'entraîner sur nos positions, les travailleurs qui sont actuellement figés dans l'expectative devant les divisions du mouvement ouvrier, le néo-réformisme des courants puissants et la faiblesse des courants qui leur proposent une perspective révolutionnaire sans jamais poser d'une manière réaliste le problème du rapport de forces face à l'ennemi commun. ■

Défendre et prolonger les acquis du Parti

A. Behar — F. Dalbert — C. Dubois — H. Leclerc — J. Malterre — G. Massiah — J. Petit — J.-M. Vincent

Les signataires de cette tribune libre ont participé depuis des années, depuis le V^e Congrès pour la plupart d'entre eux, à la direction du Parti. Comme les autres membres de la direction sortante, ils assumaient la responsabilité des décisions prises pour l'application concrète des orientations décidées par les Congrès et les Conseils nationaux. Ils ont pensé au cours des derniers mois, qu'au terme d'une évolution rapide, le PSU devait préciser ses choix stratégiques et remanier ses structures. Le Parti avait donc besoin que s'instaure un débat aussi large que possible, sans souci de ménager des situations personnelles.

Ce débat a été ouvert en fait dès les premières assemblées ouvrières et paysannes avant le Conseil National d'Orsay. Malgré ses déficiences, la discussion a déjà permis une large confrontation des expériences concrètes et maintenant, chacun dans le Parti doit en tirer les conséquences. La publication, par le TS spécial 499 de six textes d'orientation dont certains se recoupent sur des points importants, montre que le Parti prend ce débat au sérieux. C'est déjà un acquis du Congrès de Lille. A comparer les réponses que les uns et les autres ont apportées, on mesure le chemin parcouru depuis Dijon. Si nous croyons qu'il a été bon de n'avoir pas entravé cette recherche par des prises de position précoces, risquant de figer le débat, nous pensons cependant qu'il est normal que des dirigeants donnent maintenant leur position.

Préciser ces choix d'orientation, c'est ce qu'ont fait des membres de la direction dans deux textes et notamment Michel Rocard dans le texte « Vers la victoire socialiste ». Puisque nous avons fait partie de la même direction qu'eux, il est normal que nous disions aux camarades pourquoi nous n'avons pas signé ce dernier texte, pas plus que nous n'avons approuvé toutes les analyses faites par notre secrétaire national dans son rapport à la DPN de février 1971, car nous préférons la discussion sur le fond à la polémique. Nous devons dire en même temps quelle est notre conception de la direction du Parti puisque le texte dont Arthuys est le premier signataire, se présente comme la seule base sérieuse pour la constitution de la direction du Parti.

Le texte affirme d'abord que la situation de l'Europe occidentale et de la France n'est pas révolutionnaire, ce qui n'est pas faux, mais il en déduit que le PSU doit se préparer « à une maturation de la crise qui peut être longue » et il définit alors une pratique, que pour notre part, nous jugeons attentiste et dépourvue de volonté offensive, en ne tenant pas compte de l'importance et de la nature des combats ouvriers et paysans les plus récents. Ensuite, il s'essaie à définir la « classe révolutionnaire » sans préciser à aucun moment le rôle central que joue le prolétariat industriel. Il n'est pas surprenant, alors, qu'il dénonce les ambiguïtés possibles dans l'interprétation du mouvement politique de masse, sans se préoccuper de l'essentiel, à savoir la progression et la jonction en une force unique des différents mouvements de masse qui se dessinent aujourd'hui. Ceci l'amène en définitive à une sous-estimation des divers instruments de renouvellement du mouvement ouvrier (rôle des assemblées de base, etc...).

Mais, le texte nous semble particulièrement critiquable lorsqu'il aborde le problème du PCF. Il prétend que le PCF n'a pas de stratégie réformiste, mais une stratégie frontiste. C'est introduire une confusion là où les choses devraient pourtant être claires, après le Conseil National d'Orsay qui avait montré que l'intégration du PCF au régime bourgeois devenait irréversible. Le PCF a une tactique frontiste avec la social-démocratie et l'aile gauche de la bourgeoisie parce qu'il a une stratégie réformiste. Aujourd'hui, il ne peut plus envisager de prendre le pouvoir comme dans les démocraties populaires après la Seconde Guerre mondiale grâce au poids diplomatique et à la force militaire de l'Union Soviétique. Sa seule perspective est de rechercher la participation au pouvoir avec d'autres forces sur sa droite. C'est le résultat que Marchais attend pour les élections de 1973. C'est pourquoi il est parfaitement inexact de dire que le PCF à travers sa politique anti-monopoliste pourrait remettre en cause la propriété privée des moyens de production ; quelques nationalisations supplémentaires ne peuvent avoir cette signification. Nous savons que la pratique du PCF ne se réduit pas à celle du réformisme classique (voir à ce sujet le n° 4

de « Critique Socialiste ») mais, nous disons clairement que son orientation doit être battue et son appareil mis en échec si l'on veut avancer vers le socialisme. Après l'offensive Marchais contre le courant révolutionnaire (depuis le 3 mai) la question est moins académique que jamais. Toute tactique de front unique mise en pratique par notre parti doit être subordonnée à cet objectif décisif.

Dans les longs développements consacrés au mouvement syndical, on cherche en vain des réponses précises sur la façon de mettre fin aux oscillations qui ont marqué la pratique du Parti dans les entreprises (tendances au syndicalisme pur ou à la désertion du front syndical). Signalons aussi qu'il n'y a pas de position claire sur le problème de la prise de pouvoir (la condamnation de l'insurrection armée n'est pas une politique) et que nous avons droit à des considérations étonnantes sur les forces nouvelles (sic) que représentent les GAM. En parallèle, nous avons une phrase tout aussi surprenante sur le gauchisme qui « risque de provoquer un durcissement autoritaire du régime ». Sous une phraséologie révolutionnaire, se cachent mal un esprit timoré qui accumule les précautions et la volonté de ne pas se lier le mains. En réalité, c'est une remise en question d'acquis du Parti sur cinq points fondamentaux. (Classe ouvrière, prise du pouvoir, PCF, syndicats, phénomène « gauchiste ») que l'on peut discerner à travers l'analyse que nous venons de faire et la demande d'un bureau homogène sur cette base ne peut apparaître que comme une demande de blanc-seing.

Nous pensons en revanche que le moment est venu de fixer plus concrètement les tâches des militants au stade actuel du processus révolutionnaire. A cet égard, nous considérons que la définition des objectifs politiques pour la période actuelle et les thèmes d'orientations pour la victoire de la ligne de masse qui sont proposés par le texte Nord-Rhône « Un seul ennemi, une seule lutte » apportent une contribution très importante au débat et devraient servir, après d'éventuels amendements, d'axe pour l'action du PSU. C'est pourquoi, sans pour autant minimiser les apports d'autres textes, ce texte nous semble la meilleure base de travail.

Il indique donc à notre sens la bonne direction. Mais, il comporte aussi un certain nombre d'insuffisances que les amendements des sections et fédérations devraient pouvoir combler. Il aborde de façon correcte, mais trop succincte le problème de l'unité des révolutionnaires. Il faudrait préciser que le Parti doit prendre des initiatives qui auront pour but de modifier les comportements de la majeure partie de la nouvelle extrême-gauche, de la lier aux différents fronts de lutte, de faciliter les mutations nécessaires pour lui faire éviter les écueils du sectarisme et du triomphalisme (tout pour l'organisation, les masses n'ont plus qu'à appuyer) ou à l'opposé du spontanéisme et du populisme (l'action révolutionnaire surgit d'elle-même, sans pratique révolutionnaire) et cela dans l'esprit de la résolution de la DPN du mois de mai (voir le 1^{er} TS spécial sur le Congrès).

Nous pensons également que quelques précisions sont nécessaires quant au mouvement politique de masse en tant que réponse unifiante face à l'adversaire capitaliste. Le mouvement politique de masse ne peut être confondu avec le mouvement spontané des masses, il n'implique aucune dilution ou disparition des organisations du mouvement ouvrier, mais au contraire une collaboration étroite, des échanges approfondis entre partis, syndicats et organismes du type conseil, entraînés ensemble dans un processus de compénétration de plus en plus profonde avec les masses. Il est un objectif et non une donnée permanente, et ne peut naître que d'une progression de la conscience politique et de l'auto-organisation.

Dans cette perspective, notre Parti doit être effectivement un Parti ouvert, c'est-à-dire, un Parti susceptible d'apprendre, de rectifier son orientation sous le coup de l'expérience, mais cela n'exclut nullement la rigueur organisationnelle nécessaire pour aboutir à cette centralisation politique croissante des combats internes et externes à l'entreprise, qui est elle-

même indispensable à la maturation d'une crise sociale révolutionnaire.

La prise en considération de ce texte nous conduit-elle à le considérer comme la base d'accord pour la formation d'une direction homogène qui désormais fixerait au Parti sa ligne de conduite jusqu'au prochain Congrès ?

Ceci serait en contradiction avec nos conceptions et ici également nous partageons les vues de ce texte « Un seul ennemi, une seule lutte », « si nous sommes d'accord pour ne pas faire du Parti une avant-garde auto-proclamée, omnisciente par rapport aux masses, n'ayons pas l'outrecuidance de mettre en place une direction elle-même avant-garde omnisciente par rapport au Parti ».

Certains camarades mettent en avant le mythe d'un Bureau National homogène ; c'est à juste titre que le texte que nous défendons s'oppose à cette conception au nom de l'efficacité, de la cohésion du Parti, de la cohérence de notre système d'organisation avec le projet politique dont nous nous prétendons porteurs.

Nous savons que les militants du Parti reprochent à la direction sortante de ne pas avoir fait face à toutes les tâches ou ; de les avoir remplies en ordre dispersé. Ils se plaignent de ce que le Parti n'offre pas la même image dans chaque département ou ne retienne pas des solutions identiques à propos de chaque lutte sur les différents secteurs. Pensent-ils sérieusement que cela est dû au manque d'homogénéité de la direction ? La vérité, c'est que le Parti est lui-même non homogène et ce n'est pas à coups d'ukases de la direction que l'on poursuivra le vaste travail de transformation commencé il y a maintenant quatre ans.

Le problème est de savoir si pour affronter la période à venir, il faut une équipe soi-disant homogène (celle que présente M. Rocard l'est-elle vraiment ?) ou une direction reposant sur une base politique élargie. Nous avons vérifié que les débats que n'organisent pas la DPN se développent hors d'elle et que les initiatives que ne prend plus le BN surchargé se développent indépendamment de lui, ce que chacun peut déplorer mais que nul n'a le droit de reprocher aux militants actifs.

Vouloir imposer au Parti une direction nationale homogène il faut le dire, ce n'est pas renforcer l'efficacité du Parti, c'est au contraire l'appauvrir. L'unité du Parti ne peut s'affirmer que dans la confrontation des opinions, la discussion constante, le réajustement permanent de la tactique et de la théorie en fonction du rapport dialectique qui doit les unir. En tout état de cause, le débat aura lieu ; il s'agit seulement de savoir s'il se poursuivra dans les organes réguliers du Parti et d'abord à sa direction ou à l'extérieur des structures régulières avec toutes les tentations centrifuges qu'une telle situation entraîne pour les minorités, comme avec toutes les tentations bureaucratiques qu'une telle situation entraîne pour la majorité. Nous pensons que la direction qui sortira du Congrès doit comporter au niveau du bureau national :

— une majorité de camarades ayant défendu l'orientation majoritaire ;

— des camarades connus pour le rôle qu'ils jouent dans les luttes ouvrières, universitaires, paysannes, même s'ils n'ont pas jugé possible, compte tenu de leurs « responsabilités » de signer tel ou tel texte ;

— des camarades représentatifs des différents courants existant à la DPN, sans la moindre exclusive, à la condition, bien sûr, qu'ils acceptent les orientations majoritairement décidées par le Congrès, mais sans que cela implique pour eux la renonciation à la poursuite du débat politique dans le cadre et dans les formes prévues par le Congrès lui-même (revues du Parti, bulletin intérieur, conseils et congrès nationaux).

Ces propositions — que nous nous engageons à respecter nous-même, si le texte que nous soutenons rallie la majorité des délégués — sont susceptibles croyons nous de faire progresser la recherche du Parti et d'écartier les tendances au fractionnement ce qui est la double exigence pour le progrès de tout le Parti. ■

Luttes ouvrières et tâches des révolutionnaires

Odette Poncet (Chèques postaux)

Robert Rival (S.N.C.F. Gare de Lyon)

Trois ans après le mouvement populaire de Mai 1968, où en sommes-nous : pour les travailleurs et pour le PSU l'année 1968 a-t-elle été une parenthèse qu'il faut à présent fermer ou au contraire le début d'une nouvelle période dans la lutte des classes ?

Les luttes ouvrières qui se sont déroulées au cours de la dernière période nous semblent répondre à cette question et poser en termes nouveaux les responsabilités du PSU.

Ces luttes témoignent d'une forte combativité. Mais il y a plus important. Il ne s'agit pas là d'une poussée de fièvre temporaire : Depuis 1968 nous sommes entrés dans une période caractérisée par une montée de la lutte des classes.

1° — Cette combativité n'est pas limitée à quelques secteurs industriels de pointe ; elle apparaît aussi dans des secteurs économiquement retardataires (houillères) ou périphériques par rapport aux grands centres industriels (Fougères, Ferodo...), ainsi que dans des secteurs nouveaux (Grands Magasins par exemple). Cette combativité nouvelle s'étend peu à peu à l'ensemble du prolétariat et au-delà tend à gagner d'autres couches sociales (lycéens, vignerons, petits commerçants...)

2° — Le type de revendications qui est le plus souvent mis en avant : les conditions de travail (cadences en particulier), les effectifs, les augmentations non-hiérarchisées, la remise en cause des grilles de salaires... Ces revendications sont significatives dans la mesure où elles tendent objectivement à mettre en question le système et ne se contentent pas seulement de réclamer des contre-parties financières à la situation faite aux travailleurs.

3° — Les formes nouvelles de luttes (assemblées du personnel, regroupant syndiqués et non syndiqués, décidant des mots d'ordre et de la conduite des luttes, prises de contrôle plaçant le patronat devant le fait accompli, grèves partielles bloquant l'ensemble de la production, refus des négociations de type parlementaire et du légalisme strict) ne sont pas des phénomènes isolés mais à des degrés divers elles se multiplient souvent de façon relativement spontanées dans de nombreuses entreprises.

Cela se manifeste y compris dans un milieu comme les chèques-postaux qui n'a pas de traditions de luttes, où l'organisation des employés est très faible et où règne « l'esprit maison ». Il n'empêche qu'on a pu assister à des prises de contrôle sur les cadences (Clermont chèques), sur les pauses (Paris-chèques). Même si de telles actions ne peuvent aller très loin en l'absence d'une force pleinement capable de les expliquer et de les étendre, elles représentent un apprentissage.

Ces contradictions ne doivent pas conduire à une description volontariste de la situation : cette montée des luttes qui est loin d'être généralisée ne conduit pas automatiquement le prolétariat vers l'affrontement global avec la bourgeoisie. Ces luttes apparaissent comme une riposte, souvent spontanée et encore dispersée, aux tentatives de réorganisation du capitalisme et à l'aggravation de l'exploitation ouvrière. Mais en même temps elles traduisent une politisation en profondeur : les masses ont assimilé un certain nombre de leçons de Mai 1968, ce qui les amène, encore que de façon non explicite, à organiser cette riposte selon des formes de luttes et des objectifs en rupture avec la stratégie réformiste du PC et de la CGT.

Nous sommes donc confrontés à des possibilités réelles de mener des actions ayant une dynamique révolutionnaire et capables de recevoir l'adhésion de nombreux travailleurs. Mais si les possibilités objectives existent, la force révolutionnaire organisée qui serait à même de les exploiter pleinement, n'existe pas encore.

C'est ce qui explique que si de plus en plus souvent les travailleurs mènent des luttes qui sont nettement anti-capitalistes et en rupture avec la stratégie réformiste du PCF et des centrales syndicales, la voie révolutionnaire ne représente pas encore une alternative réelle aux yeux de la grande masse des travailleurs pour qui le PCF reste « la partie de la classe ouvrière ».

Le rôle du PSU

L'expérience récente des groupes d'entreprises confirme que c'est bien sur les militants politiques d'entreprises que repose l'essentiel dans les luttes auxquelles ils participent sur les lieux de travail. Ils sont en mesure d'impulser une pratique syndicale et des formes de luttes différentes de ce que sont les stratégies officielles des syndicats et d'opposer au réformisme du PC d'autres propositions posant concrètement aux travailleurs le choix entre réformes et révolution. Ils peuvent enfin tenter de regrouper autour d'eux les travailleurs les plus actifs dans les luttes. C'est sur eux que repose la possibilité d'amener les travailleurs à prendre conscience qu'une autre stratégie et d'autres formes de luttes sont non seulement possibles mais nécessaires, si l'on veut donner une issue victorieuse à la lutte de classes.

Mais cela ne saurait suffire. Le développement même des luttes montre que le temps où l'on pouvait se contenter de laisser les militants se battre seuls dans leur entreprise et exalter les luttes en cours est révolu. Ces militants laissés à eux-mêmes sont très rapidement isolés — sinon récupérés : il est nécessaire que pour eux-mêmes et les camarades qui les entourent l'appartenance à une organisation se traduise par autre chose qu'un soutien sentimental. Quel rôle doit jouer l'organisation ? Quelles analyses et quels mots d'ordre mettre en avant ? Ce sont là des questions qui se posent chaque jour avec de plus en plus d'urgence.

En effet la pratique effective des militants sur leur entreprise impose au Parti de faire un certain nombre de choix décisifs : il n'est plus possible de demander à ces camarades d'intensifier et de durcir les luttes en maintenant au niveau de l'ensemble du Parti l'ambiguïté et l'immobilisme. La question est aujourd'hui posée, du fait même des luttes qui se déroulent, de savoir si le Parti sera collectivement en mesure d'appuyer politiquement les militants d'entreprise, de proposer un débouché à leur action, en un mot d'articuler les diverses luttes en une stratégie d'ensemble cohérente.

Cela exige que le prochain Congrès soit l'occasion des clarifications indispensables. D'abord sur ce que le PSU veut être : il ne suffit pas en effet d'être partie prenante aux diverses initiatives prises par l'extrême gauche, si cette politique ne tend qu'à faire du Parti le centre géométrique entre les groupes révolutionnaires, le PC et la Social-Démocratie. Il nous faut affirmer que le PSU est partie intégrante du mouvement révolutionnaire et qu'il a des responsabilités propres dans la nécessaire structuration de ce mouvement.

Car c'est en fonction de cette situation que nous devons définir notre position sur les trois problèmes décisifs que sont la question syndicale, les rapports avec le PCF et la construction du Parti Révolutionnaire. Le texte chèques-postaux sur la question syndicale (1) qui insiste sur la nécessité de l'intervention des militants révolutionnaires dans les syndicats afin d'y implanter une pratique qui rompe avec

(1) Cf. texte majoritaire AOP-Paris sur la question syndicale, T.S. spécial, pages 11-12, notamment « la tâche des révolutionnaires dans les syndicats ».

le réformisme et d'y lutter contre les tentatives à l'intégration, nous apparaît être un élément de la réponse à ces questions de même que le texte gare de Lyon (2) sur l'importance d'une **avant-garde organisée** capable d'intervenir dans les luttes. Le problème est maintenant de déterminer une **orientation politique globale sur l'ensemble de ces points**. Mais ce n'est que dans la perspective de la construction du Parti Révolutionnaire que nous pouvons trouver les militants aussi bien par rapport à leur action dans les syndicats que dans leur opposition avec le PCF.

En effet, si nous ne parvenons pas à organiser une force révolutionnaire en mesure de s'opposer au PCF, il est clair que sur les entreprises nous ne pouvons pas exploiter pleinement les potentialités actuelles et que nous n'aurons pas répondu aux responsabilités qui sont les nôtres : arracher les travailleurs à l'emprise du réformisme en leur permettant de se reconnaître dans ce Parti Révolutionnaire qu'il nous faut construire. De ce point de vue la manière dont le texte Beneteau-Morand aborde l'ensemble de ces problèmes nous semble correcte.

Les actions menées par le PSU avec certains groupes révolutionnaires ont rencontré un échec important dans les entreprises et ne sont pas étrangères à cette politisation dont on constate aujourd'hui les effets. Que ce soit les campagnes

menées contre la répression, sur les transports, les manifestations Burgos, la campagne des élections municipales à Paris, la manifestation du 1^{er} Mai... à chaque fois le courant révolutionnaire est apparu aux yeux des travailleurs comme une force réelle. Ce fait n'est pas étranger aux attaques multipliées du PCF : sa dénonciation du « gauchisme » va de pair dans les entreprises avec des tentatives de récupérer ou de démorraliser les travailleurs qui se reconnaissent dans le mouvement révolutionnaire.

Ces faits ne font que renforcer l'urgence de dépasser la situation présente. Cela veut dire que le PSU doit clarifier ses **propres orientations et devenir un pôle d'initiatives permettant de développer des luttes qui s'attaquent à tous les aspects de la logique capitaliste et permettant la clarification et l'unification du mouvement révolutionnaire**.

Seul un tel processus peut permettre aux éléments radicalisés qui se dégagent des luttes dans les différentes entreprises et sur différents secteurs, et qui comprennent la nécessité de trouver un débouché politique à ces luttes, de rompre définitivement avec le réformisme et de travailler à la construction du Parti Révolutionnaire. ■

(2) Cf. texte « Rôle et nature du parti révolutionnaire ». T.S. spécial, page 18.

Une seule bataille

G. Peurière — A. Salmon — E. Terray

Six textes sont actuellement proposés aux débats du Parti, mais il est clair que quatre orientations principales subsistent jusqu'à la fin du Congrès (comme l'indiquent déjà les regroupements envisagés dans les débats fédéraux) : celle des textes Craipeau-Simon et Beneteau-Morand, celle des textes Pietri-Gontcharoff et Rocard-Chapuis, celle du texte Rhône-Nord et celle du texte Boedard-Frévaque.

Les textes Craipeau-Simon et Beneteau-Morand nous laissent perplexes : quel est leur rôle exact dans la bataille politique qui s'engage à ce Congrès ? Sur de nombreuses questions les réponses qu'ils apportent sont ambiguës sinon inacceptables : quelle politique préconisent-ils à l'égard du PCF ? Oui ou non, la tactique dite de « front unique » a-t-elle été dénoncée dans la pratique par le PSU (municipales, répression, 1^{er} Mai). S'agira-t-il encore, si le PCF nous en laisse la possibilité d'aller parasiter ses manifestations, ou bien est-ce une politique consciente et délibérée d'affirmer à chaque occasion l'autonomie du courant révolutionnaire ?

Est-ce vraiment la « direction stalinienne de la CGT » qui nous a « amené » à organiser des manifestations autonomes ?

On comprend mal que Beneteau et Morand reprennent à leur compte les critiques de la Ligue communiste sur « l'arbitrage bureaucratique du PSU au prix des pires surenchères démagogiques face aux spontanés » tout en se réclamant du succès de la manifestation du 1^{er} Mai à Paris, lorsqu'on se rappelle le parasitage de la Ligue lors de la démonstration du Parti communiste.

A propos des **syndicats**, si le véritable débat est de savoir qu'y faire, à partir de l'axe stratégique qu'est l'affirmation politique autonome de la classe ouvrière, cela signifie que l'on subordonne le type d'intervention des militants à la situation concrète de telle ou telle entreprise, aux forces politiques qui y sont en présence, à la forme de production, aux traditions de lutte ; cela signifie que la présence et a fortiori l'intervention prioritaire dans les syndicats n'est pas partout et toujours nécessaire, et il faut le dire. Sinon cela signifie qu'il s'agit là d'une question de principe sur laquelle on ne peut transiger, et on s'étonne de ne pas trouver la conclusion logique d'une telle analyse sous la forme d'une coordination des militants là où ils doivent intervenir prioritairement, autrement dit : la fraction syndicale.

Avec les camarades signataires du **texte Rhône-Nord**, nous avons également un certain nombre de divergences. Ces divergences partent sur des points que leur texte, est loin d'éclaircir : sur la **question syndicale**, on ne peut faire l'économie d'une analyse de fond plus sérieuse que celle qui nous est proposée, qui se résume en trois lignes : le syndicat n'est pas historiquement dépassé, il est indispensable à la défense des travailleurs. Certes l'existence de bases objectives parmi lesquelles la défense minimum du pouvoir d'achat des travailleurs fait que les syndicats ne disparaîtront pas avant la prise du pouvoir. Mais quelle est la tendance générale actuelle de l'institution syndicale ? Comment regrouper les travailleurs les plus combattifs et les plus conscients pour qu'ils prennent l'initiative des luttes en faisant des propositions à l'assemblée des travailleurs ?

En ce qui concerne la **prise du pouvoir** les camarades écrivent : « Le passage au socialisme (sera) le fait du développement et de la généralisation d'organes de base, de conseils arrachant à la bourgeoisie ses instruments de pouvoir. » Si c'était aussi simple, ça se saurait !

De même à propos du PCF oui ou non, celui-ci connaît-il une « évolution stratégique irréversible » : S'agit-il d'un oubli, ou reviendrait-on sur les acquis du Conseil d'Orsay ?

On pourrait trouver bien d'autres points à propos desquels les camarades signataires du texte Rhône-Nord refusent de mettre les points sur les i, de pousser jusqu'au bout leurs analyses, de tirer les conclusions de la pratique du parti et de la leur.

Nous avons donc avec les camarades qui soutiennent le texte Rhône-Nord des divergences importantes ; il n'est pas question de les passer sous silence et nous voulons continuer à en débattre avec eux. Mais le véritable enjeu du congrès, ce n'est pas de savoir si c'est notre solution ou la leur qui l'emportera, c'est tout simplement de savoir si nous pourrions poursuivre la discussion, ou si ces questions deviendront pour le Parti des questions secondaire, abandonnées aux rêveurs et aux intellectuels ; c'est plus généralement de savoir si la transformation du Parti sera menée à son terme, ou si nous en reviendrons à nos chères vieilles ornières d'autrefois.

Car tel est bien le problème qui se pose avec le **texte Rocard-Chapuis**. Avant d'analyser ce texte, il faut s'interroger sur les raisons de sa publication. Pour nous

elles sont claires : avec la stratégie du contrôle ouvrier, avec la place prise dans le Parti par la Commission Entreprises, avec les Assemblées ouvrières et paysannes, avec par ailleurs la consolidation du mouvement révolutionnaire comme force politique, dans la classe ouvrière comme dans la paysannerie, sur le plan des grèves comme sur celui des manifestations (Burgos, 1^{er} Mai) et même dans le domaine électoral (élections municipales à Paris et dans les banlieues ouvrières des grandes villes, Lyon et Nantes), **l'évolution du PSU arrive au point de non-retour**, le Parti est en passe de s'intégrer définitivement au camp révolutionnaire. Et c'est précisément pourquoi s'organise aujourd'hui une opération politique — le texte Rocard-Chapuis — qui vise, au-delà de la lettre des formules, à **casser l'évolution du Parti** avant qu'il ne soit... trop tard, et à remettre en cause l'ensemble des ses acquis depuis deux ans. **La transformation du Parti a été tolérée tant qu'elle ne mettait encore en cause rien d'essentiel ; mais elle approche maintenant du seuil au-delà duquel elle deviendra irréversible** : rien d'étonnant dès lors à ce qu'elle provoque une levée de boucliers de la part de tous ceux qui ne veulent pas d'une rupture franche avec la gauche respectueuse et le réformisme.

Procès d'intention, dira-t-on. Prenons donc le texte : malgré son habileté, il laisse à plusieurs reprises passer le bout de l'oreille. Qu'on en juge :

— Analysant les bases sociales du mouvement révolutionnaire (21) Rocard et Chapuis reprennent la vieille chanson sur la **diversification et l'élargissement du prolétariat**, et n'ont pas un mot pour affirmer le rôle dirigeant de la classe ouvrière : nous sommes en retrait sur Dijon ;

— Insistant sur l'importance des **couches nouvelles**, ingénieurs, agents de maîtrise, cadres — car c'est bien elles que désignent les périphrases alambiquées de l'alinéa 22 — Rocard et Chapuis expliquent l'ambiguïté de l'attitude politique de ces couches par leur écartèlement entre diverses idéologies : pas un mot sur le fait que beaucoup d'entre elles jouent un rôle actif dans l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière, en tant qu'agents d'exécution du capital.

C'est qu'en fait ces couches donnent naissance à « des forces politiques nouvelles » (321) — traduisons : les GAM, Objectif 72, Technique et démocratie, etc. — qui, pour Rocard et Chapuis, constituent visiblement des partenaires importants, dont le **réformisme « potentiel »** (sic) doit être traité avec ménagements.

— En ce qui concerne la **question syndicale**, Rocard et Chapuis nous mettent en garde contre la perspective du débordement du mouvement syndical : « L'affaiblissement de la structure syndicale offrirait des chances inespérées au patronat. » (324) On aimerait savoir comment cette analyse s'applique au cas de la grève de **Renault** ? La seule action qui nous soit proposée (331), c'est d'intervenir à l'intérieur des syndicats « pour que le mouvement syndical s'oriente de façon conséquente dans une perspective révolutionnaire. » On aimerait connaître là dessus l'avis des camarades qui ont été exclus de la CGT précisément pour y avoir défendu cette perspective.

— Rocard et Chapuis se proposent de rechercher avec le **PC « des accords tactiques sur des questions précises »** (332) ; les élections municipales et législatives font-elles partie de ces « questions précises » ?

— Il faut « faire comprendre notre ligne révolutionnaire dans **notre pratique des institutions légales** plutôt qu'à travers notre volonté de désertir ce terrain de lutte » (334) ; avis aux étudiants, aux lycéens et aux enseignants : va-t-il falloir aussi entrer dans les conseils d'UER et d'Université comme dans les conseils d'administration des lycées ?

— Pour la prise du pouvoir, « l'hypothèse la plus plausible », c'est une **grève générale suivie d'élections victorieuses** (343) : juin 36(à l'envers et en mieux. Quant à l'éventualité d'une tentative de contre-révolution armée de la bourgeoisie, comme en Espagne ou en Grèce, elle n'est même pas mentionnée.

— Dans la société socialiste on refusera

une **division « absolue » entre le travail manuel et le travail intellectuel** (42) mais on se contentera sans doute d'une division relative ?

— Enfin, pour les structures du Parti, Rocard et Chapuis souhaitent maintenir une distinction rigoureuse entre les groupes qui agissent et les sections qui délibèrent (52) : autrement dit la **séparation entre la pratique et la théorie** sera élevée à la hauteur d'une institution. Quant aux secteurs Entreprises et Paysans, le silence observé par Rocard et par Chapuis quant à l'autonomie et aux responsabilités qui leurs seront attribuées nous paraît lourd de menaces, et pourrait bien présager une « reprise en mains ».

— **Dès lors, parlons clair** : le problème du Congrès, c'est de savoir si, après Lille, la Commission Nationale Entreprises conservera son autonomie, ou si elle deviendra un simple organisme consultatif, privé de tout moyen réel d'expression et d'action.

C'est de savoir si nous continuerons d'agir dans l'axe du contrôle ouvrier, ou si, comme l'ont demandé plusieurs camarades des Yvelines à l'assemblée fédérale du 2 juin, nous rendrons une **priorité absolue au travail à l'intérieur des syndicats** ; c'est de savoir si le Parti sera réorganisé sur la base des secteurs de lutte, privilégiant ainsi les militants effectivement engagés dans la bataille sociale, ou si nous conservons la structure social-démocrate actuelle et le rôle décisif qu'elle confère aux sections locales.

Ces questions peuvent être posées autrement : après Lille,

— **pourrions-nous** encore utiliser les principaux termes du langage marxiste — lutte de classe, dictature du prolétariat etc. — sans nous voir aussitôt reprocher de parler latin... ou chinois ?

— **pourrions-nous** encore poser la question de la violence lors de la prise du pouvoir sans être regardé comme de dangereux excités ?

— **pourrions-nous** encore évoquer la suppression de la hiérarchie et de la séparation du travail manuel et du travail intellectuel dans la société socialiste, sans passer pour d'aimables utopistes ?

— **pourrions-nous** émettre quelques doutes sur l'appartenance de Georges Marchais au camp anti capitaliste sans nous voir accuser d'anti-communisme viscéral ?

— **pourrions-nous** constater le réformisme des centrales syndicales sans être rejetés par Gilles Martinet à la suite de Fajon, Juquin, Salini et quelques autres ?

Le problème du Congrès, c'est encore de savoir si nous continuerons de regarder les militants dits gauchistes comme nos partenaires privilégiés dans l'action, ou si nous irons désormais chercher nos interlocuteurs parmi les « militants » distingués de Technique et Démocratie, d'Objectif 72, du CERES et des GAM, qui, eux, ne sont certes pas des **clochards** ; c'est de savoir si nous suivrons la Ligue pour saboter le Secours Rouge afin de nous racheter aux yeux de la gauche respectueuse ; c'est de savoir si nous recommencerons à ronronner dans les conférences de la social-démocratie politique ou syndicale ; si nous retournerons colloquer à Grenoble ; **c'est finalement de savoir si nous poursuivons, y compris sur le plan électoral, l'affirmation autonome du camp révolutionnaire, ou si nous reviendrons occuper les strapontins qui nous sont réservés dans les listes de l'Union Démocratique.**

Nous ne mettons pas en doute la sincérité révolutionnaire de la majorité des camarades qui voteront le texte Rocard. Nous savons ce que peuvent avoir d'irritant certains comportements dogmatiques ou sectaires, et nous comprenons la mauvaise humeur qu'ils peuvent inspirer. Mais comment ces camarades ne comprennent-ils pas que leur mauvaise humeur sert de base à une opération politique qui n'a rien à voir avec les buts qu'ils veulent atteindre ? Disons-leur franchement : Camarades, vous jouez les apprentis sorciers, vous mettez en place une machine qui vous emportera bien plus loin que vous ne vouliez aller ; Michel Rocard lui-même déclenche des forces que peut-être il ne contrôlera pas. **Alors réfléchissez pendant qu'il en est encore temps : dans deux ans il sera trop tard pour dire que vous n'aviez pas voulu ça.** ■

Transformer les structures du P.S.U.

Complément au texte d'orientation n° 2

Favoriser le développement de l'autonomie prolétarienne, aider à la structuration du mouvement politique des masses sont certes des objectifs fondamentaux ; mais leur portée serait grandement limitée si, alors même qu'un accord sur eux intervenait, le VII^e Congrès n'était pas l'occasion d'une transformation profonde des structures du PSU ; cette transformation devrait permettre non seulement de consolider les acquis récents, mais encore d'avancer vers la constitution de ce parti révolutionnaire que la montée des luttes, l'émergence d'ouvriers radicalisés, etc... ne vont pas tarder à rendre indispensable.

Réorienter les forces et les moyens militants du PSU en fonction des fronts de lutte prioritaires, le débarrasser de ses scories social-démocrates (1) (encore plus tenaces à un niveau organisationnel que lors de l'élaboration de la ligne politique), profiter de ce Congrès pour faire sauter un certain nombre de freins, sinon de verrous, à la pratique militante, accentuer la prolétarisation du Parti (et bien entendu, pas seulement en favorisant l'accès d'ouvriers aux postes de direction), autant de questions qui, si elles ne sont pas les seules importantes de ce Congrès, comme tendent à le faire croire certains camarades, n'en sont pas moins décisives.

Sur tous ces points, le texte « Majorité Paris - Rhône - Alpes - Provence - Côte d'Azur » (TS Spécial p. 20) et le complément apporté par la DPN (TS Spécial p. 21 3^e et 4^e colonnes) fournissent des éléments de réponse, insistant notamment sur :

● le caractère dépassé des structures départementales (calquées sur les découpages électoraux bourgeois) ;

● la nécessité, par voie de conséquence, d'adopter des structures régionales dotées d'autorité politique ;

● la nécessité d'accroître les moyens mis à la disposition du secteur « entreprises » (du groupe à la CNE) et du secteur agricole ;

● l'intensification de la transformation des groupes d'entreprises en sections (dès que possible) ;

● le développement des réunions régionales ou nationales par branches de trusts ainsi que la tenue de conférences nationales ;

● l'organisation d'une direction nationale disposant de moyens suffisants pour jouer un rôle réel dans la lutte de classe (ce qui évidemment ne peut se mesurer uniquement à l'augmentation du nombre de membres de la DPN, cette mesure comportant des risques de parlementarisme évidents, si elle n'est accompagnée de rien d'autre) ;

● enfin la nécessité de changements importants dans les moyens d'expression publique du parti.

Nous appuyons fermement l'ensemble de ces principes, mais nous ne pouvons cacher nos craintes quant à la possibilité de les voir vider de leur contenu dans l'application ; et ceci est d'autant plus vrai qu'il ne saurait être question d'adopter au Congrès un « beau-schéma-idéal », valable partout, applicable sans délai, etc. et qui, inévitablement emprunterait plus aux méthodes technocrates qu'à l'état d'esprit prolétarien. A l'appui de cette observation, les exemples sont nombreux :

● s'il est absolument indispensable de créer une fédération régionale dans la Région Parisienne (impulsion coordonnée des luttes, contacts avec les groupes révolutionnaires, initiatives du PSU lui-même), il n'est pas sûr qu'il faille le faire de la même manière et avec les mêmes buts dans d'autres régions (difficultés de liaison, disparité des luttes, etc...) ;

● les organes de « liaison et d'exécution plus près de la base » devront dans certains cas conserver un cadre départe-

mental, et dans d'autres adopter un cadre inter-départemental (exemple : dans la Région Parisienne, districts centrés autour d'entreprises importantes imposant un effort militant particulier) ;

● les unions locales, regroupement sur une base géographique, de trois ou quatre sections en vue d'unifier leur action sur un quartier de lutte interne et lutte externe, d'organiser la formation de base, de mettre en œuvre les initiatives du PSU (mobilisation pour une manifestation, etc...) ou de coordonner les moyens matériel (local, permanence, —??...) garderont parfois les limites de sections locales actuelles (cas de villes moyennes de province, ou des agglomérations), ailleurs (dans les grandes villes) elles seront issues de plusieurs sections antérieures ;

● quant aux sections (entreprise, agricole, action locale et enseignement) elles comprendront de dix à quinze camarades ; elles ne seront pas seulement des instances d'action, mais seront dotées de l'autonomie de décision politique, comme il est normal dans toute cellule de base d'un parti révolutionnaire.

A tous ces niveaux certains trouveront toujours de bonnes raisons pour en rester à une situation proche de la situation actuelle :

— soit en ne faisant des fédérations régionales qu'une vague coordination et en laissant de fait tout pouvoir aux organes départementaux soit en utilisant la nécessité de coordonner l'activité des sections sur une base géographique pour maintenir pratiquement les sections locales actuelles ;

— soit prenant prétexte de coller aux besoins de la base et de lier la formation aux luttes, en refusant une organisation sérieuse de la formation et par conséquent la mise en place de cycles de formation faisant intervenir les niveaux locaux, départementaux ou inter-départementaux, et régionaux ;

— soit en refusant la participation pleine et entière aux sections d'entreprises des camarades non membres de l'entreprise mais travaillant en permanence avec ceux de la boîte, sous leur direction ;

— soit en laissant participer aux débats du parti avec droit de vote des camarades n'ayant aucune pratique militante et n'apparaissant pour les conseils, congrès et les élections (certes, tous les camarades ne peuvent, pour des raisons valables, participer à un certain nombre de réunions, distribuer des tracts ou effectuer un collage par semaine). Mais de là à admettre que certains n'aient qu'une participation de type parlementaire, il y a un pas qu'un parti se voulant révolutionnaire, ne peut plus franchir ;

— soit en maintenant les cotisations à leur taux actuel (sans parler de leur insuffisante progressivité), ce qui, non seulement ne fournit pas au Parti des moyens suffisants, mais encore n'engage pas suffisamment les camarades ;

— soit en ne prenant pas des mesures visant à briser « l'oppression masculine » : garde collective des gosses pendant les réunions, répartition des tâches administratives (notamment trésorerie) entre hommes et femmes, participation des femmes aux organismes de direction, ainsi qu'au service d'ordre ;

— soit, enfin, en freinant l'application des mesures décidées au Congrès. De ce point de vue, bien qu'il existe des obstacles réels, il est impératif de réunir des congrès extraordinaires (régionaux notamment) au plus tard six mois après le VII^e Congrès. ■

(1) Cela signifie en particulier la démission de tous les élus qui sont des cautions de municipalité PCF ou a fortiori social-démocrate depuis les dernières municipales.

Qu'y-a-t'il derrière les textes ?

G. Bohner, J.-Y. Romo, E. Schweitzer, J. Tercé

Les militants du Parti se voient gratifiés à deux semaines du Congrès de six textes d'orientation et d'un « T.S. » spécial A.O.P.

De nombreux camarades peuvent craindre de voir réapparaître le spectre d'Alfortville, où le parti était divisé en sept tendances irréconciliables. Cette crainte ne nous paraît pas aujourd'hui justifiée. Le parti n'en est plus à ses balbutiements. Les affrontements qu'il a connus ces trois dernières années (Mai 68, présidentielles, 1^{er} Mai, Renault...) ont rendu possible sa maturation et sa cohésion ; il est donc capable d'assumer les débats politiques qui clarifient son orientation et le renforcent pour la lutte.

Le débat, sur des textes contradictoires, est un signe de vitalité dans un parti pour qui l'adaptation du marxisme révolutionnaire aux caractères spécifiques de la période est une préoccupation constante. Encore faut-il que les conditions de ce débat soient réunies !

De ce point de vue la préparation du congrès laisse pour le moins à désirer : publication tardive des textes émanant des A.O.P., erreur dans leur présentation, délais de discussion trop courts, élimination du débat autour des réels points de divergence... A ce désordre matériel s'ajoutent les manœuvres bureaucratiques d'une petite élite qui profite de ses privilèges hiérarchiques pour diffuser ses propres idées (descentes en province, « Directives » paru trois semaines avant les textes du congrès, mise en œuvre d'appareils parallèles et de bureau fantôme...).

La confusion générale dans laquelle on entretient les militants n'est pas un hasard. Les six textes ne reflètent pas les clivages réels du parti. Le texte Nord : Son vide politique est à l'image de la coalition sans principe qui le soutient. De grandes divergences séparent ces camarades, mais ils trouvent un ciment réel dans la conservation du pouvoir à tout prix. Tout débat politique clair présente donc un réel danger pour eux.

Quant aux textes Rocard-Chapuis et Ringuet, ils occupent le même champ politique : celui du conservatisme.

En fait le texte Rocard-Chapuis et celui du Nord n'ont d'existence que par rapport aux querelles de personnes au sein du bureau national. Ils se réservent, d'ailleurs, des portes de sorties mutuelles, afin d'assurer leur maintien à la direction du parti. Mais les lamentations ne servent à rien, la préparation défectueuse du 7^e congrès n'est que l'aboutissement logique de l'absence de débat démocratique permanent, de l'insuffisance du travail de formation, des carences organisationnelles et de la crise de direction du parti depuis plusieurs mois. Le Congrès doit apporter un début de résolution à cette crise ; les tâches qui incombent au P.S.U. dans la lutte de classes et ses responsabilités dans la construction du Parti révolutionnaire nécessitent que les termes du débat soient clairement posés devant tout le parti. De ce point de vue les six textes cristallisent leurs divergences autour des quatre problèmes essentiels de l'heure :

- Question syndicale.
- Rapport avec le P.C.F. et stratégie de prise du pouvoir.
- Rôle de l'avant-garde.
- Structures du Parti.

I. — LA QUESTION SYNDICALE

C'est une question brûlante pour tout le parti : dans quelle perspective organisons-nous notre travail au sein de la classe ouvrière ?

Trois réponses contradictoires sont fournies par les textes d'orientation :

1. On ne sait plus trop bien où en sont les camarades de la « Gauche révolutionnaire ». Faut-il lire leur position dans leur bulletin, dans le texte minoritaire de l'A.O.P. Région parisienne qui explique qu'au stade monopoliste, la concurrence tend à disparaître et donc que le syndicat n'a plus de fonction antagonique au capital puisqu'il n'organise plus la vente collective de la force de travail, ou bien faut-il se référer au texte d'orientation n° 2 qui oublie pudiquement cette justification théorique essentielle ? Que les syndicats soient dépassés, qu'il faille utiliser tactiquement les sections syndicales « gauchistes », ou se servir de la « couverture » syndicale contre la répression importée au fond très peu. Il s'agit avant tout, qu'on le dise ou non, de sortir des syndicats, de mettre en place à côté d'eux — et donc forcément de manière concurrente — des comités de lutte ou autres structures de regroupement des ouvriers les plus combattifs ; en dernière analyse, c'est le refus d'affronter pratiquement le réformisme.

2. Malgré une apparente opposition, les textes 5 et 6 présentent de réelles convergences : Ils soulignent la nécessité du syndicat qui n'est pas historiquement dépassé, celle d'une transformation de la pratique syndicale afin de mener la lutte contre l'organisation capitaliste du travail, celle d'orienter le syndicat dans un sens favorisant la voie révolutionnaire. Mais ces points ne constituant pas à eux seuls une stratégie révolutionnaire, nos camarades s'avèrent incapables d'analyser les limites du syndicat et de concevoir le processus de dépassement du cadre syndical et de constitution des organes du pouvoir ouvrier dans la période révolutionnaire. Tandis que le texte Rocard-Chapuis s'appuyant sur la position de l'A.O.P. Rhône-Alpes prône la coordination entre directions politiques et syndicales pour le renversement du pouvoir bourgeois, le texte du Nord y substitue la notion de mouvement politique de masse, flou et encore hypothétique, dont les camarades Rocard et Chapuis, par ailleurs ne critiquent que les déviations anti-syndicales qu'il pourrait découvrir « chez certains ». En fait, il suffirait de rendre le gadget moins gadgeté, de donner un peu de crédibilité au « Mouvement Politique de Masse » pour que les désaccords disparaissent. Les textes Rocard-Chapuis, etc., sur la complémentarité du parti et du syndicat dans le processus de prise du pouvoir trouvent leur application tactique dans les tâches concrètes qu'ils fixent aux militants du parti dans les entreprises. De ce point de vue, le texte 5 soutenu par la majorité des membres ou anciens membres du B.N. affirme « qu'il faut combattre les pressions exercées par les militants politiques sur le syndicat » ; c'est bien là l'application du contrat passé entre le parti politique et les syndicats, la complémentarité évoquée par les camarades Rocard et Chapuis, c'est finalement le refus de mener la lutte politique et idéologique contre le réformisme à l'intérieur du syndicat.

LE P.C.F. ET LA PRISE DU POUVOIR

Depuis le conseil national d'Orsay, c'est désormais un acquis du Parti que de considérer que le Parti Communiste se caractérise par « la tendance qu'il manifeste à s'intégrer de façon irréversible à la société bourgeoise ». Mais ce qui nous semblait un acquis est remis en cause par le texte Rocard-Chapuis quand il affirme « la critique de la stratégie frontiste que nous avons faite précédemment montre qu'il n'est pas possible pour le moment (c'est nous qui soulignons) de concevoir un accord stra-

tegiue d'ensemble avec le P.C.F. ». Et Chapuis de surenchérir « Nous ne ferons pas la révolution avec le P.C.F., nous ne la ferons pas non plus sans lui ». Le projet d'une alliance stratégique éventuelle avec le P.C.F. est donc clair avec sa conséquence, servir de caution gauche au P.C.F. En fait, cette vision part d'un principe erroné : la stratégie du P.C.F. n'est pas une stratégie frontiste mais une stratégie réformiste. En fonction de l'idée qu'il faut élargir le camp socialiste, le P.C.F. veut de plus en plus apparaître comme la force principale d'un front réformiste gérant de façon étatique l'appareil d'Etat et les moyens de production capitalistes. Comme dans les dernières luttes de chez Renault, les militants auront donc à s'affronter constamment — y compris et surtout dans les périodes de montée révolutionnaire — à l'appareil contre-révolutionnaire du P.C.F.

Le texte présenté par le B.F. du Nord et du Rhône escamote quant à lui le problème. Il se borne à opposer la ligne de masse à la stratégie de démocratie avancée du P.C.F. ce qui est une réponse politique un peu faible. Par ailleurs, il s'appuie sans honte sur l'attitude du parti lors des municipales (faut-il rappeler Grenoble, Valence, St-Brieuc, etc.) pour tracer la ligne que nous devons suivre lors des élections législatives de 1973. Où allons-nous ? Cela n'empêche pas les camarades de développer à la ligne suivante leur volonté d'affirmer une stratégie révolutionnaire face à une politique de néo-front populaire. Enfin l'attitude des camarades de la G.R. consiste en dernière analyse à... chasser le P.C.F. de leur tête. Ne mesurant pas sérieusement les rapports de force réels au sein de la classe ouvrière, ils ne peuvent évidemment pas définir une attitude correcte à son égard.

La seule attitude juste compte tenu des rapports de force entre les organisations et les rapports qu'elles entretiennent avec la classe ouvrière, consiste à montrer dans la pratique comment se constitue le front de classe, comment l'unité des travailleurs se fait dans la lutte pour montrer ensuite sur cette base concrète qui s'oppose au front de classe, qui refuse le combat collectif ; il est clair qu'une telle politique n'est conséquente que si elle est subordonnée en permanence à l'affirmation autonome du courant révolutionnaire.

LE P.S.U. DOIT-IL ETRE UNE NEBULEUSE ?

Aucun des textes d'orientation à l'exception du texte n° 1 ne s'attelle sérieusement à la question : **De quel parti avons-nous besoin ?** Après des années de confusion et de désorganisation, un nombre croissant de camarades exigent de leur action politique autre chose que des satisfactions intellectuelles. Il s'agit maintenant d'être efficace.

L'efficacité révolutionnaire passe par un parti cohérent et structuré capable de rallier les éléments les plus conscients et les plus combattifs qui se dégagent des luttes de masse. Pour cela l'avant-garde doit être capable d'assurer la centralisation politique des luttes et leur synthèse idéologique et de déterminer les conditions de la lutte offensive contre le capitalisme sous le contrôle des masses dont il est l'émanation.

Ce n'est pas dans ce sens que s'orientent les autres positions pour qui le P.S.U. ne serait rien d'autre qu'un vague courant d'idées : « parti et mouvement à la fois » comme le dit Chapuis ou un « parti ouvert » comme le dit le texte 5 où n'importe qui (spontanéistes, sociaux, démocrates...) peut être associé à l'élaboration de la ligne politique pourvu qu'il travaille avec nous sur un front de lutte. La conception du parti « noyé dans les masses » entraîne de graves conséquences quant à la nature du parti et de sa direction. Celle-ci, pour le texte 5, ne peut être **homogène** car, disent-ils : « Les masses dont sont issus les adhérents ne se posent pas en termes clairs des choix décisifs sur ces questions ». (Ces questions étant les problèmes de prise du pouvoir, type de société à cons-

truire, etc.). Ainsi le parti ne devrait donc se poser des questions que si les masses les ont déjà résolues. Pour ces camarades l'idéologie bourgeoise semble disparaître comme par enchantement et n'empêche plus les masses de poser les problèmes de leur propre libération ; l'avant-garde n'a plus pour fonction d'aider au dévoilement de l'exploitation et de l'aliénation qui oppriment les masses ; la théorie marxiste est vidée de son contenu scientifique ! **On sombre en plein populisme.** Le texte Rocard ne fait pas plus état de l'avant-garde pour la raison bien simple qu'il situe sur le même plan, partis et syndicats susceptibles de négocier sur un pied d'égalité la stratégie commune du renversement capitaliste. Ceci revient à se lier les mains au réformisme, les syndicats étant fondamentalement sur cette orientation.

IV. — L'ORGANISATION DU PARTI

Le problème des structures du parti est posé par tous les textes sauf par le texte 2 qui n'en dit pas un mot. Il semble que la transformation du parti en un outil révolutionnaire n'intéresse guère les camarades qui ne conçoivent le P.S.U. que comme un milieu de travail parmi d'autres, peut-être le moins mauvais.

Les textes du B.F. du Nord et de Rocard-Chapuis montrent par contre des convergences sur les structures.

La prééminence de la bonne vieille section locale dirigeant les groupes d'action est réaffirmée. Il apparaît pourtant, pour de nombreux camarades, que la section locale traditionnelle, héritée de la S.F.I.O., est un cadre néfaste qui d'une part favorise les intellectuels (débat de ténors...) et d'autre part est à la fois trop lourde pour la discussion démocratique et trop petite pour l'échange d'expériences variées. La bonne voie consiste à faire des groupes d'action qui soient aussi des sections (10 à 15 militants) et de créer un échelon intermédiaire (district) regroupant 15 à 20 sections permettant effectivement la coordination et l'animation de tous les fronts de lutte.

La perspective de Fédérations régionales est admise, bien que le texte Rocard-Chapuis laisse à certains notables la possibilité de conserver leurs appareils départementaux. Mais si les textes admettent, en gros, la suppression de l'échelon intermédiaire, ils ne prévoient pas d'échelon intermédiaire entre la section locale et la direction régionale. On accepte délibérément le risque de bureaucratisation en créant un fossé entre la section et la structure régionale.

Au niveau de la D.P.N., ils s'orientent vers un mini-parlement, ce qui peut permettre toutes les manipulations bureaucratiques de la direction.

Enfin, comme le montre l'importance donnée à la composition de la direction nationale, et la question du Secrétaire national, c'est vers des questions de personnes et vers des pratiques plébiscitaires que l'on veut orienter le congrès !

En réalité, cette conception des structures correspond à un projet bureaucratique, particulièrement évident dans le texte Rocard - Chapuis. Il s'agit de perfectionner l'appareil du Parti sans toucher aux structures de base, alors que la nécessité d'une intervention rapide, souple et démocratiquement élaborée exigerait une démarche inverse. C'est celle que présente le texte « Nos tâches politiques actuelles ».

Nous avons précisé ce que doit être pour nous, le véritable débat de ce Congrès. Entre les partisans du conservatisme (texte Rocard-Chapuis) et ceux qui ne leur apportent que de fausses réponses nous ne pouvons choisir. Les faux clivages à partir de textes flous, la réduction du débat démocratique à un conflit de personnes entre les dirigeants sont le principal risque de régression du parti à ce Congrès. C'est ce risque que nous combattons en soutenant le texte : « **Nos tâches politiques actuelles** ». □

Claude AUTHMANN
secteur agricole des Pyrénées Orientales.

André BALENT
Bureau Fédéral des Pyrénées Orientales.

André CAZALS
Bureau Fédéral des Pyrénées Orientales.

Antoinette CLAUD
Secrétaire Fédérale des Pyrénées Orientales.

Georges DOLIAS
Secrétaire Section Pertuis (84).

Christian DUPOND
Groupe entreprise Cadarache (04).

J.-C. GILLET
Secrétaire section de Perpignan (66).

Paul GONET
Section d'Avignon (84).

Roger et Suzanne LASSURE
Secrétaire fédéral des Basses-Alpes.

André LESCA
Groupe entreprise Pechiney - Saint-Alban (04).

Pierre MAINCENT
Section de Montpellier (34).

Michèle ROUFFANCHE
Secrétaire Fédérale du Vaucluse.

Robert SAVELLI
Section inter-entreprise (66).

Pour maintenir les acquis, poursuivons la transformation du Parti

Y. Bucas (R.A.T.P.) — A. Pointet (Lang) —
P. Bourg (Snecma Villaroche) —
G. Forgeot (Thomson Bagneux) —
D. Chollet (P.T.T. - C.C.J.T.) — A. Brosse (C.C.J.T.)

Dans le débat pour la préparation du Congrès, les différentes tendances qui s'affrontent essayent de se trouver une couverture ouvrière ; elles cherchent à dire : « Voyez, nous aussi on a notre prolo » et à justifier par là la « justesse » de leur ligne. Tout d'un coup on s'aperçoit que les ouvriers c'est important, alors qu'en fait peu de textes qui nous ont été présentés jusqu'à présent ne tiennent compte des luttes et de la réalité auxquelles nous sommes confrontés tous les jours : en fait ce sont des schémas bien établis qui s'affrontent. Or c'est la logique du débat de tendance ou de fraction qui fige les possibilités de discussion et d'élaboration ; mais tout le monde sera content, car les principes auront été maintenus. En réalité, la cristallisation du débat en tendances a uniquement pour but d'assurer des positions et des places dans les organisations de direction et de décision du parti. Le plus grave est que ces discussions ne recouvrent pas la réalité de notre pratique.

Il en fut tout autrement avec le débat sur le programme d'action, qui lui, au moins, était concret et portait des nécessités et de l'examen de la pratique. C'est cette démarche que nous croyons correcte. D'une façon générale, il nous semble que la commission entreprise du parti offre un bon exemple de la façon dont les problèmes peuvent être abordés et résolus. Il est vrai que, sur le plan idéologique, les camarades du secteur entreprise ne constituent

Un certain nombre de militants des fédérations du Midi ont décidé de faire une déclaration commune avant la tenue de notre 7^e Congrès, regroupés sur une perspective commune, ils ont l'intention d'apporter leur contribution spécifique au débat à l'ordre du jour du Congrès. C'est pourquoi les militants soussignés :

1. déclarent soutenir le texte « un seul ennemi, une seule lutte » présenté par les bureaux fédéraux du Nord et du Rhône, dont la ligne politique générale sur le plan stratégique et tactique leur semble le mieux correspondre au développement des luttes révolutionnaires et à leur unification.

2. s'opposent à toute tentative de liquidation des acquis du Parti (Conseil national de Rouen et Conseil national de janvier 71).

3. apporteront à ce texte leurs préoccupations propres concernant l'animation des luttes anti-capitalistes dans les régions dites sous-développées ; problème de la sous-industrialisation, liquidation des secteurs agricoles ou distributifs, problèmes concernant l'aménagement du territoire et les opérations capitalistes dans le domaine touristique, les questions soulevées par la colonisation capitaliste en Occitanie ou dans le Roussillon.

Ainsi, ils contribueront à mieux préciser les orientations et les objectifs de lutte du texte proposé par Bernard Lambert au Conseil national de janvier 71 « Vers un Mouvement politique de Masse ».

4. ils feront en conséquence des propositions concernant la transformation des structures du Parti dans le sens d'une décolonisation de celui-ci. C'est à partir d'analyses des réalités économiques, sociales, culturelles des différentes régions de notre pays et des luttes de masse qui s'y développent que le P.S.U. pourra jouer son rôle d'unificateur de ces différentes luttes sur la base d'un projet socialiste et révolutionnaire. □

pas un bloc homogène ; mais dans ce secteur nous avons tous une pratique commune, et le débat s'enrichit à partir de cette pratique, en fonction des problèmes tels qu'ils se posent concrètement.

C'est en fonction de cette situation que nous pensons par exemple qu'à l'heure actuelle vouloir définir une position ferme et intangible sur les syndicats ne correspond pas à nos possibilités. D'abord parce que le visage qu'offre le syndicalisme est différent selon les cas. Ensuite parce que ce n'est pas le vrai problème. Tous les militants de la C.N.E. sont des militants syndicalistes. Le vrai problème auquel nous sommes confrontés est le suivant : comment, parallèlement aux interventions du syndicat, avoir une intervention politique autonome ? Ce n'est ni par la courroie de transmission, ni par la constitution de fractions à l'intérieur du syndicat, car ce serait le meilleur moyen de tuer nos possibilités auprès de la masse des travailleurs.

Il en est de même en ce qui concerne le P.C.F. ; que ceux qui proposent le front unique à la base ou l'unité tactique des forces de gauche viennent voir dans les entreprises comment appliquer cette politique alors que, lorsque nous distribuons des tracts ou lorsque nous prenons la parole dans une assemblée du personnel, il est rare que les affrontements ne soient pas durs ; et pourtant nous ne faisons que défendre la démocratie ouvrière.

Au contraire de ces attitudes figées, il nous semble que la démarche de la C.N.E. a été pédagogique. Nous avons avancé pas à pas. A la première conférence nationale, notre vision des choses correspondait plutôt à un militantisme dans les syndicats, et mettait en avant la nécessité de se coordonner. Ce n'est que plus tard, au moment de la deuxième conférence entreprise que la plate-forme du contrôle ouvrier est ressortie des débats ; elle a été ensuite votée à l'unanimité par le conseil national. Il en fut de même pour les plates-formes de lutte des différentes branches (chimie, métallurgie, transports...). C'est là aussi que s'est constituée la C.N.E., composée des membres de chaque branche (chaque membre étant élu à l'intérieur de sa branche). Ce fonctionnement de la C.N.E., nous l'opposons à celui que voudraient voir s'instaurer certains en faisant diriger la C.N.E. par les différentes tendances ; la seule conséquence en serait que la C.N.E. deviendrait le champ clos des luttes de tendances internes au parti ; cela n'aiderait en rien la C.N.E. pour être dans la bagarre au cours des luttes, comme ce le fut au contraire au cours du conflit Renault.

Cela dit, nous ne voulons pas idolâtrer

Renault et le VII^e Congrès

J.-L. Rochard — C. Boulet (groupe Renault-Cléon)

I. — La nature du conflit.

« Quand Renault éternue, la France s'enrhume. » Ce proverbe recouvre une réalité : la Régie Renault est un point névralgique de la lutte des classes ; elle est un peu pour le mouvement ouvrier comme le cerveau pour le système nerveux. Une tradition ouvrière solidement ancrée, une influence profonde des organisations traditionnelles en font un test sérieux pour mesurer l'audience et l'efficacité du courant révolutionnaire dans les luttes de masse.

La bourgeoisie ne s'y est pas trompée : elle espère en faire le banc d'essai de sa politique de concertation et d'intégration (actionnariat, mensualisation, politique contractuelle...). C'est dans ce contexte que s'est développée la lutte des OS : en exigeant la suppression de la cotation par poste, ils ont dès le départ lutté contre l'organisation capitaliste du travail et la hiérarchie qui lui est liée ; ils ont ainsi remis en cause le despotisme patronal et la logique du développement capitaliste (même si le caractère radical de cette « contestation » est inégalement ressenti par les travailleurs).

La nature de ces revendications a amené la direction de la Régie à refuser dans un premier temps toute conciliation : elle a joué le pourrissement au début, la division et la démobilité par le lock-out ensuite ; mais comme devant la détermination des OS, cela ne suffisait pas, elle a finalement fait intervenir une partie de la maîtrise dans le rôle de flics. Il serait grave de sous-estimer dans notre analyse l'impact de la tactique patronale : elle a eu sur le développement de la lutte une importance capitale.

Contre l'ennemi de classe, comment le combat s'est-il déroulé ?

II. — Les syndicats et la lutte.

A. Les syndicats et la nature des revendications.

La nature même du combat et des revendications mises en avant par les OS du Mans a provoqué une première distorsion par rapport aux stratégies officielles des centrales syndicales :

La lutte contre la hiérarchie (sous son double aspect, hiérarchie de fonction et hiérarchie des salaires) entre en contradiction avec les positions de la C.G.T. qui reposent :

— sur la nécessité de constituer une « large alliance antimonopoliste » dont les cadres sont une pièce essentielle : or, ceux-ci ne sont pas prêts, dans leur majorité, à accepter la remise en cause du partage des rôles, des statuts et des responsabilités ;

— sur un modèle de société fortement

la C.N.E. : il y a des manques, des insuffisances, qui reflètent également celles du parti, dans l'organisation, le manque de liaison et d'information.

Pour nous, militants des entreprises, le véritable enjeu de ce congrès, c'est de conserver les acquis qui nous permettront de continuer à affirmer la ligne de masse dans laquelle nous avons commencé à nous engager, c'est-à-dire celle du contrôle ouvrier et du mouvement politique de masse. Il est de permettre la transformation des moyens d'intervention du parti, transformation telle qu'elle a commencé à se faire jour dans les différents secteurs, et à travers les A.O.P. notamment en faisant du P.S.U. un parti ouvert et efficace branché en permanence sur les luttes et susceptibles de proposer dès maintenant des initiatives concrètes.

Il ne faut pas oublier qu'à l'extérieur du parti un certain nombre de travailleurs, ne croyant plus aux illusions réformistes et révisionnistes, attendent beaucoup de notre parti, en fonction de ses dernières apparitions (A.O.P., élections, 1^{er} mai, etc.). Nous ne devons pas les décevoir en revenant en arrière. La voie est clairement tracée : allons de l'avant.

hiérarchisée coiffée d'une bureaucratie toute puissante.

La C.F.D.T., quant à elle, avance globalement des positions justes qui remettent en cause la hiérarchie et l'organisation capitaliste du travail. Mais ces mots d'ordre restent souvent sur le papier dès lors qu'elle privilégie l'unité avec la C.G.T. au lieu de s'appuyer sur la masse des travailleurs en lutte et auprès desquels de tels thèmes ont une résonance certaine.

B. Les syndicats et la démocratie ouvrière.

A Cléon, la lutte ne s'est pas organisée sur la base de la démocratie prolétarienne. Les assemblées quotidiennes ne furent en fait que des meetings d'information où les travailleurs ne pouvaient s'exprimer ni décider des objectifs et des formes à donner à leur lutte. Pas non plus de comité de grève élu et révocable par les travailleurs : seulement un comité inter-syndical qui ne s'est quasiment jamais réuni ! Sur ces points, force est de constater l'attitude survivante de la C.F.D.T. par rapport à la C.G.T., qui contraste avec l'attitude offensive du même syndicat à Billancourt et au Mans.

Mais le problème de la démocratie ouvrière s'est posé avec plus d'acuité encore quand il s'est agi pour l'appareil de la C.G.T. d'interdire, selon les plus pures méthodes staliniennes, l'expression des révolutionnaires. Il s'est en cela trouvé parfois renforcé (comme à Cléon) par le silence ou la complicité de la C.F.D.T.

Ainsi, à Cléon, les cadres du P.C.F., pour la plupart « extérieurs » à l'entreprise, ont pris la responsabilité de briser l'unité des travailleurs, en chassant violemment les distributeurs de la « Ligue », au moment même où la lutte s'amorçait et la combativité se développait. La conséquence immédiate fut bien sûr la démobilité des ouvriers qui, sans approuver les « gauchistes », ne comprenaient pas « qu'on commence la lutte contre le patron en se battant contre les jeunes ».

Cette pratique illustre, s'il en était besoin, la nature réelle de la « stratégie » du P.C.F. La D.P.N. unanime a raison lorsqu'elle attaque violemment « l'entreprise contre-révolutionnaire qui vise par la terreur, les attaques physiques et la calomnie, à faire plier les militants engagés dans les combats de pointe ».

On peut dès lors s'étonner de voir l'A.O.P. Rhône-Alpes déclarer que « le P.C.F. continue de se situer dans le camp anticapitaliste ». Cette position est reprise par une partie de la même D.P.N. (soutenant les textes 4 et 6) qui ne doit donc pas trouver gênant de parler de « contre-révolutionnaires - anticapitalistes ».

C. Les syndicats, l'extension du conflit et la solidarité.

Quand il s'agit d'analyser les problè-

mes posés par l'unification et l'extension du conflit, il faut tenir compte de certaines conséquences de la tactique patronale. Il faut en effet comprendre qu'il n'est guère facile sur le terrain de mobiliser des travailleurs lock-outés, surtout lorsqu'ils habitent loin de l'usine (exemple : Flins). La tactique de la direction visant à couper les OS du Mans des autres usines et à démobilité les travailleurs, a partiellement réussi : c'est le premier élément qui permet d'expliquer qu'en dehors du Mans, il n'y a pas eu de mobilisation réelle sur des objectifs précis, mais le plus souvent grève de solidarité.

La tactique patronale s'est trouvée renforcée par la C.G.T. qui n'a rien fait pour avancer des mots d'ordre unificateurs et organiser la grève avec les autres catégories de travailleurs. Au contraire, elle a rapidement abandonné tout ce qui pouvait remettre en cause le pouvoir patronal pour ne plus considérer que les revendications spécifiques des OS du Mans et le lock-out patronal. De la même manière, les « difficultés » rencontrées par les collecteurs prouvent le peu d'empressement des syndicats à développer la solidarité aux grévistes de Renault.

D. Les syndicats et le compromis.

De toute évidence, la lutte s'est achevée sur un compromis qui est loin de constituer une victoire éclatante. Les OS n'ont pu porter le coup qu'ils voulaient porter à l'organisation capitaliste du travail. Cependant la reprise n'a pas été facile. Un premier compromis jugé « satisfaisant » par la C.G.T., a été rejeté par les OS du Mans. Ainsi « le passage d'une lutte anticapitaliste donc politique à un compromis syndicat-patronat pour clôturer le mouvement ne se fait plus sans heurts entre les directions syndicales et leur base ». (Texte d'orientation n° 1.) La semaine suivante a été marquée par un essoufflement. Cet essoufflement est lié au fait que « le début de prise de conscience ne trouve pas de débouché dans des organisations syndicales encore structurées sur des bases catégorielles ».

III. — Les révolutionnaires dans les entreprises.

De tout ce qui précède, il faut bien tirer les leçons. N'est-ce pas d'ailleurs la meilleure manière d'éclairer le débat de notre prochain congrès ?

A. Notre but : l'auto-organisation des travailleurs.

Le problème de l'attitude de militants révolutionnaires à l'égard des syndicats ne peut être envisagé indépendamment du but stratégique global qu'ils ont choisi. Sur ce point, la première phrase du « Texte majoritaire de l'A.O.P. région parisienne » sur la question syndicale (« T.S. » spécial Congrès, p. 11) est claire :

« La question syndicale se pose au regard d'une stratégie qui tend à promouvoir l'auto-organisation de l'ensemble des travailleurs pour qu'ils assurent leur rôle politique : celui d'une classe qui doit s'affirmer comme sujet indépendant du processus révolutionnaire et postuler au pouvoir ainsi qu'à la direction de la société. »

Cette perspective globale fondée sur le développement des luttes sur l'axe stratégique du contrôle ouvrier est totalement absente du texte « Transformation du mouvement ouvrier » faussement présenté comme texte de synthèse des A.O.P., absente aussi des préoccupations du camarade Rocard et des autres signataires du texte 6.

Cette tendance retourne en fait aux conceptions périmées et illusoire d'une « coordination des partis et des syndicats » pour élaborer une stratégie de prise de pouvoir.

— Elle renonce d'une part, à tout « dépassement » du cadre syndical pourtant indispensable comme l'estime Freddo Kramnow :

« Le processus même de mise en route du contrôle ouvrier, cette capacité des travailleurs d'être réunis en assemblées collectives pour discuter de leurs revendications, des objectifs à poursuivre et de l'action à mener, c'est un processus qui va plus loin que l'action syndicale classique. C'est un processus de prise de conscience politique. »

— Elle renonce d'autre part, dans les faits, à développer la lutte entre réformistes et révolutionnaires à l'intérieur des syndicats et laisse ainsi intacte l'hégémonie des courants réformistes.

B. Un danger : les illusions ultragauchistes.

Les camarades de la « Gauche révolutionnaire » qui défendent le texte n° 2 et le texte minoritaire de l'A.O.P. de Paris sur la « question syndicale » nous proposent eux de construire en dehors des syndicats, considérés par eux comme une institution bourgeoise, des comités de lutte regroupant les travailleurs combattifs.

Sur ce point, soyons clairs ! Cette « gauche ouvrière » qu'ils prétendent organiser de façon permanente comme alternative au syndicat représente dans notre usine une poignée de militants (tout au plus une vingtaine !). Est-ce avec ces militants, développant par ailleurs des lignes politiques souvent antagonistes, que nous impulserons les luttes comme les stratèges de la GR nous le proposent ?

Il est toujours facile d'écrire et de dessiner une lutte de classe idéale. Mais les propositions de la GR sont illusoire et leurs conséquences pourraient être catastrophiques :

« Le retrait des militants révolutionnaires des organisations syndicales serait en fait une décision liquidatrice qui reviendrait à désertir un terrain fondamental de la lutte des classes dans la société actuelle. » (Texte A.O.P. majorité région parisienne sur la question syndicale.)

C. Notre rôle dans les syndicats.

La lutte que nous avons connue montre à l'évidence qu'il est du devoir des militants révolutionnaires, aussi syndicalistes, de remettre en cause, de critiquer devant les masses, la stratégie et la pratique de leurs organisations syndicales. Il ne faut pas croire que c'est là chose aisée dans une usine, surtout quand la lutte se développe.

Cette critique ne doit pas être abstraite et sectaire. Elle doit viser, à travers une pratique syndicale, à permettre à la masse des travailleurs de prendre conscience concrètement des divergences de fond qui divisent le mouvement ouvrier.

Pour développer ce syndicalisme de lutte de classe, nous disposons des objectifs définis dans notre programme d'action qu'il est nécessaire de défendre à l'intérieur et au dehors des syndicats :

— contre l'organisation capitaliste du travail (cotation par poste, cadences...);
— contre la hiérarchie, pour une augmentation uniforme des salaires ;
— pour la démocratie ouvrière.

D. Notre travail de militants d'avant-garde.

Le travail des révolutionnaires dans l'entreprise ne peut en aucun cas se limiter au témoignage ou à la présence dans les syndicats.

Dans la mesure où notre but est le dépassement du faux dilemme lutte économique - lutte politique, de l'opposition parti-syndicat pour parvenir à l'affirmation autonome de la classe ouvrière, il est indispensable de développer notre intervention politique sur une ligne de masse.

Cela implique que le prochain congrès fasse un pas décisif :

1° Dans la clarification de notre position à l'égard des stratégies syndicales.

2° Dans l'organisation solide d'un véritable « secteur ouvrier » : structuration par branches pour élaborer une ligne politique cohérente et permettre une intervention efficace ; tenue régulière des Conférences nationales entreprises. Il faut donc que cesse l'improvisation et l'amateurisme qui ont jusqu'à présent marqué l'organisation de notre secteur.

3° Dans la modification des structures du parti pour qu'enfin les instances de délibération, de décision et d'action politique soient confondues.

Conclusion.

La lutte des travailleurs de Renault et les leçons que les militants révolutionnaires doivent en tirer indiquent la voie à suivre : il n'est pas question de faire la pause : les luttes ne nous attendront pas. Il faut donc sanctionner l'évolution positive de notre parti durant ces 2 dernières années et le modifier dans ses structures pour le rendre apte à répondre aux exigences de la situation.

C'est pourquoi nous nous reconnaissons et nous soutiendrons l'orientation indiquée par le texte d'orientation n° 1 « Nos tâches politiques actuelles » et celle des textes issus des A.O.P. qu'il a pour but de synthétiser. □